# MARX

par **LEON TROTSKY**

*Les auteurs de ma vie*

BUCHET • CHASTEL

akg-images

LÉON TROTSKY

# MARX

pages choisies

Les auteurs de ma vie
BUCHET • CHASTEL

Dans la vie d'un lecteur, certains auteurs occupent une place à part : lectures inaugurales, compagnons de tous les jours, sources auxquelles on revient. La collection « Les auteurs de ma vie » invite de grands écrivains d'aujourd'hui à partager leur admiration pour un classique, dont la lecture a particulièrement compté pour eux.

1939. Léon Trotsky vient de fonder la Quatrième Internationale, mais le fascisme triomphe et il sera bientôt minuit dans le siècle. Réfugié au Mexique où il sera assassiné par les agents de Staline l'année suivante, Trotsky livre avec cet essai sur l'actualité de la pensée de Marx l'un de ses derniers textes.

Les publications numériques des éditions Buchet/Chastel sont pourvues d'un dispositif de protection par filigrane. Ce procédé permet une lecture sur les différents supports disponibles et ne limite pas son utilisation, qui demeure strictement réservée à un usage privé. Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur, nous vous prions par conséquent de ne pas la diffuser, notamment à travers le web ou les réseaux d'échange et de partage de fichiers.

Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivant du Code de la propriété intellectuelle.

ISBN : 978-2-283-03297-8

*Ce volume sur la pensée de Marx a été écrit au tout début de l'année 1939, en réponse à une commande de l'éditeur Alfred O. Mendel chez Longmans, Green and Co. pour la collection « The Living Thoughts » (dont la plupart des titres ont été traduits en français chez Corrêa depuis devenu Buchet/Chastel).*

*Très occupé par l'écriture de deux autres livres, sur Staline et sur Lénine, Trotsky a choisi de confier la sélection des textes du premier livre du* Capital*, qui constitue la deuxième partie de cet ouvrage, à Otto Rühle (1874-1943), ancien député social-démocrate au Reichstag et réfugié comme lui au Mexique. Rühle avait fait partie de la commission Dewey qui mit en pièces les accusations portées contre l'exilé de Coyoacán par les procureurs de Moscou, au terme d'une magistrale contre-enquête. Il était considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs des écrits de Marx, et son « condensé » du* Capital *(les coupes dans le texte sont inapparentes) fut dans le détail ratifié par Trotsky.*

*L'essai introductif sur « l'actualité de Marx » a été quant à lui entièrement rédigé en russe par Trotsky, qui lui a accordé le plus grand soin, et comptait qu'il toucherait un public très large. Il refusa catégoriquement toutes les demandes de correction qui lui furent faites.*

# Le marxisme et notre temps

*Ce qui est présenté au lecteur*

Ce livre expose, avec les mots mêmes de Marx, les fondements de sa doctrine économique. Personne, après tout, n'a encore été capable de formuler la théorie de la valeur-travail mieux que Marx lui-même.

Certains des arguments de Marx, spécialement dans la première section, qui est aussi la plus difficile, peuvent paraître au lecteur non initié beaucoup trop discursifs, subtils, ou « métaphysiques ». En fait, cette impression est due au fait que l'on n'a pas l'habitude de considérer scientifiquement des phénomènes courants. La marchandise est devenue une part si répandue, si habituelle, si familière de notre existence quotidienne que nous ne nous donnons même plus la peine de considérer pourquoi les hommes se dessaisissent d'objets de valeur en échange de minces disques d'or ou d'argent qui n'ont en eux-mêmes aucun usage en ce monde. Le cas n'est pas limité aux marchandises. Toutes les catégories de l'économie courante semblent être acceptées sans analyse, comme évidentes, comme si elles étaient la base naturelle des relations humaines. En effet, tandis que les réalités du processus économique sont le travail humain, les matières premières, les outils, les machines, la division du travail, la nécessité de distribuer les produits finis parmi les travailleurs et les autres, des catégories comme les marchandises, la monnaie, les salaires, le capital, le profit, l'impôt, ne sont dans l'esprit de la plupart des humains que le reflet à demi mystique des aspects variés d'un processus économique qu'ils ne comprennent pas et qui échappe à leur contrôle. Pour les déchiffrer, une analyse scientifique est indispensable.

Aux États-Unis, où un homme qui possède un million est estimé comme « valant » un million, les concepts économiques étaient enfouis plus profondément que nulle part ailleurs. Jusqu'à une date toute récente, les Américains s'occupaient très peu de la nature des relations économiques. Dans le pays du plus puissant système économique, les théories économiques continuaient à être extrêmement pauvres. Seule la récente et profonde crise de l'économie américaine a brusquement mis l'opinion publique en face des problèmes fondamentaux de la société capitaliste. En tout cas, quiconque n'a pas triomphé de l'habitude d'accepter sans critique les idées toutes faites sur le développement économique, quiconque n'a pas réfléchi, à la suite de Marx, à la nature essentielle de la marchandise comme cellule de base de l'organisme capitaliste, sera à tout jamais incapable de comprendre scientifiquement les plus importantes manifestations de notre époque.

*La méthode de Marx*

Ayant défini la science comme la connaissance des lois objectives de la nature, l'homme a essayé avec obstination de s'exclure lui-même de la science, se réservant des privilèges spéciaux sous forme de prétendues relations avec des forces surnaturelles (religion), ou avec des préceptes moraux éternels (idéalisme). Marx dépouilla définitivement l'homme de ces odieux privilèges en le considérant comme un chaînon dans le processus évolutif de la nature matérielle, en considérant la société humaine comme l'organisation de la production et de la distribution, et le capitalisme comme une étape dans le développement de la société humaine.

Le but de Marx n'était pas de découvrir les « lois éternelles » de l'économie. Il niait l'existence de telles lois. L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de systèmes économiques variés, chacun fonctionnant selon ses propres lois. Le passage d'un système à un autre est toujours déterminé par l'accroissement des forces productives, c'est-à-dire la technique et l'organisation du travail. À un certain degré, les changements sociaux sont quantitatifs et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire le mode dominant de propriété. Mais un palier est atteint quand les forces productives ne peuvent se maintenir plus longtemps dans les anciennes formes de propriété ; il s'ensuit un changement radical de l'ordre social, accompagné de chocs.

La commune primitive fut soit remplacée, soit augmentée par l'esclavage ; à l'esclavage succéda le servage avec ses superstructures féodales ; le développement commercial des villes amena l'Europe du XVIe siècle au régime capitaliste, qui depuis lors est passé par différentes étapes. Dans *Le Capital*, Marx n'étudie pas l'économie en général, mais l'économie capitaliste, qui a des lois spécifiques. Ce n'est qu'en passant qu'il se réfère à d'autres systèmes économiques pour mettre en lumière les caractéristiques du capitalisme.

L'économie autosuffisante de la famille paysanne primitive n'a pas besoin d'« économie politique », car elle est dominée d'un côté par les forces de la nature et de l'autre par les forces de la tradition. L'économie naturelle et fermée des Grecs et des Romains, fondée sur le travail de l'esclave, était régie par la volonté du propriétaire d'esclaves, dont les plans à leur tour étaient directement déterminés par les lois de la nature et la routine. On peut en dire autant du régime médiéval avec ses serfs. Dans tous ces cas, les relations économiques étaient claires et transparentes dans leur crudité primitive. Mais le cas de la société contemporaine est en tous points différent. Elle a détruit les anciennes relations indépendantes et les vieilles méthodes de travail. Les nouveaux rapports économiques ont uni les villes et les villages, les provinces et les nations. La division du travail a gagné toute la planète. Ayant détruit la tradition et la routine, ces liens ne se sont pas composés selon un plan défini, mais plutôt en dehors de la conscience et de la prévision humaine. L'interdépendance des hommes, des groupes, des classes, des nations, qui suit la division du travail, n'est dirigée par personne. Les gens travaillent les uns pour les autres sans se connaître, sans se préoccuper des besoins des uns et des autres, avec l'espoir et

même l'assurance que leurs relations se réguleront d'elles-mêmes. Dans l'ensemble, elles le font, ou plutôt elles le faisaient.

Il est complètement impossible de rechercher les causes du développement de la société capitaliste dans la conscience subjective – dans les intentions ou les plans de ses membres. Les lois objectives du capitalisme ont été formulées avant que la science ait commencé à y penser sérieusement. Encore aujourd'hui, la plus grande majorité des hommes ne connaît rien des lois qui gouvernent l'économie capitaliste. Toute la force de la méthode de Marx réside dans le fait qu'il aborde le phénomène économique, non pas du point de vue subjectif de certaines personnes, mais du point de vue objectif qui considère le développement de la société comme un tout, de la même manière qu'un scientifique considère une ruche ou une fourmilière.

Pour la science économique, le point décisif est : que font les gens et comment agissent-ils, et non pas ce qu'ils pensent eux-mêmes de leurs actions. À la base de la société ne se trouvent pas la religion et la morale, mais la nature et le travail. La méthode de Marx est matérialiste parce qu'elle va de l'existence à la conscience, et non l'inverse. La méthode de Marx est dialectique parce qu'elle regarde la nature et la société en tant qu'elles évoluent, et l'évolution elle-même comme la lutte incessante de forces opposées.

*Le marxisme et la science officielle*

Marx a ses prédécesseurs. L'économie politique classique – Adam Smith, David Ricardo – atteint son plein épanouissement avant que le capitalisme ne vieillisse, avant qu'il ne commence à craindre le lendemain. Marx rendit aux deux grands classiques un tribut de profonde gratitude. Néanmoins, l'erreur fondamentale de l'économie classique consistait en ce qu'elle voyait le capitalisme comme l'existence normale de l'humanité au lieu de le considérer simplement comme une étape historique dans le développement de la société. Marx commença avec une critique de cette conception de l'économie, exposa ses erreurs en même temps que les contradictions du capitalisme lui-même, et démontra son effondrement inévitable.

La science ne s'accomplit pas dans les études hermétiques des savants, mais dans la chair et le sang de la société. Tous les intérêts et toutes les passions qui écartèlent la société exercent leur influence dans le développement de la science, spécialement dans l'économie politique, la science de la richesse et de la pauvreté. La lutte des travailleurs contre les capitalistes oblige les théoriciens de la bourgeoisie à tourner le dos à une analyse scientifique du système d'exploitation et à se contenter d'une simple description des faits économiques, d'une étude de l'économie ancienne et, ce qui est bien pire, d'une falsification complète des choses telles qu'elles sont, dans le but de justifier le système capitaliste. La doctrine économique qui est enseignée de nos jours dans les institutions officielles et prêchée dans la presse bourgeoise ne manque pas de faits importants, mais elle est absolument incapable d'envisager le processus économique comme un tout et de découvrir ses lois et ses perspectives, et elle n'en a pas non plus le désir. L'économie politique officielle est morte.

*La loi de la valeur-travail*

Dans la société contemporaine, le principal lien entre les hommes est l'échange. Tout produit du travail qui entre dans le processus de l'échange devient une marchandise. Marx commença son investigation avec la marchandise et déduisit de cette cellule fondamentale de la société capitaliste les relations sociales qui se sont formées objectivement sur la base des échanges, indépendamment de la volonté des hommes. C'est la seule manière possible de résoudre le problème fondamental – comment dans la société capitaliste, dans laquelle chacun ne pense qu'à soi, et où personne ne pense aux autres, les proportions relatives entre les différentes branches de l'économie indispensable à la vie s'établissent-elles ?

Le travailleur vend son travail, le fermier apporte ses produits au marché, le banquier accorde des prêts, le boutiquier offre un assortiment de marchandises, le spéculateur achète et vend des stocks et des valeurs, chacun selon ses propres considérations, ses propres plans, ses propres intérêts concernant le salaire ou le profit. Néanmoins, de ce chaos d'efforts et d'actions individuelles émerge un certain tout économique qui, à la vérité, n'est pas harmonieux mais contradictoire, et qui cependant donne à la société la possibilité non seulement d'exister, mais même de se développer. Cela signifie après tout que ce chaos n'est pas un chaos du tout, que d'une certaine manière il est réglé automatiquement, sinon consciemment. Comprendre le mécanisme par lequel les différents aspects de l'économie sont amenés à un stade d'équilibre relatif, c'est découvrir les lois objectives du capitalisme.

Évidemment, les lois qui régissent les différentes sphères de l'économie capitaliste – salaires, prix, rente, profit, intérêt, crédit, bourse – sont nombreuses et complexes. Mais finalement elles se ramènent toutes à une simple loi que Marx découvrit et expliqua, et qui est la *loi de la valeur-travail*, la règle fondamentale de l'économie capitaliste. L'essence de cette loi est simple. La société dispose d'une certaine réserve vivante de force de travail. Appliquée à la nature, cette force produit les objets nécessaires à la satisfaction des besoins humains. En raison de la division du travail entre des producteurs indépendants, les objets assument la forme de marchandises. Les marchandises s'échangent les unes les autres selon un rapport donné, d'abord directement, puis éventuellement au moyen d'or ou de monnaie. La propriété fondamentale des marchandises, qui dans un certain sens les rend équivalentes les unes aux autres, est le travail humain qui les a produites – le travail abstrait, le travail en général – la base et la mesure de la valeur. Si la division du travail parmi des millions de producteurs épars ne provoque pas la désintégration de la société, c'est parce que les marchandises sont échangées selon le temps de travail nécessaire à leur production. En acceptant ou en rejetant les marchandises, le marché, où se passent les échanges, décide si elles renferment ou non du travail socialement nécessaire, et, par là, détermine les ratios des différentes sortes de marchandises nécessaires à la société et, par voie de conséquence, la distribution du pouvoir de travail selon les différents marchés.

Le processus réel du marché est infiniment plus complexe qu'il n'est possible de l'exposer en quelques lignes. Ainsi, oscillant autour de la valeur du travail, les

prix sont soit au-dessus, soit au-dessous. Les causes de ces variations sont pleinement expliquées dans le troisième volume du *Capital* de Marx, qui décrit « le processus de la production capitaliste considérée comme un tout ». Néanmoins, quelque grandes que soient les divergences des prix et de la valeur des marchandises dans les cas particuliers, la somme de tous les prix est égale à la somme de toutes les valeurs, car, dans le compte final, seules les valeurs qui ont été créées par du travail humain sont à la disposition de la société, et les prix ne peuvent pas franchir cette limite, même les prix de monopole des trusts ; là où le travail n'a pas créé de nouvelle valeur, même Rockefeller ne peut rien.

*Inégalité et exploitation*

Mais, si les marchandises sont échangées selon la quantité de travail qu'elles contiennent, comment l'inégalité peut-elle sortir de cette égalité ? Marx résout le problème en exposant la nature particulière d'une des marchandises qui est la base de toutes les autres, la force de travail. Le propriétaire des moyens de production, le capitaliste, achète la force de travail. Comme toutes les autres marchandises, celle-ci est évaluée selon la quantité de travail qu'elle contient, c'est-à-dire la quantité de travail pour produire les moyens de subsistance nécessaires à la vie et à la reproduction du travailleur. Mais la consommation de cette marchandise – la force de travail – consiste en travail, c'est-à-dire dans la création de nouvelles valeurs. La quantité de ces valeurs est plus grande que celle que le travailleur reçoit et qu'il dépense pour son entretien. Le capitaliste achète le travail en vue de l'exploiter. C'est cette exploitation qui est la source de l'inégalité.

La part qui sert à couvrir les besoins du travailleur, Marx l'appelle le produit nécessaire. La part que le travailleur produit en plus est la plus-value. Les esclaves devaient produire une plus-value, sinon les propriétaires d'esclaves n'en auraient pas gardé. Les serfs devaient produire des plus-values, sinon le servage n'aurait servi de rien à la noblesse. Des plus-values, mais dans une proportion beaucoup plus considérable, sont de même produites par le travailleur salarié, sinon le capitaliste n'aurait pas besoin d'acheter de la force de travail. La lutte des classes n'est pas autre chose que la lutte pour les plus-values. Celui qui possède les plus-values est le maître de la situation, il possède la richesse, l'État, les clefs de l'Église, de la cour, des sciences et des arts.

*Concurrence et monopole*

Les relations entre les capitalistes qui exploitent les travailleurs sont déterminées par la concurrence, qui devient très vite le principal ressort du progrès capitaliste. Les grandes entreprises bénéficient par rapport aux plus petites d'avantages techniques, financiers, administratifs, économiques et enfin politiques. Le capital le plus grand, capable d'exploiter un plus grand nombre de travailleurs, sort inévitablement victorieux de la lutte. Telle est la base inaltérable de la concentration et de la centralisation du capital.

En même temps qu'elle stimule le développement progressif de la technique, la concurrence détruit non seulement les couches intermédiaires, mais encore elle-même. Sur les cadavres et les demi-cadavres des petits et des moyens capitalistes se dresse un nombre de plus en plus petit de seigneurs capitalistes de plus en plus puissants. Ainsi, de la concurrence honnête, démocratique et progressive sort irrévocablement le monopole malfaisant, parasitaire, réactionnaire. Il commença de s'affirmer vers 1880, pour prendre sa forme définitive au début de ce siècle. Maintenant, la victoire des monopoles est ouvertement reconnue par les représentants les plus officiels de la *bourgeoisie* [1]. Cependant, lorsque Marx dans ses pronostics avait présenté le monopole comme une tendance inhérente du capitalisme, le monde bourgeois tenait la concurrence pour une loi éternelle de la nature.

L'élimination de la concurrence marque le début de la désintégration de la société capitaliste. La concurrence était le ressort créateur du capitalisme et la justification historique du capitaliste. Par là, l'élimination de la concurrence marque la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence exige certaines libertés, une atmosphère libérale, un régime démocratique, un cosmopolitisme commercial. Le monopole a besoin d'un gouvernement aussi autoritaire que possible, de barrières douanières, de ses « propres sources » de matières premières et de marchés (colonies). Le dernier mot du capital monopolistique est le *fascisme*.

### *Concentration des richesses et augmentation des contradictions de classes*

Les capitalistes et leurs avocats essaient par tous les moyens de dissimuler l'étendue réelle de la concentration de richesses aux yeux du peuple aussi bien qu'aux yeux de l'impôt. En dépit de l'évidence, la presse bourgeoise en est encore à soutenir l'illusion de la répartition démocratique des investissements de capitaux. Le *New York Times*, en réfutation des thèses marxistes, établit que le nombre des employeurs individuels se monte à 3 ou 5 millions. Les sociétés anonymes, il est vrai, représentent une plus grande concentration de capital que 3 ou 5 millions d'employeurs ; cependant, les États-Unis doivent avoir « un demi-million de sociétés ». Ce genre de jeu futile avec de grosses sommes et des moyennes sert, non pas à révéler, mais à cacher la vraie nature des choses.

Depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1923, le nombre des fabriques et des usines aux États-Unis tomba de l'indice 100 à l'indice 98,7, cependant que la masse de la production industrielle montait de 100 à 156,3. Durant les années de la prospérité (1923-1929), où il semblait que chacun allait devenir riche, le nombre des établissements tomba de 100 à 93,8, cependant que la production montait de 100 à 113. Mais la concentration des établissements industriels, liés par leurs corps massifs, reste loin derrière la concentration de leurs âmes, c'est-à-dire de celle de leurs propriétaires. En 1929, les États-Unis doivent avoir plus de 300 000 sociétés, ainsi que le fait remarquer justement le *New York Times*. Seulement, il est nécessaire d'ajouter que 200 d'entre elles, c'est-à-dire 0,07 %, contrôlent 49,2 % des valeurs de toutes les sociétés ; quatre ans plus tard, le

rapport est déjà monté à 56 % et, durant les années de l'administration Roosevelt, il est sans doute monté encore. À l'intérieur de ces 200 sociétés, la domination réelle appartient à une petite minorité [2].

Le même processus peut être observé dans les banques et les assurances. Cinq des plus grandes compagnies d'assurances des États-Unis ont absorbé, non seulement les autres, mais même de nombreuses banques. Le nombre total des banques diminue, principalement par de prétendues fusions, en réalité par absorption. Le chiffre d'affaires croît rapidement. Au-dessus des banques se dresse l'oligarchie des super-banques. Le capital bancaire fusionne avec le capital industriel dans un super-capital financier. À supposer que la concentration des industries et des banques continue au même rythme que durant le dernier quart de siècle – en fait, il augmente –, au cours du prochain quart, les monopoles auront réuni sous eux toute l'économie du pays, sans même laisser le denier de la veuve.

Les statistiques des États-Unis ne sont citées ici que parce qu'elles sont plus exactes et plus frappantes. Le processus de concentration est essentiellement international. À travers les différentes étapes du capitalisme, à travers tous les régimes politiques, à travers les périodes de paix et les périodes de guerre, le processus de concentration de toutes les grandes fortunes dans un nombre toujours plus petit de mains a continué et continuera sans cesse. Durant les années de la Grande Guerre, alors que les nations étaient saignées à mort, alors que le vrai corps politique de la bourgeoisie croulait sous le poids des dettes nationales, alors que les systèmes fiscaux s'enfonçaient dans l'abîme, entraînant derrière eux les classes moyennes, les monopoles réalisaient des bénéfices sans précédent dans la fange et le sang. Les plus grandes compagnies des États-Unis augmentèrent leurs actifs deux, trois, quatre fois et même plus, et gonflèrent leurs dividendes de 300, 400, 900 % et plus.

En 1840, huit ans avant la publication du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, le célèbre écrivain français Alexis de Tocqueville écrivait dans son livre *De la démocratie en Amérique* : « Les grandes fortunes tendent à disparaître, le nombre des petites est en augmentation. » Cette pensée a été citée d'innombrables fois, d'abord à propos des États-Unis, ensuite à propos des jeunes républiques comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il est clair que les vues de Tocqueville étaient fausses, même de son temps. La véritable concentration des richesses ne commença qu'après la Guerre civile américaine, à la veille de laquelle mourut Tocqueville. Au début de ce siècle déjà, 2 % de la population des États-Unis possédaient plus de la moitié de toute la fortune du pays ; en 1929, les mêmes 2 % possédaient les trois cinquièmes de la richesse nationale. Au même moment, 36 000 familles riches avaient un revenu égal à celui de 11 millions de familles moyennes et pauvres. Durant la crise de 1929-1933, les monopoles n'eurent pas besoin de faire appel à la charité publique ; au contraire, ils s'élevèrent plus haut que jamais au-dessus du déclin général de l'économie nationale. Durant le renouveau boiteux qui suivit le New Deal, les monopoles de nouveau écumèrent une lourde masse de crème. Le nombre des chômeurs baissait au plus de 20 à 10 millions ; au même moment, le gratin de la société capitaliste – pas plus de 6 000 adultes – accumulait des dividendes fantastiques ; c'est ce que

prouva avec des graphiques Herbert H. Jackson durant son passage au poste d'assistant du procureur général antitrust des États-Unis [3].

Mais l'idée abstraite de « capital monopolistique » est remplie pour nous de chair et de sang. Elle signifie qu'une poignée de familles liées par des liens de parenté et d'intérêts communs dans une oligarchie capitaliste exclusive dispose de la fortune économique et politique d'une grande nation. Chacun est obligé d'admettre que la loi de la concentration de Marx a fameusement travaillé.

## *Les enseignements de Marx ont-ils vieilli ?*

Les questions de concurrence, de concentration de richesse et de monopole amènent naturellement la question de savoir si, de nos jours, la théorie économique de Marx n'a plus qu'un intérêt historique – comme, par exemple, celle d'Adam Smith – ou si elle continue d'avoir une signification actuelle. Le critère pour répondre à cette question est simple : si la théorie rend compte de l'évolution du développement économique mieux que les autres, elle reste la théorie la plus avancée de notre temps, serait-elle vieille de plusieurs vingtaines d'années.

Le célèbre économiste allemand Werner Sombart [4], qui fut virtuellement un marxiste au début de sa carrière, avant de réviser les enseignements les plus révolutionnaires de Marx, oppose au *Capital* de Marx son propre *Capitalisme*, qui est probablement l'exposé le plus connu de notre temps des principes de l'économie bourgeoise. Sombart écrit : « Marx prophétise : premièrement, la misère croissante des travailleurs ; deuxièmement, la "concentration" générale, avec la disparition de la classe des artisans et des paysans ; troisièmement, l'effondrement catastrophique du capitalisme. Rien de tout cela ne s'est produit. »

À l'encontre de ces pronostics erronés, Sombart propose ses propres pronostics « strictement scientifiques ». Selon lui, « le capitalisme continuera à se transformer dans la direction dans laquelle il a déjà commencé à se transformer à l'époque de son apogée : en vieillissant, il deviendra de plus en plus calme, posé, raisonnable ». Qu'on nous laisse essayer de vérifier, en nous tenant aux lignes fondamentales, qui des deux a raison, de Marx avec ses pronostics de catastrophe, ou de Sombart qui, au nom de toute l'économie bourgeoise, promettait que les choses s'arrangeraient « calmement, posément, raisonnablement ». Le lecteur nous accordera que la question est d'importance.

### A) La théorie de la paupérisation croissante

« Accumulation de richesses à un pôle », écrivait Marx soixante ans avant Sombart, signifie donc en même temps accumulation de misère, de travail acharné, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation mentale à l'autre pôle, c'est-à-dire du côté de la classe qui élabore ses produits sous la forme de capital. Cette thèse de Marx, connue sous le nom de « théorie de la paupérisation croissante », a été sujette à des attaques incessantes de la part des réformistes

démocrates ou sociaux-démocrates, spécialement durant la période 1896-1914, alors que le capitalisme se développait rapidement et accordait certaines concessions aux travailleurs, surtout à ceux des couches supérieures. Après la guerre mondiale, alors que la bourgeoisie, effrayée par ses propres crimes et par la révolution d'Octobre, se lançait dans la voie des réformes sociales, dont l'effet était immédiatement annulé par l'inflation et le chômage, la théorie de la transformation progressive de la société capitaliste parut à ces réformistes et aux professeurs bourgeois pleinement établie. « Le pouvoir d'achat du travail mercenaire », nous assure Sombart en 1928, « a augmenté en raison directe de l'expansion de la production capitaliste ».

En fait, la contradiction économique entre le prolétariat et la bourgeoisie s'aggrava durant la période la plus prospère de développement capitaliste, alors que l'élévation du standard de vie de certaines couches de travailleurs, qui parfois furent assez importantes, cachait la diminution de la part du prolétariat dans le revenu national. Ainsi, juste avant de tomber dans le marasme, la production industrielle des États-Unis, par exemple, augmenta de 50 % entre 1920 et 1930, pendant que la somme payée en salaires ne croissait que de 30 %, ce qui signifie une diminution effrayante de la part du travail dans le revenu national. En 1930, le chômage commença à se généraliser et, en 1933, une aide plus ou moins systématique fut accordée aux chômeurs, qui reçurent sous forme de secours à peine plus de la moitié de ce qu'ils avaient perdu comme salaires. L'illusion du progrès ininterrompu de toutes les classes s'était évanouie sans laisser de traces. Le déclin *relatif* du standard de vie des masses avait été remplacé par un déclin *absolu*. Les travailleurs commencèrent à économiser sur leurs maigres divertissements, puis sur leurs vêtements et finalement sur leur nourriture. Les articles et les produits de qualité moyenne furent remplacés par de la camelote, et la camelote par le rebut. Les syndicats commencèrent à ressembler à l'homme qui s'accroche désespérément à la rampe pendant qu'il descend rapidement dans un escalier roulant.

Avec 6 % de la population du monde, les États-Unis possèdent 40 % de la richesse du monde. Cependant, le tiers de la nation, comme Roosevelt lui-même l'a admis, est sous-alimenté, mal vêtu et vit dans des conditions inhumaines. Que dire alors des pays moins privilégiés ? L'histoire du monde capitaliste, depuis la dernière guerre, a irréfutablement confirmé la théorie dite de la « paupérisation croissante ».

Le régime fasciste, qui réduit simplement à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devint indispensable quand la dégénérescence du capitalisme effaça toute possibilité de conserver des illusions au sujet d'une augmentation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement que les plus riches démocraties impérialistes essaient encore de déguiser. Mussolini et Hitler persécutent le marxisme avec une telle haine précisément parce que leurs régimes sont la plus horrible confirmation des pronostics de Marx. Le monde civilisé s'indigne, ou prétend s'indigner, lorsque Goering, sur le ton du bourreau et du bouffon qui lui est particulier, déclare que les canons sont plus importants que le beurre, ou lorsque Cagliostro Casanova

Mussolini [5] avise les travailleurs italiens qu'il leur faut apprendre à serrer leur ceinture sur leurs chemises noires. Mais la même chose ne se produit-elle pas dans les démocraties impérialistes ? Partout, le beurre est employé à graisser les fusils. Les travailleurs de France, d'Angleterre et des États-Unis apprennent à serrer leur ceinture sans avoir de chemises noires.

B) L'armée de réserve
et la nouvelle sous-classe des chômeurs

L'armée industrielle de réserve forme une composante indispensable de la mécanique sociale du capitalisme, de la même manière que les réserves de machines et de matières premières dans les usines ou que les produits finis dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production, ni le flux et le reflux périodique du cycle industriel, ne seraient possibles sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement capitaliste – l'augmentation du capital fixe (machines et matières premières) aux dépens du capital variable (force de travail) –, Marx tire la conclusion : « Plus grande est la richesse sociale… plus grande est l'armée industrielle de réserve… plus grande est la masse du surplus de population consolidée… plus grand est le paupérisme officiel. *Telle est la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste.* »

Cette thèse, indissolublement liée à la « théorie de la paupérisation croissante » et dénoncée pendant des décennies comme « exagérée », « tendancieuse » et « démagogique », est devenue maintenant l'image théorique parfaite des choses telles qu'elles sont. L'armée actuelle des chômeurs ne peut pas être plus longtemps regardée comme une « armée de réserve » parce que sa masse principale n'a plus aucun espoir de jamais retrouver un emploi ; au contraire, elle tend à augmenter par un flot continu de nouveaux chômeurs. Le capitalisme en voie de désagrégation a engendré toute une génération de jeunes gens qui n'a jamais eu d'emploi et n'a pas d'espoir d'en avoir. Cette nouvelle sous-classe, entre le prolétariat et le semi-prolétariat, est obligée de vivre aux dépens de la société. On a estimé qu'au cours de neuf ans (1930-1938) le chômage a fait perdre à l'économie des États-Unis plus de 43 millions d'années de travail. Si l'on considère qu'en 1929, au moment de la plus grande prospérité, il y avait 2 millions de chômeurs aux États-Unis, et que durant ces neuf dernières années le nombre des travailleurs en puissance est monté à 5 millions, le total des années de travail perdues doit être incomparablement plus élevé. Un régime social ravagé par une telle plaie est mortellement malade. Le vrai diagnostic de cette maladie a été fait il y a près de quatre-vingts ans, alors que le mal lui-même n'était qu'un simple germe.

C) Le déclin des classes moyennes

Les chiffres qui démontrent la concentration du capital indiquent en même temps que le poids spécifique des classes moyennes et leur part dans le revenu national avaient été constamment en diminuant, pendant que les petites

entreprises avaient été complètement dévorées ou réduites et privées de leur indépendance au point de devenir synonymes de travail forcé et de misère désespérée. Il est vrai que, en même temps, le développement du capitalisme a considérablement augmenté l'armée des techniciens, des gérants, des employés, des avoués, des médecins – en un mot, des prétendues « nouvelles classes moyennes ». Mais cette couche sociale, dont la croissance n'était pas un mystère pour Marx, a peu de rapports avec l'ancienne classe moyenne qui, par la propriété de ses propres moyens de production, avait une garantie tangible d'indépendance économique. La « nouvelle classe moyenne » est encore plus dépendante des capitalistes que les ouvriers. En effet, la classe moyenne est dans une large mesure leur chef de corvée. D'ailleurs, parmi eux, également, on note l'existence d'un surplus humain considérable, voué par voie de conséquence à la dégradation sociale.

Un homme aussi éloigné du marxisme que le procureur général des États-Unis, Homer S. Cummings, constate « que les statistiques dignes de foi établissent qu'un grand nombre d'entreprises industrielles a complètement disparu et que le petit homme d'affaires est en train d'être éliminé progressivement de la vie américaine ». Mais, objecte Sombart, la concentration générale avec la disparition de la classe des artisans et des paysans « n'a pas encore eu lieu ». Comme tous les théoriciens, Marx commença par isoler les tendances fondamentales comme de pures formes, faute de quoi il eût été impossible de comprendre la destinée de la société capitaliste. Marx lui-même, cependant, était parfaitement capable d'envisager le phénomène de la vie à la lumière d'une analyse concrète, comme un produit de l'enchaînement de divers facteurs historiques. Les lois de Newton ne sont certainement pas annulées par le fait que la vitesse de la chute des corps varie dans certaines conditions, et que les orbites des planètes sont sujettes à des perturbations.

Pour comprendre la prétendue « ténacité » de la classe moyenne, il est bon d'avoir présent à l'esprit que les deux tendances, la ruine de la classe moyenne et la transformation de ses membres en prolétaires, ne se développent pas selon le même rythme et la même étendue. Il découle de la prépondérance croissante de la machine sur le travail humain que plus le processus de ruine de la classe moyenne s'étend, plus il devance celui de sa prolétarisation, lequel, dans certaines circonstances, peut s'arrêter complètement, et même reculer.

Comme les lois physiologiques donnent des résultats différents dans un organisme qui croît ou dans un organisme qui meurt, ainsi les lois de l'économie marxiste s'énoncent elles-mêmes différemment selon que le capitalisme se développe ou se désintègre. Cette différence est particulièrement claire dans les relations mutuelles de la ville et de la campagne. La population rurale des États-Unis, qui s'accroît comparativement plus lentement que le total de la population, continua d'augmenter en chiffres absolus jusqu'en 1910, où elle atteignit 32 millions.

Durant les vingt années suivantes, en dépit de la rapide augmentation de la population totale du pays, elle tomba à 30,4 millions, c'est-à-dire qu'elle diminua de 1,6 million. Mais, en 1935, elle monta de nouveau à 32,8 millions, soit une augmentation de 2,4 millions par rapport à 1930. Ce renversement de la

tendance, étonnant au premier abord, ne réfute finalement ni la tendance de la population urbaine à s'accroître aux dépens de la population rurale, ni la tendance de la classe moyenne à se désintégrer ; au contraire, elle démontre plus nettement la désintégration du système capitaliste dans son ensemble. L'augmentation de la population rurale durant la période de crise aiguë de 1930-1935 s'explique simplement par le fait que près de 2 millions de citadins, ou, pour parler d'une façon plus précise, 2 millions de chômeurs affamés, se réfugièrent à la campagne pour exploiter des terres abandonnées par les fermiers ou les fermes de leurs parents, en vue d'employer leur force de travail rejetée par la société à une activité productive dans une économie naturelle, et se faire ainsi une existence semi-famélique au lieu de mourir de faim.

Il ne s'agit donc pas de la question de la stabilité des petits fermiers, artisans ou commerçants, mais bien plutôt de l'affreuse misère de leur situation. Loin d'être une garantie pour l'avenir, la classe moyenne est un reste malheureux et tragique du passé. Incapable de s'en débarrasser entièrement, le capitalisme s'est arrangé pour la réduire au dernier degré de la dégradation et de la détresse. Le fermier se voit privé, non seulement de la rente due à son morceau de terre et du profit du capital investi, mais même d'une bonne partie de son salaire. De la même manière, les petites gens dans les villes mangent leurs allocations, entre la vie économique et la mort. La classe moyenne n'est pas prolétarisée uniquement parce qu'elle est réduite à la misère. Il est tout aussi difficile de trouver dans ce fait un argument contre Marx qu'en faveur du capitalisme.

D) Les crises industrielles

La fin du siècle dernier et le commencement de celui-ci furent marqués par de tels progrès du capitalisme que les crises cycliques ne paraissaient pas autre chose que des ennuis « accidentels ». Durant les années de l'optimisme capitaliste universel, les critiques de Marx nous assuraient que le développement national et international des trusts, des syndicats et des cartels introduisait un contrôle planifié du marché et présageait la victoire finale sur les crises. Si l'on en croit Sombart, les crises ont déjà été « abolies » avant la guerre par le mécanisme lui-même du capitalisme, de sorte que « le problème des crises nous laisse aujourd'hui à peu près indifférents ». Maintenant, à peine dix ans plus tard, ces mots résonnent comme une mauvaise plaisanterie, car de nos jours les pronostics de Marx se sont réalisés dans la pleine mesure de leur tragédie.

Il est remarquable que la presse capitaliste, qui essaie de nier l'existence des monopoles, se réfère à ces mêmes monopoles en vue de nier aussi l'anarchie capitaliste. Si les soixante familles contrôlaient la vie économique des États-Unis, le *New York Times* nous dit ironiquement que « cela prouverait que le capitalisme américain, loin d'être anarchique et sans direction… est organisé avec grand soin ». Cet argument manque son but. Le capitalisme a été incapable de développer une seule de ses tendances jusqu'au bout. De la même manière que la concentration des richesses n'abolit pas la classe moyenne, ainsi le monopole n'abolit pas la concurrence ; simplement, il la brise et la mutile. Pas plus le « plan » de chacune des soixante familles que les diverses variantes de ces plans

ne sont le moins du monde intéressés à la coordination des diverses branches de l'économie, mais bien plutôt à l'augmentation des profits de leur propre monopole aux dépens des autres et aux dépens de la nation entière. L'anarchie de l'économie nationale résulte en fin de compte du heurt de tous ces plans.

La crise de 1929 éclata aux États-Unis un an après que Sombart eut proclamé la complète indifférence de sa « science » au vrai problème des crises. Du sommet d'une prospérité sans précédent, l'économie des États-Unis fut catapultée dans l'abîme d'un monstrueux marasme. Personne à l'époque de Marx n'aurait pu concevoir des convulsions d'une telle ampleur. Le revenu national des États-Unis avait atteint en 1920 pour la première fois 69 milliards de dollars pour tomber l'année suivante à 50 milliards de dollars, c'est-à-dire une diminution de 27 %. Ensuite, au cours des années de prospérité qui suivirent, le revenu national monta de nouveau, en 1929, à son plus haut point de 81 milliards de dollars, pour retomber en 1932 à 40 milliards de dollars, soit moins de la moitié ! Si l'on prend comme norme le travail et le revenu de 1929, où il y avait « seulement » 2 millions de chômeurs, 43 millions d'années de travail et 133 milliards de dollars de revenu national furent approximativement perdus durant les neuf années 1930-1938. Si cela n'est pas de l'anarchie, que peut donc signifier ce mot ?

E) La « théorie de l'effondrement »

L'esprit et le cœur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement ensorcelés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et le début de la guerre mondiale. L'idée de progrès continu semblait définitivement assurée tandis que celle de révolution était regardée comme un simple reste de barbarie. Les pronostics de Marx étaient combattus à l'aide des pronostics contraires d'une plus juste distribution du revenu national, d'un adoucissement des contradictions de classes, et d'une réforme progressive de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait imprégner progressivement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics en présence. Qu'en est-il advenu ?

La vie du capitalisme monopolistique de notre époque est une suite de crises. Chaque crise est une catastrophe. Le besoin d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de tarifs douaniers, d'inflation, d'une augmentation des dépenses de l'État et des dettes prépare le terrain à de futures crises, plus profondes et toujours plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Elles préparent les catastrophes révolutionnaires. Il n'est vraiment pas facile d'être d'accord avec Sombart lorsqu'il prétend que le capitalisme en vieillissant devient de plus en plus « calme, posé, raisonnable ». Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout état de cause, il n'y a pas de doute que la « théorie de l'effondrement » a triomphé sur celle du développement pacifique.

*Le déclin du capitalisme*

Quelque onéreux qu'ait été pour la société le contrôle par le marché, l'humanité jusqu'à une certaine époque, approximativement jusqu'à la guerre mondiale, s'accrut, se développa et s'enrichit à travers des crises partielles ou générales. La propriété privée des moyens de production continua d'être comparativement, durant cette époque, un facteur de progrès. Mais, maintenant, le contrôle aveugle de la valeur par la loi ne rend plus le moindre service. Le progrès humain est enfoncé dans un cul-de-sac. En dépit des derniers triomphes de la technique, les forces de production matérielles ne s'accroissent plus. Le symptôme de déclin le plus clair est la stagnation mondiale de l'industrie du bâtiment, conséquence de l'arrêt des investissements dans les branches principales de l'économie. Les capitalistes ne sont plus capables de croire à l'avenir de leur propre système. L'aide à la construction par le gouvernement signifie une augmentation de l'impôt et une contraction du revenu national disponible, spécialement depuis que la plus grande partie des constructions commandées par le gouvernement le sont directement dans des buts de guerre.

Le marasme a atteint un caractère spécialement dégradant dans la plus ancienne sphère de l'activité humaine, dans celle qui est liée le plus étroitement aux besoins vitaux de l'homme : l'agriculture. Mécontents des obstacles que la propriété privée dans sa forme la plus réactionnaire, celle de la petite propriété terrienne, oppose au développement de l'agriculture, les gouvernements capitalistes eux-mêmes sont fréquemment appelés à limiter artificiellement la production par des mesures administratives qui auraient effrayé les artisans des corporations au temps de leur déclin. Il sera noté dans l'histoire que le gouvernement du plus puissant État capitaliste offre des primes aux paysans pour arracher ce qu'ils ont semé, c'est-à-dire pour diminuer artificiellement le revenu national déjà en baisse. Les résultats sont évidents : en dépit de grandioses possibilités de production, assurées par l'expérience et la science, l'économie agricole n'arrive pas à sortir d'une crise de putréfaction, car le nombre des affamés, la plus grande partie de l'humanité, continue à augmenter plus vite que la population du globe. Les conservateurs considèrent comme une politique raisonnable de défendre un ordre social qui est tombé à un tel degré de folie destructrice, et ils condamnent la lutte socialiste contre une telle folie comme une utopie destructrice.

*Le fascisme et le New Deal*

Deux méthodes, pour sauver le capitalisme historiquement condamné, sont employées aujourd'hui dans le monde : le fascisme et le New Deal. Le fascisme fonde son programme sur la démolition des organisations ouvrières, sur la destruction des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques en vue de prévenir la résurrection de la lutte du prolétariat. L'État fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et l'appauvrissement de la classe moyenne sous prétexte de sauver la « nation » et la « race », noms prétentieux sous lesquels figure le capitalisme déclinant.

La politique du New Deal, qui essaie de sauver la démocratie impérialiste par des pots-de-vin à l'aristocratie ouvrière et paysanne, n'est applicable qu'à des nations très riches et, en ce sens, elle est la politique américaine par excellence. Le gouvernement américain a tenté de mettre une partie des frais de cette politique sur les épaules des monopoles, les exhortant à élever les salaires et à raccourcir la durée du travail en vue d'augmenter le pouvoir d'achat de la population et de développer la production. Léon Blum a tenté de traduire ce sermon en français d'école primaire. En vain ! Les capitalistes français, comme les américains, ne produisent pas par amour de la production, mais en vue du profit. Ils sont toujours prêts à limiter la production, même à détruire des produits manufacturés, si par ce moyen leur part du revenu national est augmentée.

Le programme du New Deal est surtout incohérent en ceci que, pendant qu'il prêche aux magnats du capital les avantages de l'abondance sur la rareté, le gouvernement distribue des primes pour l'abaissement de la production. Une plus grande confusion est-elle possible ? Le gouvernement réfute ceux qui le critiquent par ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela est que, sur la base du capitalisme, la situation est sans espoir.

Depuis le début de 1933, c'est-à-dire durant les six dernières années, le gouvernement américain, les États fédérés et les municipalités ont distribué aux chômeurs près de 15 milliards de dollars. C'est une somme tout à fait insuffisante en elle-même et qui représente moins de la moitié des salaires perdus, mais en même temps, si l'on considère l'abaissement du revenu national, c'est une somme colossale. En 1938, qui fut comparativement une année de reprise économique, la dette nationale des États-Unis dépassait 38 milliards de dollars, soit 12 milliards de plus que le plus haut point atteint à la fin de la guerre mondiale. Au début de 1939, elle dépassa 40 milliards de dollars. Et ensuite ? La dette nationale croissante est évidemment une charge pour les générations à venir. Mais le New Deal lui-même ne fut possible qu'à cause de la fabuleuse richesse accumulée par les générations passées. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et sa très réelle augmentation de la dette nationale, est inévitablement amenée à finir dans une féroce réaction capitaliste et dans une explosion désastreuse d'impérialisme. En d'autres mots, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

*Anomalie ou norme*

Secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, Harold L. Ickes considère comme « une des anomalies les plus étranges de toute l'histoire » que l'Amérique, démocratique dans la forme, soit en réalité une autocratie : « L'Amérique, la terre de la règle majoritaire, a été contrôlée, du moins jusqu'en 1933 (!), par les monopoles qui à leur tour sont contrôlés par un nombre infime d'actionnaires. » Le diagnostic est juste, à l'exception de l'affirmation selon laquelle, avec l'avènement de Roosevelt, la règle des monopoles a cessé ou s'est affaiblie. Cependant, ce que Ickes appelle « une des anomalies les plus étranges de toute l'histoire » est, en fait, la norme indiscutable du capitalisme. La domination du faible par le fort, du nombre par

quelques-uns, du travailleur par l'exploiteur, est une loi fondamentale de la démocratie bourgeoise. Ce qui distingue les États-Unis des autres pays est tout simplement la plus grande étendue des contradictions de son capitalisme. L'absence d'un passé féodal, l'existence de grandes ressources naturelles, un peuple énergique et entreprenant, en un mot tout ce qui est requis pour augurer un développement ininterrompu de la démocratie, a abouti en fait à une concentration fantastique des richesses.

Tout en promettant de mener la lutte contre les monopoles jusqu'à la victoire, Ickes se réfère sans cesse à Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson comme aux prédécesseurs de Franklin D. Roosevelt. « Pratiquement toutes nos grandes figures historiques, disait-il le 30 décembre 1937, sont célèbres à cause de leur lutte constante et courageuse pour prévenir et contrôler la super-concentration de richesse et de pouvoir dans quelques mains. » Mais il découle de ses propres paroles que le résultat de cette « lutte constante et courageuse » est une complète domination de la démocratie par la ploutocratie.

Pour certaines raisons inexplicables, Ickes pense que cette fois la victoire est assurée, pourvu que le peuple comprenne que la lutte n'est pas « entre le New Deal et la moyenne des hommes d'affaires éclairés, mais entre le New Deal et les Bourbons des soixante familles qui maintiennent le reste des hommes d'affaires des États-Unis sous la terreur de leur domination ». L'orateur autorisé n'explique cependant pas comment les « Bourbons » s'arrangent pour subjuguer tous les hommes d'affaires éclairés en dépit de la démocratie et des « grandes figures historiques ». Les Rockefeller, les Morgan, les Mellon, les Vanderbilt, les Guggenheim, les Ford et C$^{ie}$ n'ont pas envahi les États-Unis de l'extérieur comme Cortez envahit le Mexique : ils sont sortis organiquement du peuple, ou, pour être plus précis, de la classe « des hommes d'affaires et des industriels éclairés », et sont devenus, en accord avec les pronostics de Marx, l'apogée naturelle du capitalisme. Si une démocratie jeune et forte a été incapable d'arrêter en pleine jeunesse la concentration des richesses, alors que le processus ne faisait que commencer, est-il possible de croire, même un instant, qu'une démocratie déclinante est capable d'affaiblir les antagonismes de classes qui ont atteint leur dernière limite ? D'ailleurs, l'expérience du New Deal ne fournit aucun élément pour justifier un tel optimisme. Réfutant les attaques des industries lourdes contre le gouvernement, Robert H. Jackson, un personnage haut placé dans les conseils de l'administration, prouva avec des chiffres que, durant la présidence de Roosevelt, les profits des magnats du capital ont atteint des niveaux auxquels eux-mêmes avaient perdu l'habitude de rêver durant la dernière période de la présidence de Hoover ; d'où il suit en tout cas que la lutte de Roosevelt contre les monopoles n'a pas été couronnée de plus de succès que celle de tous ses prédécesseurs.

*Le retour au passé*

On ne peut qu'être d'accord avec le professeur Lewis W. Douglas, l'ancien directeur du budget dans l'administration Roosevelt, lorsqu'il condamne le

gouvernement « pour attaquer les monopoles d'un côté, alors qu'il les favorise de l'autre ». Cependant, d'après la nature des choses, il ne peut en être autrement. D'après Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aujourd'hui, les monopoles sont la partie la plus puissante de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en position de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il gouverne. Tout en attaquant les monopoles par certains côtés, il est obligé de s'en faire des alliés par d'autres côtés. En s'alliant avec les banques et l'industrie légère, il peut porter certains coups occasionnels aux trusts de l'industrie lourde, qui cependant n'en continuent pas moins à faire des bénéfices fantastiques.

Lewis Douglas n'oppose pas la science au charlatanisme officiel, mais simplement une autre sorte de charlatanisme. Il voit la source des monopoles non pas dans le capitalisme, mais dans le protectionnisme, et, d'après cela, découvre le salut de la société non pas dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production, mais dans l'abaissement des tarifs douaniers. « À moins que la liberté des marchés ne soit rétablie, pronostique-t-il, il est douteux que la liberté de toutes les institutions – entreprises, paroles, éducation, religion – puisse survivre. » En d'autres mots, sans la restauration de la liberté du commerce international, la démocratie, ou ce qu'il en reste, va droit à une dictature révolutionnaire ou fasciste. Mais la liberté du commerce international est inconcevable sans la liberté du commerce intérieur, c'est-à-dire sans compétition. Et la liberté de compétition est inconcevable sous le joug des monopoles. Malheureusement, M. Douglas, pas plus que M. Ickes, ou que M. Jackson, ou que M. Cummings, ou que M. Roosevelt lui-même, ne s'est donné la peine de nous dévoiler ses propres remèdes contre le capitalisme monopolistique et, par voie de conséquence, contre une révolution ou un régime totalitaire.

La liberté du commerce, comme la liberté de la concurrence, comme la prospérité de la classe moyenne, appartiennent à un passé révolu. Refaire le passé est maintenant le remède des réformateurs démocrates du capitalisme : redonner plus de « liberté » aux industriels et hommes d'affaires petits et moyens, transformer la monnaie et le système de crédit en leur faveur, libérer le marché des trusts, éliminer de la bourse les spéculateurs professionnels, restaurer la liberté du commerce international, et ainsi de suite à l'infini. Les réformateurs rêvent même de limiter l'usage des machines et de proscrire la technique qui trouble l'équilibre social et cause une foule d'ennuis.

*Les savants et le marxisme*

Parlant pour défendre la science, le 7 décembre 1937, le Dr Robert A. Millikan, un des meilleurs physiciens américains, observait : « Les statistiques des États-Unis prouvent que le pourcentage de la population active a régulièrement augmenté pendant les cinquante dernières années, lorsque la science a été le plus rapidement appliquée. » Cette défense du capitalisme sous prétexte de défendre la science n'est pas des plus heureuses. C'est précisément durant le dernier demi-siècle que « la chaîne du temps a été brisée » et que la corrélation entre l'économie et la technique s'est profondément altérée. La période à laquelle se

réfère Millikan a vu le début du déclin capitaliste en même temps que son plus haut point de prospérité. Cacher le début de ce déclin qui est mondial, c'est se poser en apologiste du capitalisme. Rejetant le socialisme d'une manière cavalière, à l'aide d'arguments à peine dignes de M. Henry Ford, le Dr Millikan nous dit qu'aucun système de distribution ne peut satisfaire les besoins de l'homme sans élever le niveau de la production. Sans aucun doute ! Mais il est dommage que le célèbre physicien n'explique pas aux millions de chômeurs américains comment ils vont participer à l'augmentation du revenu national. Un sermon abstrait sur la sauvegarde de l'initiative individuelle et la haute productivité du travail ne fournira certainement pas des emplois aux chômeurs, pas plus qu'il ne comblera le déficit budgétaire, ni ne sortira l'économie nationale du cul-de-sac.

Ce qui distingue Marx est l'universalité de son génie, son habileté à comprendre les phénomènes et les processus des différents domaines et leurs connexions inhérentes. Sans être un spécialiste en sciences naturelles, il fut l'un des premiers à comprendre la signification des grandes découvertes dans ce domaine : par exemple, du darwinisme. Sa prééminence ne tenait pas tant à son intelligence qu'à sa méthode. Les savants bourgeois peuvent croire qu'ils sont au-dessus du socialisme ; cependant, le cas de Robert Millikan confirme une fois de plus que, dans la sphère de la sociologie, ils ne sont que des bonimenteurs sans espoir.

*Les possibilités de production et la propriété privée*

Dans son message au Congrès au début de 1937, le président Roosevelt exprima son désir d'élever le revenu national à 90 ou 100 milliards de dollars, sans cependant indiquer comment. Ce programme en lui-même est excessivement modeste. En 1929, quand il y avait approximativement 2 millions de chômeurs, le revenu national s'élevait à 81 milliards de dollars. Les forces productives actuelles suffiraient non seulement à réaliser le programme de Roosevelt, mais même à le dépasser considérablement. Les machines, les matières premières, les ouvriers, tout est disponible, sans parler des besoins de la population. Si, en dépit de tout cela, le plan est irréalisable, et il est irréalisable, la seule raison en est le conflit insoluble qui existe entre la propriété capitaliste et les besoins de la société en produits de plus en plus nombreux. Le célèbre Contrôle national de la capacité de production, chapeauté par le gouvernement, conclut que les dépenses de production et de transports en 1929 se montèrent à près de 94 milliards de dollars, calculés sur la base des prix de détail. Cependant, si on utilisait les possibilités réelles de production, cette somme atteindrait 135 milliards de dollars, ce qui représente 4 370 dollars par famille et par an, somme suffisante pour assurer une vie décente et confortable. Il faut ajouter que les calculs du Contrôle national sont basés sur l'organisation productive actuelle des États-Unis, telle qu'elle résulte de l'histoire anarchique du capitalisme. Si cette organisation elle-même était refaite sur la base d'un plan socialiste unifié, les niveaux de production pourraient être considérablement dépassés et un très haut standard de vie, basé sur une journée de travail très courte, assuré à tout le monde.

Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni de promettre des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer un tiers des ouvriers en misérables, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Aucune de ces mesures contraires aux intérêts de la société n'est nécessaire. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société selon un plan rationnel. Alors il serait possible de débarrasser une bonne fois la société de ses maux. Tous ceux qui peuvent travailler trouveraient un emploi. La durée du travail diminuerait graduellement. Les désirs de tous les membres de la société trouveraient une satisfaction croissante. Les mots « pauvreté », « crise », « exploitation », disparaîtraient de la circulation. Les hommes passeraient enfin le seuil d'une véritable humanité.

*Le socialisme est inévitable*

« En même temps que diminue constamment le nombre des magnats du capital, dit Marx, grandit la masse de misère, d'oppression, d'esclavage, de dégradation, d'exploitation ; mais en même temps grandit la révolte de la classe ouvrière qui croît sans cesse en nombre et qui se discipline, s'unifie et s'organise selon le mécanisme même du processus de production capitaliste. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent finalement un point où ils deviennent incompatibles avec leurs structures capitalistes. Ces structures se rompent. Le glas de la propriété capitaliste privée sonne. Les expropriateurs sont expropriés. »

Là est la révolution socialiste. Pour Marx, le problème de la reconstruction de la société ne se posait pas selon certaines prescriptions en rapport avec ses préférences personnelles ; il découlait, comme une nécessité historique inéluctable, d'un côté, de l'arrivée des forces productives à un puissant degré de maturité ; de l'autre, de l'impossibilité de laisser plus longtemps ces forces à la merci de la loi de la valeur.

Les élucubrations de certains intellectuels sur le thème que, inattentif aux enseignements de Marx, le socialisme n'est pas inévitable, mais simplement possible, sont dénuées de tout contenu. Évidemment, Marx ne veut pas dire que le socialisme se produira sans la volonté et l'action de l'homme : une telle idée est simplement une absurdité. Marx démontre que, pour sortir de l'effondrement économique dans lequel doit inévitablement culminer le capitalisme – et cet effondrement est devant nos yeux –, il ne peut y avoir d'autre solution que la socialisation des moyens de production. Les forces productives demandent un nouvel organisateur et un nouveau maître, et, si l'existence détermine la conscience, Marx ne doute pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, ne finisse par comprendre la situation actuelle et, tôt ou tard, n'en tire les conclusions pratiques qui s'imposent.

Que la socialisation des moyens de production soit d'un énorme profit économique est aujourd'hui démontrable, non seulement en théorie, mais encore par l'expérience de l'URSS, en dépit des limites de cette expérience. Il est vrai que les réactionnaires capitalistes se servent, non sans artifice, du régime de Staline

comme d'un épouvantail contre les idées du socialisme. En fait, Marx n'a jamais dit que le socialisme pourrait être parfait, appliqué dans un seul pays, et, ce qui plus est, un pays arriéré. Les privations continuelles des masses en URSS, l'omnipotence de la caste privilégiée qui s'est élevée au-dessus de la nation et de ses misères, la servilité des bureaucrates, ne sont pas des conséquences de la méthode socialiste, mais de l'isolement et du retard de l'URSS encerclée par le capitalisme. Le merveilleux est que, dans des circonstances aussi exceptionnellement défavorables, l'économie planifiée ait pu démontrer ses insurpassables avantages.

Tous les sauveurs du capitalisme, les démocratiques aussi bien que les fascistes, tentent de limiter, ou tout au moins de camoufler, la puissance des magnats du capital, en vue de retarder « l'expropriation des expropriateurs ». Tous reconnaissent, et beaucoup ouvertement, que la faillite de leurs tentatives de réformes amènerait inévitablement la révolution socialiste. Ils se sont tous arrangés pour démontrer que leurs méthodes de sauvegarde du capitalisme ne sont que du charlatanisme réactionnaire et sans espoir. La prédiction de Marx sur l'inéluctabilité du socialisme est ainsi pleinement confirmée par la preuve du contraire.

*La révolution socialiste est inévitable*

La propagande de la « technocratie », qui était florissante à l'époque de la grande crise de 1929-1932, était basée sur l'idée juste que l'économie ne peut être rationalisée que par l'union de la technique élevée jusqu'à la science et du gouvernement au service de la société. Une telle union est possible pourvu que la technique et le gouvernement soient libérés de l'esclavage de la propriété privée.

C'est là que commence la grande tâche révolutionnaire. Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et placer le gouvernement au service de la société, il est nécessaire d'« exproprier les expropriateurs ». Seule une classe toute-puissante, intéressée à sa propre libération et opposée aux expropriateurs monopolistiques, est capable d'assumer cette tâche. Ce n'est qu'unie à un gouvernement prolétarien qu'une équipe de techniciens qualifiés peut construire une économie vraiment scientifique et vraiment nationale, c'est-à-dire socialiste.

Il serait mieux évidemment d'atteindre ce but d'une manière pacifique, graduelle et démocratique. Mais un ordre social qui se survit à lui-même ne cède jamais la place à son successeur sans résistance. Si, à son époque, la jeune et toute-puissante démocratie s'est montrée incapable de faire éclater l'union de la richesse et du pouvoir réalisée par la ploutocratie, est-il possible d'attendre d'une démocratie sénile et dévastée la transformation d'un ordre social basé sur le gouvernement incontesté de soixante familles ? La théorie et l'histoire enseignent que la succession des régimes sociaux présuppose la plus haute forme de la lutte de classe, c'est-à-dire la révolution. Même l'esclavage ne put pas être aboli aux États-Unis sans une guerre civile. « La force est la sage-femme de toute vieille société qui en accouche une nouvelle. » Personne n'a encore été capable de réfuter Marx sur cette proposition fondamentale dans la sociologie de la société de classes. Seule une révolution socialiste peut ouvrir la voie au socialisme.

La république de l'Amérique du Nord est allée plus loin que toutes les autres dans la sphère de la technique et de l'organisation de la production. Non seulement les Américains, mais toute l'humanité construira sur ces fondations. Cependant, les différentes phases du processus social dans l'une ou l'autre nation ont des rythmes divers selon les conditions historiques spécifiques. Pendant que les États-Unis jouissent d'une supériorité technique écrasante, leur pensée économique est extrêmement arriérée, tant à droite qu'à gauche. John L. Lewis a les mêmes vues que Franklin D. Roosevelt. Si l'on considère leurs fonctions sociales respectives, les positions de Lewis sont incomparablement plus conservatrices, pour ne pas dire réactionnaires, que celles de Roosevelt. Dans certains cercles américains, il y a une tendance à répudier telle ou telle théorie fondamentale en la rejetant simplement comme non américaine, sans le plus léger sens critique scientifique. Mais où trouver le critère de différenciation ? Le christianisme a été importé aux États-Unis en même temps que les logarithmes, la poésie de Shakespeare, les Droits de l'homme et du citoyen et un certain nombre de produits non moins importants de la pensée humaine. Aujourd'hui, le marxisme se trouve dans la même situation.

Le secrétaire américain à l'Agriculture, Henry A. Wallace, impute à l'auteur de ces lignes « une faiblesse dogmatique qui est particulièrement non américaine » et oppose au dogmatisme russe l'esprit opportuniste de Jefferson, qui savait se conduire avec ses adversaires. Apparemment, M. Wallace n'a jamais pensé qu'une politique de compromis n'est pas fonction de quelque esprit national immatériel, mais le produit de conditions matérielles. Une nation qui devient rapidement riche a suffisamment de réserves pour qu'une conciliation s'établisse entre les classes et les partis hostiles. Lorsque, d'autre part, les contradictions sociales s'enveniment, la base pour un compromis s'évanouit. Si l'Amérique n'a pas connu de « faiblesse dogmatique », c'est uniquement grâce à une abondance de terres vierges, de ressources naturelles inépuisables et, semblait-il, de possibilités illimitées d'enrichissement. Il est vrai que, même dans ces conditions, l'esprit de compromis ne put éviter la guerre civile lorsque l'heure en sonna. De toute manière, les conditions matérielles qui constituaient les bases de l'« américanisme » sont aujourd'hui de plus en plus reléguées dans le passé. D'où la profonde crise de l'idéologie traditionnelle américaine.

Une pensée empirique, limitée à la solution des tâches immédiates, paraissait suffisante aussi bien dans les cercles ouvriers que bourgeois, tant que la loi de la valeur de Marx formait la pensée de chacun. Mais, aujourd'hui, cette même loi est en contradiction avec elle-même. Au lieu de faire avancer l'économie, elle sape ses fondations. La pensée conciliatrice et éclectique, qui maintient une attitude défavorable ou dédaigneuse vis-à-vis du marxisme considéré comme un « dogme », devient profondément inadéquate, réactionnaire et nettement ridicule. Au contraire, ce sont les idées traditionnelles de l'« américanisme » qui sont devenues mortes, pétrifiées comme un « dogme », ne donnant comme résultat qu'erreurs et confusions. En même temps, les enseignements économiques de Marx acquéraient vis-à-vis des États-Unis une solidité et un mordant particuliers.

Bien que *Le Capital* repose sur des données internationales et surtout anglaises, il constitue, dans ses bases théoriques, une analyse du capitalisme pur, du capitalisme en général, du capitalisme en soi. Il n'y a pas de doute que le capitalisme qui a grandi sur le sol vierge et sans histoire de l'Amérique est celui qui s'approche le plus de ce type idéal.

En dépit de la présence de M. Wallace, le développement économique de l'Amérique se fait non pas selon les principes de Jefferson, mais selon les lois de Marx. Il n'est pas plus offensant pour l'orgueil national de le reconnaître que de reconnaître que l'Amérique tourne autour du soleil en accord avec les lois de Newton. *Le Capital* pose un diagnostic sans erreur de la maladie, et des pronostics irréprochables. Dans ce sens, l'enseignement de Marx se trouve beaucoup plus près du nouvel « américanisme » que les idées de Roosevelt et de Hoover, de Green et de Lewis.

Il est vrai qu'il y a aux États-Unis une vaste littérature originale dédiée à la crise économique. Tant que des économistes consciencieux dressent un tableau objectif des tendances destructives du capitalisme, leurs investigations, en dépit de leurs prémisses théoriques, semblent une illustration directe de la théorie de Marx. La tradition conservatrice ressort cependant lorsque ces auteurs se refusent obstinément aux conclusions définitives et se limitent à de sombres prédictions ou à des banalités comme « le pays doit comprendre », « l'opinion publique doit considérer sérieusement » et d'autres semblables. Ces livres ressemblent à des couteaux sans lame.

Les États-Unis ont eu cependant des marxistes dans le passé, mais c'étaient des marxistes d'un type étrange, ou plutôt de trois types étranges.

En premier lieu, il y avait des émigrés d'Europe qui faisaient ce qu'ils pouvaient, mais ne pouvaient trouver aucun écho ; en deuxième lieu, des groupes d'Américains isolés, comme les disciples de Daniel De Leon, qui selon les événements, et à cause de leurs propres erreurs, se transformaient eux-mêmes en sectes ; en troisième lieu, des dilettantes attirés par la révolution d'Octobre et sympathisants au marxisme comme à un enseignement exotique qui avait peu de chose à voir avec les États-Unis. Leurs jours sont finis. Maintenant commence la nouvelle époque d'un mouvement de classe indépendant du prolétariat et qui est en même temps un marxisme original. En cela aussi, l'Amérique va surprendre l'Europe et la distancer. Une technique et une structure sociale progressistes fraieront la voie dans la sphère de la doctrine. Les meilleurs théoriciens du marxisme apparaîtront en Amérique, Marx deviendra le mentor des ouvriers américains éclairés. Pour eux, ce bref exposé du premier volume du *Capital* ne sera que le premier pas vers l'œuvre complète de Marx.

### *Le miroir idéal du capitalisme*

À l'époque où fut publié le premier volume du *Capital*, la domination mondiale de la bourgeoisie anglaise était encore incontestée. Les lois abstraites de l'économie politique trouvaient leur complète application, c'est-à-dire celle qui dépendait le moins des influences du passé, dans le pays où le capitalisme avait atteint son plus haut développement. Quoique se référant principalement à

l'Angleterre, Marx n'avait pas seulement en vue cette dernière, mais tout le monde capitaliste. Il se servait de l'Angleterre de son époque comme du meilleur miroir du capitalisme contemporain. Maintenant, il ne reste plus que des souvenirs de l'hégémonie anglaise. L'avantage d'avoir précédé les autres pays dans le capitalisme a tourné en désavantage. La structure technique et économique de l'Angleterre a été dépassée. La position mondiale du pays continue de dépendre de l'empire colonial, héritage du passé, plus que de son potentiel économique réel. Cela explique incidemment la charité chrétienne de Chamberlain vis-à-vis du gangstérisme international des fascistes, qui a étonné le monde entier. La bourgeoisie anglaise ne peut pas ne pas réaliser que son déclin économique est devenu incompatible avec sa position dans le monde et qu'une nouvelle guerre menace d'amener la chute de l'Empire britannique. Les bases économiques du « pacifisme » de la France sont essentiellement semblables.

L'Allemagne au contraire a utilisé, dans sa rapide ascension capitaliste, les avantages d'un retard historique, en se dotant elle-même de la meilleure technique d'Europe. N'ayant qu'une étroite base nationale et peu de ressources naturelles, le capitalisme dynamique de l'Allemagne se transforma par nécessité en l'un des facteurs les plus explosifs dudit équilibre des puissances. L'idéologie épileptique de Hitler n'est qu'une image réfléchie de l'épilepsie du capitalisme allemand.

En plus des avantages incalculables de caractère historique, le développement des États-Unis bénéficia d'un territoire infiniment plus étendu et de richesses naturelles incomparablement plus grandes que l'Allemagne. Ayant considérablement dépassé l'Angleterre, la république nord-américaine devint au début de ce siècle la principale forteresse de la bourgeoisie mondiale. Là, toutes les potentialités du capitalisme trouvèrent leur plus haute expression possible. Nulle part ailleurs sur notre planète, la bourgeoisie ne put pousser plus loin ses réalisations que dans la république du dollar, qui est devenue le plus parfait miroir du capitalisme du XX^e^ siècle.

Pour les mêmes raisons qui firent que Marx basa son exposé sur les statistiques anglaises, les débats parlementaires anglais, les « livres bleus » anglais, nous nous sommes reportés, dans notre modeste introduction, principalement aux expériences économiques et politiques des États-Unis. Il n'est pas nécessaire d'ajouter qu'il ne serait pas difficile de citer des faits et des chiffres analogues pris dans la vie des autres pays capitalistes. Mais cela n'ajouterait rien d'essentiel. Les conclusions resteraient les mêmes, seuls les exemples seraient moins frappants.

En France, l'économie politique du Front populaire fut, comme l'a démontré un de ses financiers, une adaptation du New Deal pour « Lilliputiens ». Il est parfaitement normal que, dans une analyse théorique, il soit incommensurablement plus commode d'avoir à faire à des grandeurs cyclopéennes qu'à des lilliputiennes. C'est la véritable immensité de l'expérience Roosevelt qui montre que seul un miracle peut sauver le capitalisme mondial. Mais il se trouve que le développement de la production capitaliste met un frein à la production des miracles. Les incantations et les prières abondent, les miracles ne viennent jamais. Il est clair cependant que, si le miracle d'un rajeunissement

du capitalisme pouvait se produire quelque part, ce serait aux États-Unis. Ce rajeunissement n'est cependant pas encore accompli. Ce que les Cyclopes n'ont pu faire, les Lilliputiens sont encore moins capables de l'accomplir. Trouver les fondements de cette simple conclusion, tel est le sens de notre incursion dans le champ de l'économie américaine.

*Métropole et colonies*

« Le pays qui est le plus développé industriellement, écrit Marx dans la préface de la première édition du *Capital*, ne fait que montrer à ceux qui sont moins développés une image de leur propre avenir. » Cette pensée ne peut être prise à la lettre dans aucune circonstance. La croissance des forces productives et l'approfondissement des contradictions sociales se trouvent, sans doute, être le lot de tout pays qui s'avance sur la voie du développement bourgeois. Cependant, la disproportion entre les rythmes et les mesures qui caractérise tout développement humain n'est pas seulement spécialement aigu sous le capitalisme, mais elle donne naissance à la complexe interdépendance de subordination, d'exploitation et d'oppression entre des pays de types économiques différents.

Seule une minorité de pays a accompli le développement logique et systématique qui va de l'artisanat, *via* la manufacture familiale, jusqu'à l'usine, que Marx a analysé d'une façon si détaillée. Le capital commercial, industriel et financier envahit de l'extérieur les pays arriérés, détruisant d'une part les formes primitives de l'économie native, les soumettant d'autre part au système industriel et bancaire mondial de l'Ouest. Sous le coup de fouet de l'impérialisme, les colonies ou semi-colonies se trouvent obligées de négliger les étapes intermédiaires, en même temps qu'elles se trouvent placées artificiellement à tel ou tel niveau. Le développement de l'Inde n'est pas un double de celui de l'Angleterre, il en est un complément. Cependant, pour comprendre le développement combiné de pays arriérés et dépendants comme l'Inde, il est nécessaire d'avoir toujours présent à l'esprit le schéma classique que Marx a tracé du développement de l'Angleterre. La théorie de la valeur-travail guide aussi bien les calculs des spéculateurs de la City de Londres que les échanges de monnaie dans le coin le plus reculé de l'Hyderabad, sauf que, dans ce dernier cas, elle assume des formes plus simples et plus astucieuses.

L'inégalité dans le développement apporte des bénéfices fabuleux aux pays avancés qui, bien qu'à des degrés divers, continuent de se développer aux dépens des arriérés en les exploitant, en les convertissant en colonies ou, enfin, en leur rendant impossible l'accès à l'aristocratie capitaliste. Les fortunes d'Espagne, de Hollande, d'Angleterre, de France furent faites non seulement sur les surplus de leurs propres prolétariats, non seulement en ruinant leurs propres petites bourgeoisies, mais aussi par le pillage systématique de leurs possessions d'outre-mer. L'exploitation de classe fut complétée et ses possibilités augmentées par l'exploitation des nations.

La bourgeoisie des métropoles était en mesure d'assurer une situation privilégiée à son propre prolétariat, spécialement les couches supérieures, en le payant avec une partie des super-bénéfices ramassés dans les colonies. Sans cela,

un régime démocratique stable eût été profondément impossible. Dans ses manifestations les plus larges, la démocratie bourgeoise est devenue et continue d'être une forme de gouvernement accessible seulement aux nations les plus aristocratiques et les plus exploiteuses. L'ancienne démocratie était basée sur l'esclavage, la démocratie impérialiste est basée sur le pillage des colonies.

Les États-Unis, qui formellement n'ont pas de colonies, sont néanmoins, de toutes les nations, la plus privilégiée de l'histoire. D'actifs émigrants d'Europe prirent possession d'un continent extrêmement riche, exterminèrent la population native, prirent la meilleure partie du Mexique et se taillèrent la part du lion dans les richesses du monde. Les réserves de gras ainsi accumulées continuent d'être utiles, même maintenant à l'époque du déclin, pour graisser les rouages de la démocratie.

Une expérience historique récente, aussi bien qu'une analyse théorique, démontre que le degré de développement de la démocratie et sa stabilité sont en raison inverse de la tension des contradictions de classes. Dans les pays capitalistes les moins privilégiés (la Russie d'un côté, l'Allemagne, l'Italie, etc., de l'autre) qui furent incapables de créer une aristocratie ouvrière nombreuse et stable, la démocratie ne s'est jamais beaucoup développée et a succombé relativement vite à la dictature. Cependant, la paralysie progressive du capitalisme prépare le même destin aux pays les plus riches et les plus privilégiés, la seule différence est dans les dates. L'incontrôlable détérioration des conditions de vie des travailleurs rend de moins en moins possible pour la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même sous la forme limitée du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus évident d'élimination de la démocratie par le fascisme est une falsification idéaliste des choses telles qu'elles sont, ou une tromperie, ou une illusion.

Tout en détruisant la démocratie dans les vieux pays capitalistes, l'impérialisme empêche en même temps le développement de la démocratie dans les pays arriérés. Le fait qu'à notre époque pas une seule des colonies ou semi-colonies n'ait accompli sa révolution démocratique – surtout dans le domaine des relations agricoles – est entièrement dû à l'impérialisme, qui est devenu le principal frein du progrès économique et politique. Pillant les richesses naturelles des pays arriérés et arrêtant délibérément leur développement industriel autonome, les magnats des monopoles et leurs gouvernements accordent simultanément un soutien financier, politique et militaire aux groupes semi-féodaux d'exploiteurs autochtones les plus réactionnaires et les plus parasites. Artificiellement soutenue, la barbarie agricole est de nos jours la plus sinistre plaie de l'économie contemporaine mondiale. La lutte des peuples coloniaux pour leur libération, franchissant les étapes intermédiaires, se transforme elle-même par nécessité en lutte contre l'impérialisme et se joint à la lutte du prolétariat dans la métropole. Les soulèvements coloniaux et les guerres attaquent à leur tour plus que jamais les assises du capitalisme mondial et rendent le miracle de sa régénération moins que jamais possible.

*Une économie mondiale planifiée*

Le capitalisme s'est acquis le double mérite historique d'avoir porté la technique à un haut degré et d'avoir relié toutes les parties du monde par des liens économiques. Il a ainsi créé les conditions matérielles indispensables à l'utilisation systématique de toutes les ressources de notre planète. Cependant, le capitalisme n'est pas en position de remplir cette tâche urgente. Le noyau de son expansion continue d'être les États nationaux, avec leurs bureaux de douane et leurs armées. Cependant que les forces productives ont depuis longtemps dépassé les frontières de l'État national, transformant ainsi ce qui fut un facteur de progrès historique en une contrainte intolérable. Les guerres impérialistes ne sont pas autre chose que les explosions des forces productives contre les frontières des États qui sont devenues trop limitées pour elles. Le programme de ce qu'on appelle « autarcie » n'a rien à faire avec le retour d'une économie qui se suffit à elle-même à l'intérieur de ses frontières. Il signifie seulement que les bases nationales sont prêtes pour une nouvelle guerre.

Après la signature du traité de Versailles, on croyait généralement que le globe terrestre avait été très bien partagé. Mais de récents événements nous ont rappelé que notre planète contient encore des pays qui n'ont pas encore été pillés, ou pas suffisamment pillés. La lutte pour les colonies continue de faire partie intégrante du capitalisme impérialiste. Peu importe comment le monde est divisé, le processus ne finit jamais, mais remet sans cesse à l'ordre du jour la question d'une nouvelle distribution du monde selon les variations entre les forces impérialistes. Telle est la raison véritable des réarmements, des crises diplomatiques et des préparatifs de guerre.

Toutes les tentatives pour représenter la guerre imminente comme un choc entre la démocratie et le fascisme appartiennent aux royaumes de la stupidité ou du charlatanisme. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent. Si un régime fasciste s'établissait demain des deux côtés de la Manche – et personne n'oserait nier fermement une telle possibilité –, les dictateurs de Paris et de Londres seraient aussi incapables d'abandonner les possessions coloniales que Mussolini et Hitler leurs revendications. La lutte furieuse et sans espoir pour un nouveau partage du monde découle irrésistiblement de la crise mortelle du système capitaliste.

Des réformes partielles et fragmentaires n'amèneront rien de bon. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisives où seule l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstructions réactionnaires et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est la première condition de l'économie planifiée, c'est-à-dire l'introduction de la raison dans les relations humaines, d'abord sur le plan national et éventuellement mondial. Une fois commencée, la révolution socialiste s'étendra de pays à pays avec une force incommensurablement plus grande que le fascisme ne s'étend de nos jours. Par l'exemple et par l'aide des nations avancées, les nations arriérées seront aussi poussées dans le grand courant du socialisme. Les barrières douanières tomberont. Les contradictions qui déchirent l'Europe et le monde trouveront leur solution naturelle et pacifique dans la construction d'États-Unis socialistes, en Europe aussi bien que dans les autres parties du monde. L'humanité libérée se

dirigera elle-même vers son plus haut point de perfection.

Léon TROTSKY

1. La concurrence comme influence modératrice, avoue le procureur général des États-Unis, M. Homer S. Cummings, est à peu près évincée et, dans l'ensemble, ne subsiste que « comme un pâle souvenir des conditions antérieures ». (Note de Trotsky.) [*N.d.E.* : Homer Cummings (1870-1956), membre du Parti démocrate, fut procureur général des États-Unis dans l'administration Roosevelt entre 1933 et 1939.]
2. Une commission du Sénat des États-Unis constata en février 1937 que, durant les vingt dernières années, les décisions des douze plus grandes sociétés avaient équivalu à des directives pour la plus grande partie de l'industrie américaine. Le nombre des présidents du conseil de ces sociétés est à peu près le même que celui des membres du cabinet du président des États-Unis. Mais ces présidents sont incommensurablement plus puissants que les membres du cabinet. (Note de Trotsky.)
3. Un écrivain américain, Ferdinand Lundberg, qui avec toute sa conscience scientifique est plutôt un économiste conservateur, écrivit dans son livre qui fit beaucoup de bruit : « Les États-Unis sont possédés et dominés aujourd'hui par soixante familles très riches, étayées par quatre-vingt-dix familles moins riches. » On peut ajouter à celles-ci trois cents ou cinq cents autres familles dont les revenus dépassent cent millions de dollars par an. La position prédominante appartient au premier groupe de soixante familles qui domine non seulement le marché, mais tient tous les leviers du gouvernement. Il forme le véritable gouvernement, « le gouvernement de l'argent dans la démocratie du dollar ». (Note de Trotsky.)[*N.d.E.* : Ferdinand Lundberg (1902-1995) est l'auteur d'*America's 60 Families*, paru en 1937.]
4. *N.d.E.* : Werner Sombart (1863-1941), professeur à Berlin, publia en 1902 une somme en quatre volumes sur le *Capitalisme moderne*, qu'il compléta à l'occasion de sa réédition en 1928 par deux volumes consacrés au *Hochkapitalismus* (seuls ces deux derniers volumes ont été traduits chez Payot sous le titre *L'Apogée du capitalisme*).
5. Giuseppe Balsamo dit Alessandro, comte de Cagliostro (1743-1795) est un aventurier italien, qui fut notamment impliqué dans « l'affaire du collier de la reine ». Il avait rencontré Giacomo Girolamo Casanova (1725-1798), dont Trotsky accole également le nom à celui de Mussolini.

# LE CAPITAL

(Livre I)
*extraits*

# Première Section

# La marchandise monnaie

## 1. La marchandise

La richesse des sociétés [1] où règne le mode de production capitaliste se présente comme une « immense accumulation de marchandises ». Prise isolément, chaque marchandise est la forme élémentaire de cette richesse. Nous commencerons donc notre étude par l'analyse de la marchandise.

La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui, par ses propriétés, satisfait un besoin quelconque de l'homme. La nature de ces besoins est indifférente, et peu importe qu'ils proviennent de l'estomac ou de l'imagination.

Toute chose utile doit être considérée sous un double aspect : la qualité et la quantité. Chacune est un ensemble de propriétés nombreuses et peut donc être utile à différents égards. La découverte de ces propriétés et, par suite, des utilisations diverses des choses est un fait historique.

C'est l'utilité d'une chose qui en fait une valeur d'usage. Mais cette utilité ne flotte pas dans l'air. Déterminée par les propriétés du corps de la marchandise, elle n'existe pas sans lui. Le corps de la marchandise lui-même, tel que le fer, le blé, le diamant, est donc une valeur d'usage, un bien. La valeur d'usage ne se réalise que dans l'usage ou la consommation. Les valeurs d'usage constituent le fond matériel de la richesse, quelle que soit d'ailleurs la forme sociale de cette richesse. Elles sont en même temps les représentants matériels de la valeur d'échange.

La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, la proportion suivant laquelle des valeurs d'usage d'une espèce s'échangent contre des valeurs d'usage d'une autre espèce. Ce rapport varie constamment avec le temps et le lieu.

Prenons encore deux marchandises : du blé et du fer. Quel que soit leur rapport d'échange, on peut toujours le représenter par une égalité, dans laquelle une certaine quantité de blé équivaut à une quantité quelconque de fer. Que signifie cette égalité ? Qu'un élément commun de même grandeur existe en deux objets différents. Les deux objets sont donc égaux à une troisième quantité.

Cet élément commun ne saurait être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique ou chimique, des marchandises. Les propriétés naturelles n'entrent en ligne de compte qu'autant qu'elles rendent les marchandises utilisables et en font, par suite, des valeurs d'usage. Mais, d'autre part, c'est

précisément cette abstraction de leur valeur d'usage qui caractérise de toute évidence le rapport d'échange des marchandises.

Leur valeur d'usage mise à part, les marchandises n'ont plus que la seule propriété d'être des produits du travail. Mais le produit du travail s'est déjà lui-même modifié. Ce n'est plus une table, une maison, du fil, ni un objet utile quelconque. Toutes ses propriétés physiques sont comme si elles n'existaient plus. Ce n'est plus davantage le produit du travail de l'ébéniste, du maçon, du fileur, ni d'un autre travail productif déterminé. La disparition du caractère utile des produits du travail entraîne celle du caractère utile des travaux représentés par ces produits. Les diverses formes concrètes de ces travaux disparaissent donc également ; elles ne se distinguent plus les unes des autres ; leur ensemble se trouve ramené à un même travail humain, au travail humain pur et simple.

Ce n'est plus qu'une seule et même réalité fantomatique, une simple masse gélatineuse où ne se distingue plus aucun travail humain spécial. En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont des valeurs, des valeurs-marchandises.

Une valeur d'usage, autrement dit un bien, n'a donc de valeur que parce que du travail humain, considéré sous une forme abstraite, s'y trouve représenté, matérialisé. Comment mesurer la grandeur de cette valeur ? Par le quantum de travail, c'est-à-dire de substance créatrice de valeur, qui s'y trouve contenu. La quantité de travail elle-même a pour mesure la durée ; et la mesure de cette durée est constituée par les heures, les jours, etc.

L'ensemble de la force de travail de la société, représenté par les valeurs du total des marchandises, est considéré ici comme une seule et même force de travail, bien qu'il se compose d'une infinité de forces individuelles. Chacune de ces forces individuelles est, tout comme les autres, partie intégrante de la force de travail humaine, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et agit comme telle, employant par conséquent, pour la production de la marchandise, le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail socialement nécessaire. Nous appelons temps de travail socialement nécessaire le temps de travail exigé pour produire une valeur d'usage quelconque, dans les conditions sociales normales applicables à cette production, le travail se faisant avec la moyenne sociale d'habileté et d'intensité. Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, la moitié du travail antérieur fut peut-être suffisante pour transformer en tissu une quantité donnée de fil. Quant au tisserand anglais lui-même, il lui fallut toujours le même temps pour opérer cette transformation, mais le produit de son heure individuelle de travail ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail ; la valeur en baissa donc de moitié. Toute mesure de valeur est donc uniquement déterminée par la somme de travail socialement nécessaire à la production d'une valeur d'usage. Chaque marchandise particulière n'est en somme qu'un exemplaire moyen de son espèce. La valeur d'une marchandise est à la valeur de toute autre marchandise comme le temps de travail nécessaire à la production de l'une est au temps de travail nécessaire à la production de l'autre.

En général, plus est grande la force productive du travail, et plus est court le temps de travail nécessaire à la production d'un article ; plus est donc réduite la

masse de travail qui s'y trouve cristallisée et, par conséquent, plus est petite sa valeur. Inversement : plus est petite la force productive du travail, et plus est long le temps de travail nécessaire à la production d'un article ; et plus grande en est la valeur. La mesure de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe de la somme de travail et en raison inverse de la force productive du travail qui s'y réalise.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Tel est le cas quand elle est utile à l'homme sans l'intermédiaire de travail humain. L'air, un sol vierge, des prairies naturelles, le bois poussant librement, entrent dans cette catégorie. Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. L'homme qui, par son produit, satisfait son besoin personnel, crée bien une valeur d'usage, mais non pas une marchandise. Pour produire des marchandises, il faut qu'il produise non pas une simple valeur d'usage, mais une valeur d'usage pouvant servir à autrui, une valeur d'usage sociale. Enfin, aucune chose ne peut être valeur sans être en même temps valeur d'usage. Si elle est inutile, le travail qu'elle renferme l'est également, ne compte pas comme travail et ne crée pas de valeur.

Prenons deux marchandises, par exemple un vêtement et dix aunes de toile. Attribuons à la première une valeur double de celle de la seconde, soit : 10 aunes de toile = x, et un vêtement = 2 x.

Le vêtement est une valeur d'usage qui satisfait un besoin particulier. Pour le produire, il faut une espèce particulière d'activité productive. Cette activité est déterminée par le but envisagé, la façon de procéder, l'objet, les moyens et le résultat. Nous appelons simplement travail utile le travail dont l'utilité est représentée par la valeur d'usage de son produit et fait de ce produit une valeur d'usage. C'est à ce point de vue qu'on le considère toujours quand il s'agit de son utilité pratique.

De même que le vêtement et la toile sont des valeurs d'usage qualitativement différentes, de même les travaux du tailleur et du tisserand qui les produisent sont qualitativement différents.

Dans l'ensemble des différentes valeurs d'usage ou marchandises se trouve représenté un ensemble de travaux utiles tout aussi divers par le genre, l'espèce, la famille, la sous-espèce, la variété : c'est la division sociale du travail. C'est la condition indispensable de la production de marchandises ; mais la réciproque n'est pas vraie : la production de marchandises n'est pas la condition indispensable de l'existence de la division sociale du travail.

Dans une société dont les produits prennent de façon générale la forme de marchandises, c'est-à-dire dans une société de producteurs de marchandises, cette différence qualitative des travaux utiles faits indépendamment les uns des autres par des producteurs privés autonomes se développe et devient un système complexe : c'est la division sociale du travail.

Les valeurs d'usage, vêtement, toile, etc., en un mot toutes les marchandises, sont des combinaisons de deux éléments : la matière naturelle et le travail. Dans sa production, l'homme ne saurait qu'imiter les procédés de la nature, c'est-à-dire changer les formes des matières. Bien plus, dans cette œuvre même de

transformation, il est constamment soutenu par des forces naturelles. Le travail n'est donc pas la source unique des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père et la terre en est la mère, comme dit William Petty.

Passons maintenant de la marchandise considérée comme objet d'usage à la valeur. D'après notre hypothèse, le vêtement vaut le double de la toile. Mais ce n'est là qu'une différence quantitative qui, pour le moment, ne nous intéresse pas encore. Rappelons donc que si la valeur d'un vêtement est double de celle de 10 aunes de toile, 20 aunes de toile valent autant qu'un vêtement. En tant que valeurs, le vêtement et la toile sont des objets de même substance, des expressions objectives d'un travail de même nature. Mais la confection des vêtements et le tissage sont des travaux qualitativement différents. Ils sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et dans ce sens du travail humain. Ce sont uniquement deux formes différentes de dépense du travail humain.

Le simple travail moyen change lui-même, il est vrai, de caractère, suivant les pays et les époques, mais il est toujours le même dans une société donnée. Le travail complexe ne vaut que comme puissance du travail simple, ou plutôt comme travail simple multiplié, en sorte qu'une somme moindre de travail complexe équivaut à une somme supérieure de travail simple. Cette réduction s'opère constamment : l'expérience le montre. Peu importe qu'une marchandise soit le produit du travail le plus complexe ; elle est toujours, quant à la valeur, ramenée au produit du travail simple et ne représente donc qu'une somme déterminée de travail simple.

Dans les valeurs vêtement et toile, on fait donc abstraction de la différence de leurs valeurs d'usage. De même, dans les travaux qui sont inclus dans ces valeurs, on ne tient pas compte des formes utiles, c'est-à-dire de la confection et du tissage. Les valeurs d'usage vêtement et toile sont des combinaisons d'activités productives spéciales avec du drap et du fil ; les valeurs vêtement et toile sont, par contre, de simples matérialisations de travaux similaires. Il s'ensuit que les travaux inclus dans ces valeurs ne valent plus par le rapport productif qui les rattache au drap et au fil, mais en tant que dépense de travail humain.

Mais le vêtement et la toile ne sont pas des valeurs en général ; ce sont des valeurs de grandeur déterminée. Nous avons en effet supposé que le vêtement vaut le double de la toile. D'où provient cette différence de la mesure de valeur ? De ce que la toile renferme moitié moins de travail que le vêtement, de sorte que, pour la production de ce dernier, la force de travail doit être dépensée pendant un temps double de celui qu'exige la production du premier.

Plus est grande la quantité de valeur d'usage, et plus est grande la richesse matérielle : deux vêtements valent plus qu'un seul. Avec deux vêtements, on peut habiller deux hommes ; avec un seul vêtement, on ne peut habiller qu'un seul homme, etc. Cependant, la masse croissante de la richesse matérielle peut avoir comme corrélatif une diminution simultanée de sa valeur.

Ce mouvement en sens contraire provient du caractère double du travail.

D'une part, tout travail est une dépense de force humaine au sens physiologique du mot, et, en cette qualité de travail humain pur et simple, il constitue la valeur-marchandise. D'autre part, il est une dépense de travail

humain dans une forme particulière et adéquate, et, en cette qualité de travail utile et concret, il produit des valeurs d'usage.

J'ai le premier fait ressortir cette double nature du travail renfermé dans la marchandise. Ce point est essentiel à l'intelligence de l'économie politique, il nous faut nous y arrêter plus longuement.

Les marchandises naissent sous forme de valeurs d'usage ou de matières-marchandises. C'est leur forme vulgaire, naturelle. Mais elles ne sont marchandises que parce qu'elles ont un caractère double : elles sont en même temps objets d'usage et représentants de valeur. Elles ne se présentent donc comme marchandises ou ne possèdent la forme de marchandises que parce qu'elles ont un double caractère : la forme naturelle et la forme valeur.

Si nous disons : en tant que valeurs, les marchandises ne sont que de simples représentations de travail humain, notre analyse les réduit à l'abstraction valeur, mais sans leur donner de forme de valeur distincte de leurs formes naturelles. Il en va tout autrement quand deux marchandises sont mises en rapport de valeur. Dans ce cas, le caractère de valeur de la première se manifeste par le rapport qui la rattache à la seconde.

Le rapport de valeur le plus simple est évidemment le rapport qui existe entre une marchandise donnée et une autre marchandise quelconque d'espèce différente. Le rapport de valeur de deux marchandises fournit donc, pour une marchandise, l'expression de valeur la plus simple.

Le secret de toute forme de valeur est inclus dans cette forme simple. C'est par conséquent dans l'analyse de cette forme que se trouve la difficulté réelle.

Deux marchandises différentes A et B, par exemple la toile et le vêtement, jouent ici, de toute évidence, deux rôles différents. La toile exprime sa valeur dans le vêtement, et celui-ci sert de matière à l'expression de cette valeur. La première matière joue un rôle actif, la seconde un rôle passif. La valeur de la première marchandise est représentée comme valeur relative ; elle se trouve dans une forme de valeur relative. La seconde marchandise fonctionne comme équivalent ; elle se trouve dans une forme de valeur équivalente.

La forme relative et la forme équivalente sont des facteurs corrélatifs, inséparables, dépendants l'un de l'autre ; mais ce sont en même temps des extrêmes opposés, exclusifs l'un de l'autre, c'est-à-dire les pôles de la même expression de valeur ; elles se répartissent toujours sur les différentes marchandises que l'expression de valeur met en rapport.

Mais dans quelles conditions une marchandise se trouve-t-elle sous forme de valeur relative ou sous forme de valeur équivalente ? Cela dépend uniquement de sa place respective dans l'équation : il faut voir si elle est la marchandise dont la valeur est exprimée, ou bien, au contraire, la marchandise dans laquelle une valeur est exprimée.

Dans le rapport de valeur de la toile, le vêtement est considéré comme étant qualitativement l'égal de la toile et objet de même nature, parce qu'il constitue une valeur. Il est donc pris ici comme une chose où apparaît de la valeur ou qui, sous une forme tangible et naturelle, représente de la valeur.

Dans la production du vêtement, il y a eu réellement, sous forme de travail du

tailleur, dépense de travail humain. Il s'y trouve donc accumulé du travail humain. À ce point de vue, le vêtement est donc représentatif de valeur, bien que cette qualité ne transparaisse pas, quelque râpé que soit le vêtement. Et, dans le rapport de valeur de la toile, il ne vaut qu'à ce point de vue, par suite en tant que valeur matérialisée, corps de valeur. Si bien boutonné soit-il, la toile a reconnu en lui la belle âme sœur, née de la valeur. Mais, au regard de la toile, le vêtement ne saurait représenter de la valeur sans qu'en même temps la valeur prenne aux yeux de la toile la forme d'un vêtement.

Dans le rapport de valeur où le vêtement forme l'équivalent de la toile, la forme vêtement est donc prise comme forme de valeur. La valeur de la marchandise toile a donc comme expression le corps de la valeur vêtement ; la valeur d'une marchandise s'exprime par la valeur d'usage d'une autre.

Tout ce que l'analyse de la valeur de la marchandise nous avait annoncé, la toile nous le dit elle-même, dès qu'elle entre en relation avec une autre marchandise, le vêtement. Mais, pour exprimer ses pensées, elle se sert de la langue qui lui est familière, la langue des marchandises. Pour dire que sa valeur est constituée par le travail humain abstrait, elle dit que le vêtement, en tant qu'il lui est équivalent et est une valeur, se compose du même travail que la toile. Pour dire que sa réalité éthérée comme valeur se différencie de sa réalité de toile raide, elle dit que toute valeur a l'apparence d'un vêtement et qu'elle-même, en tant qu'objet de valeur, ressemble donc au vêtement comme un œuf à l'autre.

### *Détermination quantitative de la forme de valeur relative*

L'équation : 20 aunes de toile = 1 vêtement ou 20 aunes de toile valent un vêtement, suppose que dans un vêtement il y a exactement la même substance de valeur que dans 20 aunes de toile, que les deux quantités de marchandises coûtent donc le même travail ou exigent le même temps de travail. Mais le temps de travail nécessaire à la production de 20 aunes de toile ou d'un vêtement se modifie suivant que se modifie la force productive du travail du tisserand ou du tailleur. Nous allons maintenant examiner de plus près l'influence exercée par de telles modifications sur l'expression relative de la grandeur de valeur.

I. – La valeur de la toile peut changer pendant que la valeur du vêtement reste constante.

II. – La valeur de la toile peut rester constante pendant que la valeur du vêtement varie.

III. – Les sommes de travail nécessaires à la production de la toile et du vêtement peuvent changer simultanément, dans le même sens et dans les mêmes proportions.

IV. – Les temps de travail nécessaires à la production de la toile et du vêtement, et par suite les valeurs de ces objets, changent simultanément dans la même direction, mais à un degré différent, ou dans un sens opposé, etc.

La valeur relative d'une marchandise peut changer, bien que sa valeur reste constante ; sa valeur relative peut rester constante, bien que sa valeur change ; enfin, il n'est nullement nécessaire que des changements simultanés survenant

dans la grandeur de la valeur ou dans son expression relative se correspondent entièrement.

La forme d'équivalent d'une marchandise est donc la forme suivant laquelle elle peut s'échanger contre une autre marchandise.

Une première particularité qui nous frappe dans l'examen de la forme d'équivalent est la suivante : la valeur d'usage devient la forme de manifestation de son contraire, la valeur.

La forme naturelle des marchandises devient leur forme de valeur.

Nous avons une deuxième particularité de la forme d'équivalent : le travail concret devient la forme de manifestation de son contraire, le travail humain abstrait.

L'opposition intime entre valeur d'usage et valeur, contenue dans la marchandise, est donc représentée par une opposition extérieure, c'est-à-dire par le rapport de deux marchandises, dans lequel l'une des marchandises, celle dont il s'agit d'exprimer la valeur, figure immédiatement comme simple valeur d'usage, et l'autre marchandise, qui sert d'expression à la valeur, figure immédiatement comme valeur d'échange. La forme simple de la valeur d'une marchandise est donc la forme simple dans laquelle se manifeste l'opposition qu'elle contient entre la valeur d'usage et la valeur.

Cependant, la simple forme valeur passe d'elle-même à une forme plus complète.

Et, suivant qu'elle entre dans un rapport de valeur avec telle ou telle marchandise, il résulte telle ou telle expression différente d'une seule et même marchandise. Le nombre de ces expressions possibles de la valeur n'est limité que par le nombre des marchandises différentes de la première. L'expression isolée de sa valeur se change donc en une série indéfinie de diverses expressions simples.

Par la forme de sa valeur, la toile se trouve donc actuellement en un rapport social, non plus seulement avec telle ou telle espèce de marchandise, mais avec le monde des marchandises. En tant que marchandise, elle est concitoyenne de ce monde. En même temps, la série indéfinie de ses expressions implique que la valeur de la marchandise est absolument indifférente à la forme particulière de la valeur d'usage qui lui sert d'expression.

Dans la première forme : 20 mètres de toile = 1 vêtement, c'est peut-être un effet du hasard que ces deux marchandises soient échangeables dans un rapport quantitatif déterminé. Dans la deuxième forme, au contraire, on aperçoit immédiatement un arrière-fond qui la détermine et qui diffère essentiellement de sa manifestation accidentelle. Mais, d'abord, l'expression relative de la valeur de la marchandise est inachevée, la série de ses termes n'étant jamais arrêtée.

Ensuite, elle forme une mosaïque bigarrée d'expressions de valeur, opposées et différentes. Si enfin, comme c'est inévitable, la forme relative de chaque valeur est exprimée dans cette forme développée, la forme relative de la valeur de chaque marchandise est représentée par une série indéfinie d'expressions de valeur, différente de la forme de valeur relative de toute autre marchandise. Les défauts de la forme valeur développée se reflètent dans la forme équivalent qui lui correspond. Le rapport accidentel entre deux individus propriétaires disparaît. Il devient évident que ce n'est pas l'échange qui règle la grandeur de la valeur

d'une marchandise, mais que c'est au contraire la grandeur de la valeur de la marchandise qui règle les rapports de l'échange.

Lorsqu'un homme échange sa toile contre beaucoup d'autres marchandises et en exprime donc la valeur dans une série d'autres marchandises, les nombreux autres possesseurs sont forcément obligés d'échanger leurs marchandises contre de la toile et d'en exprimer par suite la valeur dans cette même troisième marchandise, la toile.

Nous obtenons :

Forme valeur générale

| | | |
|---|---|---|
| 1 vêtement | = | 20 aunes de toile |
| 10 livres de thé | = | |
| 40 livres de café | = | |
| 1 mesure de blé | = | |
| 2 onces d'or | = | |
| 1/2 tonne de fer | = | |
| *x* marchandise A | = | |

Les marchandises expriment maintenant leurs valeurs : 1° d'une manière simple, parce que dans une marchandise unique ; 2° avec ensemble, parce que dans la même marchandise.

En tant qu'elle est égale à de la toile, la valeur de chaque marchandise est donnée comme différente non seulement de sa propre valeur d'usage, mais encore de toute valeur d'usage ; par suite, elle est exprimée comme un élément commun à la première marchandise et à toutes les autres. En réalité, c'est donc cette forme qui rapporte les marchandises les unes aux autres comme valeurs et les fait apparaître réciproquement comme valeurs d'échange.

La forme générale de la valeur, qui représente les produits du travail comme de simples matérialisations de travail humain global, montre par sa propre structure qu'elle est l'expression sociale du monde des marchandises. Elle nous fait ainsi connaître que, dans ce monde des marchandises, son caractère spécifique social est constitué par le caractère humain et général du travail.

Il y a correspondance entre le degré de développement de la forme relative et celui de la forme équivalent de la valeur. Mais, remarquons-le bien : le développement de la forme équivalent n'est que l'expression, le résultat du développement de la forme relative.

Une seule marchandise, la toile, se trouve donc sous forme d'échangeabilité directe avec toutes les autres marchandises, parce que et autant que toutes les autres marchandises ne s'y trouvent pas. La réciproque est vraie. La marchandise qui figure comme équivalent général est exclue de la forme valeur relative commune et par suite générale du monde des marchandises.

L'espèce particulière de marchandise avec la forme naturelle de laquelle la forme équivalent s'identifie au point de vue social devient marchandise monnaie

ou fonctionne comme argent. Elle a, dès lors, la fonction sociale spécifique et, par conséquent, le monopole social de jouer, dans le monde des marchandises, le rôle de l'équivalent général.

Cette marchandise, c'est l'or.

Nous aurons :

Forme argent

| | | |
|---|---|---|
| 20 aunes de toile | = | 2 onces d'or |
| 1 vêtement | = | |
| 10 livres de thé | = | |
| 40 livres de café | = | |
| 1 mesure de blé | = | |
| 1/2 tonne de fer | = | |
| *x* marchandise A | = | |

L'or ne joue le rôle de monnaie vis-à-vis des autres marchandises que parce qu'auparavant il s'y opposait déjà comme marchandise. À l'exemple de toutes les autres marchandises, il fonctionnait également comme équivalent, soit comme équivalent spécial dans des échanges isolés, soit comme équivalent particulier à côté d'autres équivalents. Peu à peu il joua, dans des limites plus ou moins étendues, le rôle d'équivalent général.

Dès qu'il a conquis le monopole de cette position dans l'expression de la valeur du monde des marchandises, il devient marchandise monnaie, et ce n'est qu'à partir du moment où il est déjà devenu marchandise monnaie que la forme générale de la valeur prend la forme argent.

À première vue, une marchandise nous apparaît comme quelque chose de trivial, se comprenant très facilement. Mais, à l'analyse, il se montre que c'est une chose extrêmement compliquée, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. En tant que valeur d'usage, elle n'a rien de mystérieux. Il tombe sous le sens que, par son activité, l'homme transforme, de façon à se les rendre utiles, les formes des matières naturelles. C'est ainsi que le bois change de forme quand on en fait une table. La table n'en reste pas moins du bois, un objet sensible ordinaire.

Mais, dès qu'elle figure comme marchandise, elle devient quelque chose qui tombe et à la fois ne tombe pas sous les sens. Elle ne se contente plus de poser ses pieds sur le sol ; vis-à-vis des autres marchandises, elle se dresse tête en bas, et de sa tête en bas s'éparpillent les idées les plus bizarres, devant lesquelles nous nous étonnons davantage que si nous voyions la table se mettre à danser.

Le caractère mystérieux de la marchandise ne découle donc pas de sa valeur d'usage, pas plus qu'il ne provient de ce qui fait au fond la détermination de la valeur.

D'où provient donc le caractère mystérieux du produit du travail, dès qu'il revêt la forme d'une marchandise ? Évidemment de cette forme même.

Le caractère mystérieux de la forme marchandise consiste donc simplement en ceci : cette forme reflète aux hommes les caractères sociaux de leur propre travail

en tant que propriétés naturelles et sociales de ces objets ; elle leur reflète donc aussi tous les aspects d'un rapport social existant indépendamment d'eux-mêmes entre les objets, le rapport social qui lie les producteurs au travail total. Les produits du travail deviennent ainsi des marchandises, c'est-à-dire des choses qui tombent et à la fois ne tombent pas sous les sens.

C'est uniquement le rapport social déterminé existant entre les hommes eux-mêmes qui prend ici à leurs yeux la forme fantasmagorique d'un rapport entre objets. Il nous faut faire appel aux régions nébuleuses du monde religieux pour trouver quelque chose d'analogue. Là, les produits du cerveau humain paraissent animés d'une vie propre et constituer des entités indépendantes, en rapport entre elles et avec les hommes. Il en est de même dans le monde des marchandises, des produits du travail humain. C'est cela que j'appelle le fétichisme qui s'attache aux produits du travail dès qu'ils figurent comme marchandises et qui, par suite, est inséparable de la production des marchandises. Ce fétichisme provient du caractère social particulier du travail qui produit les marchandises. En général, les objets d'usage ne deviennent marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le total du travail social. Les producteurs n'entrent en contact social que par l'échange des produits de leur travail ; et c'est dans cet échange que se manifestent les caractères sociaux spécifiques de leurs travaux privés. En d'autres termes : les travaux privés ne se révèlent comme chaînons de l'ensemble du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et, au moyen de ceux-ci, entre les producteurs. Aux yeux de ces derniers, les rapports sociaux de leurs travaux privés apparaissent donc ce qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire non pas des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports concrets des personnes et des rapports sociaux des choses.

C'est seulement dans cet échange que les produits du travail acquièrent une réalité de valeur sociale et uniforme, distincte de leur réalité sensible en tant qu'objets d'utilité. Dès cet instant, les travaux privés des producteurs acquièrent effectivement un double caractère social. D'une part, il leur faut, en tant que travaux utiles déterminés, satisfaire un besoin social déterminé et s'affirmer ainsi comme chaînons du travail total et du système original de la division sociale du travail. D'autre part, ils ne satisfont les besoins divers de leurs propres producteurs qu'autant que n'importe quel travail privé utile peut s'échanger contre un autre ayant la même valeur.

Le cerveau des producteurs privés ne reflète ce double caractère social de leurs travaux privés que dans les formes qui se manifestent dans les relations pratiques, dans l'échange des produits : le caractère socialement utile de leurs travaux privés dans la forme que le produit du travail doit être utile pour autrui ; le caractère social de l'égalité des divers travaux dans la forme du caractère de valeur générale de ces objets matériellement différents, les produits du travail.

Les hommes, en établissant un rapport entre les produits de leur travail considérés comme valeurs, ne le font donc pas parce qu'ils voient en ces objets les simples enveloppes matérielles d'un travail humain de même nature. Au contraire, par le fait même d'établir l'égalité de valeur des divers produits

échangés, ils affirment que les divers travaux sont égaux les uns aux autres en tant que travail humain. Ils le font sans le savoir. La valeur ne porte donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle transforme plutôt chaque produit du travail en un hiéroglyphe social. Par la suite, les hommes essaient de déchiffrer le sens de l'hiéroglyphe, de pénétrer le mystère de leur propre produit social ; tout aussi bien que le langage, la détermination des objets d'usage comme valeurs est leur produit social. Quand la science découvre plus tard qu'en tant que valeurs les produits du travail ne sont que l'expression matérielle du travail humain nécessité par leur production, cela marque une époque dans l'histoire du développement de l'humanité, mais ne fait nullement disparaître l'apparence matérielle des formes sociales du travail.

Quand j'affirme que le vêtement, la botte, etc., se rapportent à la toile comme à la matérialisation générale du travail humain abstrait, la folle inexactitude de cette expression saute aux yeux. Mais quand les producteurs rapportent les marchandises à la toile – ou à l'or et à l'argent, ce qui ne change rien à la chose – comme à l'équivalent général, le rapport de leurs travaux privés au travail social total leur apparaît précisément sous cette forme bizarre. De telles formes constituent les catégories de l'économie bourgeoise. Ce sont des formes de la pensée, socialement valables, par conséquent objectives, s'appliquant aux rapports de production d'un système de production – la production des marchandises – historiquement déterminé au regard de la société. Tout le côté mystérieux du monde des marchandises, toutes les apparences d'enchantement et de magie qui enveloppent d'un brouillard les produits du travail considérés en prenant comme point de départ la production des marchandises, disparaissent immédiatement quand nous avons recours à d'autres formes de production.

Si les marchandises pouvaient parler, elles diraient : « Notre valeur d'usage peut bien intéresser l'homme. Elle ne nous revient pas en tant que choses. Ce qui nous revient en tant que choses, c'est notre valeur, ainsi que le prouvent nos propres relations comme objets marchands. C'est uniquement au titre de valeur d'échange que nous nous rapportons les unes aux autres. »

C'est une circonstance étrange que la valeur d'usage des choses se réalise, pour l'homme, sans échange, par conséquent dans un rapport direct entre la chose et l'homme, tandis que la valeur ne se réalise que dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport social. Qui ne se souvient ici du bon Dogberry qui instruit comme suit le veilleur de nuit Seacoal : « Être un homme de belle apparence, cela dépend des circonstances ; mais savoir lire et écrire est un don de la nature » ?

## 2. Les échanges

Les marchandises ne peuvent aller toutes seules au marché ni s'échanger elles-mêmes. Il nous faut donc nous retourner vers leurs gardiens, c'est-à-dire leurs possesseurs. Les marchandises sont des choses et, par conséquent, ne peuvent résister à l'homme. Si elles y mettent de la mauvaise volonté, il a recours à la force ; en d'autres termes, il les prend. Pour rapporter ces choses les unes aux autres comme marchandises, leurs gardiens doivent avoir entre eux les rapports de personnes dont la volonté habite ces choses mêmes, en sorte que pour aliéner

une chose et en acquérir une autre il faut un acte commun de volonté. Il faut donc que ces gardiens se reconnaissent mutuellement la qualité de propriétaire privé.

Ce rapport juridique, qui a pour forme le contrat légalement développé ou non, est un rapport de volonté, où se reflète le rapport économique. Le contenu de ce rapport de droit et de volonté est donné par le rapport économique même. Les personnes n'existent ici les unes pour les autres qu'à titre de représentants, de possesseurs de marchandises. Les masques économiques des personnes ne sont que les personnifications des rapports économiques dont ces possesseurs sont les représentants réciproques.

Pour le propriétaire, sa marchandise n'a pas de valeur d'usage immédiate. Autrement, il ne l'amènerait pas au marché. Mais elle a de la valeur d'usage pour autrui. Pour lui-même, elle n'a directement d'autre valeur d'usage que de représenter une valeur d'échange, d'être échangeable. C'est pourquoi il veut s'en défaire contre une autre marchandise dont la valeur d'usage lui donne satisfaction. Toutes les marchandises sont non-valeurs d'usage pour le propriétaire et valeurs d'usage pour les non-propriétaires.

Par conséquent, elles doivent changer de mains. Mais ce changement de mains constitue leur échange, et leur échange les rapporte les unes aux autres comme marchandises et les réalise comme valeurs. Il faut donc que les marchandises se réalisent comme valeurs, avant de pouvoir se réaliser comme valeurs d'usage. Mais, d'autre part, elles doivent s'avérer comme valeurs d'usage avant de pouvoir se réaliser comme valeurs. Car le travail humain dépensé dans leur production ne compte qu'autant qu'il est dépensé sous une forme utile à autrui. Or, leur échange seul peut démontrer que ce travail est utile à autrui, que son produit satisfait donc des besoins étrangers.

Chaque possesseur de marchandise ne veut l'aliéner que contre une autre marchandise dont la valeur d'usage satisfasse son besoin. Par suite, l'échange n'est pour lui qu'une affaire individuelle. Mais d'autre part il veut réaliser sa marchandise comme valeur, par conséquent dans n'importe quelle autre marchandise de même valeur. Peu lui importe donc que sa propre marchandise ait une valeur d'usage pour le possesseur de l'autre marchandise. En ce sens, l'échange est pour lui une affaire sociale générale. Mais le même acte ne saurait être simultanément pour tous les possesseurs purement individuel et purement social et général.

L'échange de marchandises commence où finissent les communautés, au point où elles entrent en contact avec d'autres communautés ou des membres d'autres communautés. Mais, dès que les choses sont devenues marchandises dans les relations avec l'extérieur, elles le deviennent aussi, par ricochet, dans la vie intérieure de la communauté. La proportion quantitative dans laquelle se fait l'échange est tout d'abord purement accidentelle. Cependant, le besoin d'objets d'usage provenant de l'extérieur s'établit peu à peu. La répétition constante de l'échange en fait un procédé social régulier. Il faut donc qu'avec le temps une partie au moins des produits du travail soit intentionnellement créée en vue de l'échange. À partir de ce moment s'établit nettement, d'une part, la distinction entre l'utilité des choses pour les besoins immédiats et leur utilité en vue de

l'échange, c'est-à-dire entre leur valeur d'usage et leur valeur d'échange. D'autre part, le rapport quantitatif suivant lequel elles s'échangent devient dépendant de leur production même. L'habitude les fixe comme grandeurs de valeur.

Dans l'échange direct des produits, toute marchandise est immédiatement moyen d'échange pour son possesseur, équivalent pour le non-possesseur, autant du moins que pour ce dernier elle est valeur d'usage. L'article d'échange n'acquiert donc pas encore de forme valeur indépendante de sa propre valeur d'usage ou du besoin individuel de celui qui l'échange. Au fur et à mesure que s'accroissent le nombre et la variété des marchandises entrant dans l'échange, la nécessité de cette forme se fait de plus en plus sentir. Le problème et les moyens de le résoudre naissent en même temps.

En devenant équivalent pour diverses autres marchandises, une marchandise acquiert immédiatement, bien que dans des limites étroites, la forme équivalent générale ou sociale. Cette forme générale naît et meurt avec le contact social passager qui lui a donné la vie. À tour de rôle et en passant, elle revient tantôt à une marchandise, tantôt à l'autre. Le hasard seul décide d'abord à quelle espèce de marchandise elle s'attachera. Deux circonstances, cependant, dominent en général. La forme argent s'attache ou bien aux articles d'échange les plus importants fournis par l'étranger ; ou bien à l'objet d'usage qui forme l'élément principal de la propriété indigène aliénable – le bétail, par exemple. Bien des fois les hommes ont fait de leur semblable, sous forme d'esclave, la forme argent primitive ; mais jamais le sol même n'a joué ce rôle. Cette idée ne pouvait naître que dans une société bourgeoise déjà développée.

L'argent, cette forme cristallisée, est le produit nécessaire de l'échange, par lequel les divers produits du travail sont en fait égalisés entre eux et transformés en marchandises. La transformation de la marchandise en argent va donc de pair avec la transformation des produits du travail en marchandises.

Pour être la forme adéquate par laquelle se manifeste la valeur, c'est-à-dire la représentation tangible du travail humain abstrait et par suite égal, une matière doit, dans tous ses spécimens, présenter la même propriété uniforme. D'autre part, la différence des grandeurs de valeur étant purement quantitative, il faut que la marchandise argent soit susceptible de différences purement quantitatives ; il faut qu'on puisse la diviser et la recomposer à volonté. L'or et l'argent possèdent naturellement ces propriétés.

La forme argent n'est que le reflet, attaché à une marchandise spéciale, des rapports de toutes les autres marchandises. Que l'argent soit lui-même une marchandise, cela ne saurait donc être une découverte que pour celui qui part de sa forme achevée pour en faire l'analyse après coup. En transformant la marchandise en argent, l'opération d'échange ne lui donne pas sa valeur, mais sa forme valeur spécifique. Confondant les deux déterminations, certains auteurs ont été amenés à déclarer imaginaire la valeur de l'or et de l'argent. Et parce que, dans certaines fonctions déterminées, l'argent peut être remplacé par de simples signes de lui-même, on se figura, par erreur, qu'il n'était lui-même qu'un simple signe.

Semblable à n'importe quelle marchandise, la monnaie ne peut exprimer sa

propre grandeur de valeur que relativement dans d'autres marchandises. Sa propre valeur est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production et s'exprime par la quantité de n'importe quelle autre marchandise où se trouve condensé un travail égal. Au moment où l'argent, comme monnaie, entre dans la circulation, sa valeur est déjà fixée.

Une marchandise ne semble pas devenir monnaie parce que toutes les autres marchandises y représentent leur valeur ; toutes les autres marchandises semblent au contraire y représenter leur valeur parce qu'elle est monnaie. Le mouvement qui a servi d'intermédiaire disparaît dans son propre résultat, sans laisser de traces. Sans avoir rien fait pour cela, les marchandises trouvent leur forme valeur constituée dans une marchandise qui existe en dehors et à côté d'elles. L'or et l'argent, tels qu'ils sortent des entrailles de la terre, sont en même temps l'incarnation directe du travail humain. C'est de là que provient la magie de la monnaie.

L'énigme de l'argent fétiche n'est donc, en dernière analyse, que l'énigme de la marchandise fétiche devenue visible à tous les yeux.

### 3. La monnaie ou la circulation des marchandises

L'or a comme première fonction de fournir à l'ensemble des marchandises la matière où s'expriment leurs valeurs, c'est-à-dire les valeurs en tant que grandeurs de même nom, de qualité égale et comparables quant à la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs, et ce n'est que grâce à cette fonction que l'or, la marchandise équivalent spécifique, devient monnaie.

Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables ; c'est le contraire qui a lieu. Toutes les marchandises en tant que valeurs étant du travail humain représenté et par suite commensurables entre elles, elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une seule et même marchandise spécifique et transformer ainsi cette dernière en leur mesure de valeur commune, c'est-à-dire en monnaie. La monnaie comme mesure de la valeur est la forme sous laquelle doit se manifester nécessairement la mesure immanente de leur valeur, le temps de travail.

L'expression en or de la valeur d'une marchandise est sa forme monnaie ou son prix.

Le prix des marchandises est, comme leur forme valeur en général, une simple forme idéale, distincte de leur forme physique réelle et tangible. Leur gardien est donc obligé ou de leur prêter sa propre langue, ou de les munir d'étiquettes, pour faire connaître leur prix au monde extérieur. Il n'a pas besoin du moindre grain d'or pour évaluer en or des millions de valeurs de marchandises.

Si l'or et l'argent sont employés simultanément comme mesures de valeur, toutes les marchandises ont deux expressions différentes de leur prix, en or et en argent. Ces deux prix existent tranquillement côte à côte, tant que l'or et l'argent conservent le même rapport de valeur.

Les valeurs des marchandises sont transformées en quantités d'or imaginaires et de grandeur variable, c'est-à-dire, malgré la diversité des marchandises, en

grandeurs de même nom, en grandeurs or. En cette qualité de quantités d'or différentes, elles se comparent et se mesurent réciproquement, et ainsi se développe la nécessité technique de les rapporter, comme à leur unité de mesure, à une quantité déterminée d'or. Cette unité de mesure se subdivise ensuite en parties aliquotes et devient étalon. Avant de devenir monnaie, l'or, l'argent et le cuivre possèdent déjà des étalons de ce genre dans leurs mesures de poids.

Comme mesure des valeurs et comme étalon des prix, l'or remplit deux fonctions absolument différentes. Il est mesure des valeurs comme incarnation sociale du travail humain ; il est étalon du prix en tant que poids déterminé d'un métal. Comme mesure de valeur, il sert à transformer en quantités imaginaires d'or, c'est-à-dire en prix, les valeurs diverses des marchandises ; comme étalon des prix, il mesure ces quantités d'or. La mesure de valeur sert à mesurer les marchandises en tant que valeurs ; l'étalon des prix, au contraire, mesure les quantités d'or d'après le poids d'une quantité d'or donnée, mais non pas la valeur d'une quantité d'or d'après le poids d'une autre. Pour l'étalon des prix, il faut qu'un poids déterminé d'or soit fixé comme unité de mesure.

L'étalon des prix remplit donc sa fonction d'autant mieux qu'une seule et même quantité d'or est plus constante comme unité de mesure.

Quels que soient les changements survenus dans la valeur de l'or, des quantités déterminées d'or auront toujours entre elles le même rapport de valeur.

La valeur de la monnaie restant constante, il ne peut y avoir hausse générale des prix des marchandises que si les valeurs des marchandises montent ; les valeurs des marchandises restant constantes, cette hausse ne peut se produire que si la valeur de la monnaie baisse. Inversement, la valeur de la monnaie restant constante, il ne peut y avoir baisse générale des prix des marchandises que si les valeurs des marchandises baissent ; et, les valeurs des marchandises restant constantes, que si la valeur de la monnaie monte. La hausse de la valeur de la monnaie n'implique donc pas nécessairement une baisse proportionnelle des prix des marchandises, ni la baisse de la valeur de la monnaie une hausse proportionnelle du prix des marchandises. Cela ne s'applique qu'à des marchandises dont le prix ne varie pas.

Peu à peu, les noms de monnaie dérivés des poids du métal se différencient des noms de poids primitifs.

Le terme « livre » était, par exemple, le nom de monnaie donné à une vraie livre d'argent. Mais, dès que l'or s'est substitué à l'argent comme mesure des valeurs, le même nom s'est attaché à 1/4 de livre d'or, suivant le rapport de valeur existant entre l'or et l'argent. Il faut distinguer dès lors entre la livre, nom de monnaie, et la livre, nom ordinaire de poids appliqué à l'or.

L'étalon monétaire étant d'une part purement conventionnel, mais ayant besoin d'autre part de validité sociale, on finit par le régler légalement. Un poids déterminé de métal précieux, par exemple une once d'or, est officiellement divisé en parties aliquotes, auxquelles on donne le nom légal de livre, écu, etc. Une telle partie aliquote, qui est alors considérée comme la véritable unité de mesure de la monnaie, est à son tour subdivisée en d'autres parties aliquotes qui reçoivent les appellations légales de shilling, penny, etc. Après comme avant, l'étalon de la monnaie de métal est constitué par des poids déterminés de métal. Seuls la

division et les noms ont changé.

Sous leurs noms monétaires, les marchandises se disent ainsi leur valeur, et la monnaie sert comme monnaie de compte toutes les fois qu'il s'agit de fixer une chose comme valeur et par conséquent sous forme monnaie.

Le prix est le nom monétaire du travail représenté dans la marchandise. L'équivalence entre la marchandise et la quantité d'argent, le nom de cette quantité représentant le prix, est donc une tautologie, de même que l'expression de la valeur relative d'une marchandise est toujours l'expression de l'équivalence de deux marchandises.

Mais si le prix, comme exposant de la grandeur de valeur de la marchandise, est l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie, il ne s'ensuit pas réciproquement que l'exposant du rapport d'échange avec la monnaie soit nécessairement le rapport de sa grandeur de valeur.

La grandeur de valeur de la marchandise exprime donc un rapport nécessaire, inhérent à sa production, entre la marchandise et le temps de travail social. Lorsque la grandeur de valeur se change en prix, ce rapport nécessaire apparaît comme rapport d'échange d'une marchandise avec la marchandise monnaie existant en dehors d'elle. Mais ce rapport ne peut exprimer ni la grandeur de valeur de la marchandise ni l'augmentation ou la diminution qui peut survenir lors de l'aliénation de cette marchandise. La forme prix implique donc la possibilité d'un désaccord entre le prix et la grandeur de valeur. Cela ne constitue pas une défectuosité de cette forme, qui en devient au contraire la forme adéquate d'un mode de production où la règle ne peut prévaloir qu'en tant que loi moyenne, à l'action aveugle, de l'irrégularité.

La forme prix peut en outre renfermer une contradiction qualitative, en sorte que le prix cesse d'être expression de valeur, bien que la monnaie ne soit que la forme valeur des marchandises. Des choses qui, en elles-mêmes, ne sont pas des marchandises, par exemple la conscience, l'honneur, etc., peuvent devenir vénales et, par leur prix, acquérir la forme marchandise. Une chose peut donc formellement avoir un prix sans avoir une valeur. L'expression de prix devient alors imaginaire, comme certaines grandeurs en mathématiques. Mais, d'autre part, la forme prix imaginaire, comme par exemple le prix d'un terrain inculte, qui n'a point de valeur, parce qu'aucun travail humain ne s'y trouve représenté, peut renfermer un réel rapport de valeur ou un rapport qui en dérive.

La forme prix implique l'aliénabilité des marchandises contre de la monnaie et la nécessité de cette aliénation. D'autre part, l'or ne fonctionne comme mesure idéale de la valeur que parce qu'il circule déjà comme marchandise monnaie dans les opérations de l'échange. Dans la mesure idéale des mesures se trouvent donc déjà aux aguets les espèces sonnantes et trébuchantes.

En tant que l'échange fait passer les marchandises des mains où elles sont non-valeurs d'usage dans des mains où elles seront valeurs d'usage, il ne constitue qu'un transfert social de matière. Le produit d'un mode utile de travail en remplace un autre. Arrivée au point où elle sert de valeur d'usage, la marchandise tombe de la sphère des échanges dans la sphère de consommation. La première seule nous intéresse ici. Il nous faut donc examiner toute l'évolution

suivant le côté formel, c'est-à-dire le seul changement de forme ou la métamorphose des marchandises d'après laquelle se fait la circulation sociale.

L'intelligence de ce changement de forme est extrêmement imparfaite, d'abord à cause de l'obscurité même de l'idée de valeur, mais surtout par suite de la circonstance que tout changement de forme d'une marchandise quelconque se fait par l'échange de deux marchandises, d'une marchandise commune et de la marchandise argent. Si l'on s'en tient à ce seul facteur matériel, on néglige précisément ce qu'il importe surtout de voir, c'est-à-dire les changements qui s'opèrent dans la forme. On oublie que l'or, en tant que simple marchandise, n'est pas de la monnaie et que les autres marchandises, dans leurs prix, se rapportent à l'or comme à leur propre forme monnaie.

C'est à l'état naturel, sans être ni dorées ni sucrées, que les marchandises entrent dans les opérations d'échange. L'échange produit un dédoublement de la marchandise en marchandise et en monnaie, c'est-à-dire une opposition extérieure, où elles représentent leur opposition intrinsèque de valeur d'usage et de valeur. Dans cette opposition, les marchandises figurent comme valeurs d'usage en face de l'argent comme valeur d'échange. D'autre part, les deux termes de l'opposition sont des marchandises, par suite des unités de valeur d'usage et de valeur. Mais cette unité de différences se présente inversement aux deux pôles de l'opposition ; elle en représente donc en même temps le rapport réciproque. La marchandise est réellement valeur d'usage, tandis que sa valeur d'échange n'apparaît qu'idéalement dans le prix qui la rapporte à l'or comme à sa forme valeur réelle. Inversement, la matière or ne vaut qu'en tant que matière marchandise ou monnaie. Elle est donc en réalité valeur d'échange.

Ces formes opposées des marchandises sont les formes réelles de leur mouvement d'échange.

L'opération d'échange de la marchandise se fait donc en deux métamorphoses contraires, mais complétives l'une de l'autre et dans les changements de forme suivants :

Marchandise (M) Argent (A) Marchandise (M)

Mais l'opération est double : vente pour le possesseur de marchandise, achat pour le possesseur de monnaie. En d'autres termes, toute vente est achat. M-A est en même temps A-M.

Agent de la vente, le possesseur devient vendeur ; agent de l'achat, il devient acheteur.

Dans sa forme la plus simple, la métamorphose totale d'une marchandise suppose quatre termes et trois personnages. La marchandise se trouve d'abord en face de la monnaie, c'est-à-dire de sa forme valeur, qui, dans une poche étrangère, possède une réalité sonnante et trébuchante. De son côté, le possesseur de marchandise se trouve en face d'un possesseur de monnaie. Dès que la marchandise s'est transformée en monnaie, celle-ci devient sa forme équivalent, dont la valeur d'usage ou contenu existe en d'autres marchandises. Comme point terminus de la première transformation de la marchandise, la monnaie est en même temps le point de départ de la seconde. Le vendeur de la première

opération devient acheteur dans la seconde, où un troisième possesseur de marchandise lui fait face comme vendeur.

Les deux phases ou mouvements inverses de la métamorphose des marchandises forment un cycle : forme marchandise, dépouillement de cette forme, retour à la forme marchandise. Il est vrai que la marchandise se trouve ici déterminée de façon opposée. Au point de départ, elle est non-valeur d'usage et, au point d'arrivée, valeur d'usage pour son possesseur. Ainsi, la monnaie apparaît d'abord comme la valeur cristallisée en quoi se transforme la marchandise, pour s'évanouir ensuite comme simple forme équivalent de cette même marchandise.

Le cycle décrit par la série des métamorphoses de chaque marchandise s'enchevêtre donc très intimement avec les cycles des autres marchandises. L'ensemble de ces cycles constitue la circulation des marchandises.

Rien de plus absurde que le dogme d'après lequel la circulation des marchandises exige nécessairement l'équilibre des ventes et des achats, chaque vente étant achat, et *vice versa*. La vente et l'achat constituent, en effet, un acte identique en tant que rapport réciproque entre deux personnes polariquement opposées, le possesseur de marchandise et le possesseur de monnaie. L'identité implique que la marchandise devient sans utilité lorsque, jetée dans la cornue chimique de la circulation, elle n'en sort point sous forme de monnaie ; elle implique que l'opération, si elle réussit, marque un point d'arrêt, une période plus ou moins longue dans la vie de la marchandise. Personne ne peut vendre, à moins qu'un autre n'achète. Mais personne n'est forcé d'acheter immédiatement, parce qu'il a lui-même vendu. La circulation fait précisément tomber les limites que le temps, le lieu, l'individu, fixent à l'échange des produits, en ce qu'elle change en opposition de vente et d'achat l'identité immédiate qui existe ici entre l'aliénation de la propre marchandise et l'acquisition d'un produit étranger. Dire que ces opérations opposées et indépendantes ont une unité intérieure commune, c'est dire également que cette unité intérieure s'accompagne d'oppositions extérieures. Si l'affirmation extérieure indépendante de deux éléments intérieurs dépendants, parce que réciproquement complémentaires, va jusqu'à un certain point, l'unité prévaut brutalement par une crise.

Ce mouvement des marchandises constitue un cycle. D'autre part, la même forme exclut le mouvement circulaire de la monnaie. En définitive, la monnaie s'éloigne constamment de son point de départ et n'y revient jamais.

Dans la première moitié de sa circulation, la marchandise change de place avec la monnaie. Par cela même, sa forme d'usage disparaît de la circulation et tombe dans la consommation ; elle est remplacée par la forme valeur ou la larve d'or. Pour la seconde moitié de la circulation, elle n'a plus son corps naturel ; elle s'est cachée sous l'apparence de l'or.

La continuité du mouvement se trouve donc entièrement du côté de la monnaie, et le même mouvement qui, pour la marchandise, renferme deux opérations contraires, ne renferme plus, quand il s'agit de la monnaie, qu'une opération unique : la monnaie change chaque fois de place avec une autre marchandise. Le résultat de la circulation des marchandises : remplacement d'une marchandise par une autre marchandise, ne semble donc pas avoir pour condition le changement de forme de la marchandise, mais la fonction de la

monnaie comme moyen de circulation. Grâce à ce moyen, les marchandises, immobiles de nature, circulent. La monnaie éloigne constamment les marchandises de la sphère de circulation, parce que constamment elle prend leur place et s'éloigne ainsi de son propre point de départ.

Bien que le mouvement de la monnaie ne soit que l'expression de la circulation des marchandises, celle-ci, par contre, n'apparaît donc que comme le résultat du mouvement de la monnaie.

D'autre part, la monnaie ne fonctionne comme moyen de circulation que parce qu'elle est représentative de la valeur de la marchandise. Son mouvement comme moyen de circulation n'est donc en somme que le mouvement de la marchandise, lequel doit, par conséquent, se refléter de façon sensible dans le cours de la monnaie.

La monnaie se maintient toujours dans la sphère de la circulation et y joue constamment son rôle. Il s'agit de savoir quelle est la quantité de monnaie continuellement absorbée par cette sphère.

Or, la forme de circulation immédiate que nous considérons ici oppose constamment la marchandise et la monnaie. Par conséquent, la masse des moyens de circulation exigée par la circulation de l'ensemble des marchandises est déjà déterminée par le prix total des marchandises. En fait, la monnaie ne fait que représenter de façon tangible la somme idéalement exprimée par le prix. L'égalité de ces sommes va de soi.

Or, nous savons que, les valeurs des marchandises restant constantes, les prix varient avec la valeur de l'or, de la matière monnaie, et montent ou baissent suivant que la valeur de l'or baisse ou monte. Le changement dans la masse des moyens de circulation provient ici, il est vrai, de la monnaie même, non pas de sa fonction comme moyen de circulation, mais de sa fonction comme mesure de valeur. Le prix des marchandises varie d'abord en raison inverse de la valeur de l'argent ; ensuite, la masse des moyens de circulation varie en raison directe du prix des marchandises.

Le même phénomène se produirait si, par exemple, l'or ne baissait pas de valeur, mais était remplacé par l'argent comme mesure de valeur, ou que l'argent n'augmentât pas de valeur, mais fût expulsé par l'or de sa fonction de mesure de valeur. Dans les deux cas, il y aurait modification dans la valeur de la matière monnaie, c'est-à-dire de la marchandise qui fonctionne comme mesure des valeurs, donc modification de l'expression indiquant les prix des valeurs des marchandises, donc de la masse de la monnaie en circulation, qui ne sert qu'à réaliser ces prix.

Si nous supposons que la valeur de l'or est donnée, et si nous admettons, en outre, que le prix de chaque espèce de marchandise est donné, le prix total des marchandises dépend évidemment de la masse des marchandises en circulation.

La masse des marchandises étant donnée, la masse de la monnaie en circulation suit les fluctuations de prix des marchandises. Elle augmente ou diminue, parce que le prix total des marchandises augmente ou diminue par suite de leur changement de prix.

La rapidité du cours de la monnaie nous montre la rapidité de leurs changements de forme, l'enchevêtrement continuel des séries de métamorphoses,

la hâte des mutations de matière, la célérité avec laquelle les marchandises disparaissent de la sphère de circulation et y sont remplacées par d'autres. Inversement, dans le ralentissement du cours de la monnaie se révèlent la séparation et l'indépendance opposée des deux phénomènes : arrêt du changement de forme et, par suite, arrêt des changements de matière.

La quantité totale de la monnaie fonctionnant, dans un temps donné, comme moyen de circulation, est donc déterminée d'un côté par le prix total des marchandises en circulation, et d'un autre côté par l'évolution plus lente ou plus rapide de leur circulation opposée.

Les trois facteurs : mouvement des prix, masse des marchandises circulantes et enfin vitesse du cours de la monnaie, peuvent se modifier dans des sens différents et dans des proportions diverses. Par conséquent, la somme totale à réaliser et aussi la masse nécessaire des moyens de circulation peuvent entrer dans des combinaisons multiples.

La fonction de la monnaie comme moyen de circulation donne naissance à sa forme comme numéraire. Il faut que les poids d'or représentés dans le prix ou l'appellation monétaire des marchandises leur fassent vis-à-vis, dans la circulation, comme pièce d'or du même nom, comme numéraire. Tout comme la fixation de l'étalon des prix, la frappe du numéraire revient à l'État.

En circulant, les monnaies d'or subissent une usure plus ou moins grande. Le titre nominal et le titre réel, le titre d'or et la matière or commencent à se différencier. Des monnaies de même nom deviennent de valeur inégale, leur poids n'étant plus le même.

Ce fait implique la possibilité latente de remplacer le numéraire, dans ses fonctions de monnaie, par des jetons fabriqués avec un autre métal, c'est-à-dire par des symboles.

La monnaie divisionnaire apparaît, quand il s'agit de payer des fractions des plus petites pièces d'or.

Le contenu en métal des pièces d'argent ou de cuivre est arbitrairement fixé par la loi. Dans leur cours, ces pièces s'usent plus rapidement encore que la monnaie d'or. Par suite, des choses n'ayant qu'une valeur relative, des bouts de papier par exemple, peuvent la remplacer dans sa fonction monnaie. Il ne s'agit ici que du papier-monnaie d'État, ayant cours forcé.

On peut se demander pourquoi l'or peut être remplacé par de simples signes sans valeur. Mais il ne peut être remplacé de la sorte qu'à condition qu'il fonctionne, isolément et à titre indépendant, comme monnaie ou moyen de circulation. Les pièces d'or ne sont véritable monnaie ou moyen de circulation que durant leur circulation même. La masse d'or minima persiste constamment dans la sphère de la circulation, fonctionne sans cesse comme moyen de circulation et existe donc exclusivement comme agent de cette fonction. Son mouvement ne représente donc que l'engrenage continuel des opérations inverses de la métamorphose des marchandises M-A-M, où la marchandise ne voit figurer en face d'elle sa forme valeur que pour en constater aussitôt la disparition. La représentation indépendante de la valeur d'échange de la marchandise n'est ici qu'un facteur fugitif. Une marchandise quelconque est immédiatement remplacée

par une autre. La monnaie passant toujours d'une main dans l'autre, il suffit donc qu'elle ait une simple existence symbolique. Son existence fonctionnelle absorbe pour ainsi dire son existence matérielle. Reflet objectif, mais éphémère, des prix des marchandises, elle ne fonctionne plus que comme signe d'elle-même et peut donc être remplacée par des signes. Mais il faut que le signe de la monnaie ait la valeur sociale objective de la monnaie même ; c'est le cours forcé qui l'assure au papier-monnaie.

Dès qu'il y a interruption de la série des métamorphoses et que la vente n'est pas complétée par un achat subséquent, la monnaie se solidifie en quelque sorte pour devenir trésor.

La thésaurisation remplit diverses fonctions dans l'économie de la circulation métallique. Pour que la masse de monnaie réellement en circulation corresponde toujours au degré de saturation de la sphère de circulation, il faut que la quantité d'or ou d'argent existant dans un pays soit supérieure à la quantité circulant comme monnaie. Cette condition se trouve remplie par la forme trésor de la monnaie. Les réservoirs des trésors servent à la fois de canaux abducteurs et adducteurs de la monnaie en circulation, si bien que les canaux de circulation ne débordent jamais.

Le développement de l'argent comme moyen de paiement exige qu'il y ait accumulation des sommes dues aux termes d'échéance. Nous voyons disparaître la thésaurisation en tant que forme indépendante de l'enrichissement, à mesure que se développe la société bourgeoise ; mais nous la voyons croître d'un autre côté sous forme d'un fonds de réserve des moyens de paiement.

La monnaie de crédit a sa source immédiate dans la fonction de la monnaie comme moyen de paiement. Des certificats de dettes, relatifs aux marchandises vendues, circulent à leur tour et transfèrent les créances à d'autres personnes.

Quand la production des marchandises atteint un certain degré de hauteur et d'étendue, la fonction de la monnaie comme moyen de paiement dépasse la sphère de la circulation des marchandises. La monnaie devient la marchandise commune de tous les contrats.

En sortant de la sphère intérieure de la circulation, la monnaie se dépouille des formes locales et occasionnelles telles que : étalon des prix, numéraire, monnaie divisionnaire et signe de valeur, pour reprendre sa forme première de métal précieux en barre. C'est dans le commerce universel que la valeur des marchandises trouve sa réalisation universelle : leur forme valeur indépendante leur fait face comme monnaie universelle. La monnaie a besoin du marché mondial pour y fonctionner, dans toute la force du terme, comme la marchandise dont la forme naturelle est en même temps la réalisation sociale immédiate du travail humain en général.

1. *N.B.* : La traduction des textes de Marx est celle de M. Molitor (Éditions Costes).

## Section II

## La transformation de l'argent en capital

### 4. La transformation de l'argent en capital

La circulation des marchandises est le point de départ du capital. La production des marchandises et leur circulation développée, c'est-à-dire le commerce, constituent les facteurs historiques qui font naître le capital. C'est au XVIe siècle que le commerce mondial et le marché mondial ouvrent réellement l'histoire moderne du capital.

À sa première entrée en scène, c'est-à-dire à sa première apparition sur le marché, qu'il s'agisse du marché des marchandises, du marché du travail ou de celui de la monnaie, le capital revêt toujours la forme argent ; la forme d'un argent qui, par des procédés déterminés, doit se transformer en capital.

L'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital ne se différencient d'abord que par la forme de leur circulation. La circulation des marchandises a comme forme immédiate M-A-M : la marchandise se change en argent et celui-ci se retransforme en marchandise ; on vend pour acheter. Mais, à côté de cette forme, il en existe une seconde, spécifiquement différente, la forme A-M-A, où l'argent se change en marchandise qui, à son tour, se retransforme en argent : on achète pour vendre. L'argent qui, dans son mouvement, parcourt cette dernière circulation, se transforme en capital, devient capital et, par destination, est déjà capital.

Dans la première phase, A-M ou achat, l'argent se change en marchandise. Dans la seconde, M-A ou vente, la marchandise se retransforme en argent. Le résultat, qui met fin à toute l'opération, n'est autre que l'échange d'argent contre argent, A-A.

La circulation A-M-A serait insipide et vide de sens, si elle servait uniquement à troquer deux valeurs d'argent équivalentes.

Dans la circulation M-A-M, l'argent se convertit finalement en marchandise qui est utilisée comme valeur d'usage. L'argent se trouve donc dépensé à titre définitif.

Le cycle A-M-A, au contraire, part de l'argent et y revient finalement. Le motif réel, le but déterminant en est donc la valeur d'échange elle-même.

Une somme d'argent ne saurait se différencier d'une autre que par la grandeur. L'opération A-M-A ne doit son contenu à aucune différence qualitative de ses

extrêmes, mais uniquement à leur différence quantitative.

La forme complète de cette opération est donc A-M-A', où A' = A + xA, c'est-à-dire la somme initiale accrue d'un excédent. Cet excédent, je le nomme plus-value. Non seulement la valeur primitivement avancée se maintient dans la circulation, mais elle change de grandeur, s'accroît d'une plus-value, se fait valoir. C'est ce mouvement qui la change en capital.

La circulation simple – vendre pour acheter – sert d'intermédiaire pour la réalisation d'un but final situé hors de la circulation, l'acquisition de valeurs d'usage, la satisfaction de certains besoins. La circulation de l'argent comme capital constitue au contraire un but en soi, la mise en valeur de la valeur n'ayant lieu que dans ce mouvement sans cesse renouvelé. Le mouvement du capital est donc illimité.

En tant que représentant conscient de ce mouvement, le possesseur d'argent devient capitaliste. Sa personne, ou plutôt sa poche, est le point de départ et le point terminus de l'argent. Le contenu objectif de la circulation en question – la mise en valeur de la valeur – est son but subjectif.

Il fonctionne comme capital personnifié doué de volonté et de conscience. Ce but n'est autre que le mouvement incessant du gain.

Cet instinct absolu de l'enrichissement, cette chasse passionnée à la valeur d'échange sont communs au capitaliste et au thésauriseur ; mais, tandis que le thésauriseur n'est que le capitaliste atteint de folie, le capitaliste est le thésauriseur raisonnable. L'augmentation continuelle de la valeur, que le thésauriseur poursuit en retirant l'argent de la circulation, le capitaliste, mieux avisé, la réalise en rejetant sans cesse l'argent dans la circulation.

La valeur devient donc valeur progressive, argent progressif et, comme tel, capital. Elle sort de la circulation, y rentre, s'y maintient et s'y multiplie, en ressort augmentée et recommence sans cesse le même cycle. A-A, c'est-à-dire de l'argent qui couve de l'argent, telle est la description du capital donnée par ses premiers prophètes, les mercantilistes.

La modification de valeur de l'argent qui doit se changer en capital ne peut pas se faire en cet argent lui-même : en tant que moyen d'achat et de paiement, il ne fait que réaliser le prix de la marchandise qu'il achète ou qu'il paie, tandis que, s'il conserve sa propre forme, il devient un corps pétrifié de valeur constante. La modification ne peut pas davantage résulter du deuxième acte de la circulation, la revente de la marchandise, car cet acte fait simplement repasser la marchandise de sa forme naturelle à la forme argent.

La modification ne peut donc résulter que de la valeur d'usage comme telle. Pour tirer de la valeur de l'utilisation d'une marchandise, il faudrait que notre possesseur d'argent eût la bonne fortune de découvrir dans la sphère de la circulation, c'est-à-dire au marché, une marchandise dont la valeur d'usage fût douée de la propriété singulière d'être source de valeur, dont l'utilisation réelle serait donc réalisation objective de travail et, par suite, création de valeur.

Or, le possesseur d'argent trouve sur le marché cette marchandise particulière : c'est la faculté de travail, la force de travail. Par force de travail, nous entendons l'ensemble de toutes les facultés physiques ou intellectuelles qui existent dans le corps et la personnalité vivante d'un homme et qu'il met en mouvement toutes

les fois qu'il produit des valeurs d'usage d'une espèce quelconque.

Lui et le possesseur d'argent se rencontrent au marché et entrent en relation comme possesseurs absolument égaux, différents seulement en ceci que l'un est acheteur, l'autre vendeur, c'est-à-dire des personnes juridiques au même titre. Ce rapport ne peut durer qu'à la condition expresse que le propriétaire de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé. En effet, s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même, d'homme libre devient esclave et de possesseur de marchandise se change lui-même en marchandise. Il faut qu'il conserve toujours, vis-à-vis de sa force de travail, le rapport du propriétaire vis-à-vis de sa propriété et, par suite, de sa propre marchandise ; or, il ne le peut que s'il ne met que passagèrement et pour un temps limité sa force de travail à la disposition de l'acheteur, pour que celui-ci en use à son gré ; mais il ne doit pas, en l'aliénant, renoncer à sa propriété.

La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Il faut d'abord que le travailleur puisse disposer, en personne libre, de sa force de travail comme d'une marchandise lui appartenant ; il faut ensuite qu'il n'ait pas d'autre marchandise à vendre et que, libre, cette marchandise spéciale, la force de travail, semblable à toutes les autres marchandises, possède une valeur. Comment se détermine cette valeur ? La valeur de la force de travail est déterminée, comme celle de n'importe quelle marchandise, par le temps de travail nécessaire à la production et, par conséquent, à la reproduction de cet article spécial. Elle n'est qu'une simple disposition de l'individu vivant. La production suppose donc l'existence de l'individu. Une fois donnée cette existence, la production de la force de travail consiste dans la reproduction ou la conservation de l'individu. Or, pour se conserver, l'individu vivant a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se réduit donc au temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance ; en d'autres termes, la valeur de la force de travail est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation de son propriétaire. La somme des moyens de subsistance doit donc être suffisante pour maintenir dans son état normal le travailleur considéré comme travailleur.

Or, les besoins naturels comme la nourriture, le vêtement, le chauffage, l'habitation, diffèrent suivant les conditions climatériques ou autres de chaque pays. D'autre part, l'étendue des prétendus besoins indispensables, ainsi que la façon de les satisfaire, sont elles-mêmes des produits historiques et dépendent en majeure partie du degré de civilisation d'un pays. Mais, pour un pays et une période donnés, la somme moyenne des moyens de subsistance nécessaires est invariable.

La nature particulière de cette valeur spécifique, la puissance de travail, fait que la conclusion du contrat entre acheteur et vendeur ne fait pas encore passer réellement sa valeur d'usage entre les mains de l'acheteur. Sa valeur d'usage ne consiste que dans la manifestation ultérieure de la force. Dans tous les pays où règne le mode de production capitaliste, la force de travail n'est payée qu'après avoir fonctionné pendant le laps de temps fixé dans le contrat d'achat. Partout, le travailleur avance donc au capitaliste la valeur d'usage de la force de travail ; il

fait crédit à l'employeur.

La consommation de la force de travail, comme celle de n'importe quelle marchandise, s'accomplit en dehors du marché ou de la circulation, dans le laboratoire secret de la production.

# Section III

# La production de la plus-value absolue

## 5. Le travail et sa mise en valeur

L'utilisation de la force de travail, c'est le travail. L'acheteur de la force de travail la consomme en faisant travailler le vendeur.

Le travail est en premier lieu un phénomène qui se passe entre l'homme et la nature, phénomène où l'homme joue lui-même le rôle d'intermédiaire, de régulateur et de contrôleur, dans l'échange de matière qui se fait entre lui et la nature.

Nous supposons le travail sous une forme qui en fait l'attribution exclusive de l'homme. L'araignée exécute des travaux où elle ressemble à l'homme, et l'abeille, par la structure de ses cellules de cire, fait honte à plus d'un architecte. Mais ce qui, de prime abord, établit une différence entre le plus piètre architecte et l'abeille la plus adroite, c'est que l'architecte construit la cellule dans sa tête avant de la réaliser dans la cire. À la fin du travail, nous nous trouvons en face d'un résultat qui, dès le premier moment, existait déjà, dans l'imagination du travailleur, sous une forme idéale. Ce n'est point pour opérer une modification dans la forme des matières naturelles qu'il réalise dans ces matières son propre but ; ce but, il le connaît d'avance, c'est la règle et la loi de son action, et il est forcé d'y subordonner sa propre volonté.

Le procès de travail a comme éléments simples : l'activité adéquate ou le travail lui-même, l'objet et les moyens du travail.

La terre (la terre ferme et l'eau) fournit primitivement à l'homme des provisions, des moyens de vivre tout préparés ; sans l'intervention de l'homme, elle est ainsi l'objet universel du travail humain. Toutes les choses que le travail ne fait que détacher de leur connexion directe avec l'ensemble du globe terrestre constituent des objets de travail existant naturellement : le poisson qui est pêché, c'est-à-dire séparé de l'eau, son élément vital, le bois qui est coupé dans la forêt vierge, le minerai qui est arraché à sa veine. Si, au contraire, l'objet a déjà été filtré par un travail préalable, nous l'appelons matière première, comme par exemple le minerai lavé.

Toute matière première est objet de travail ; mais la réciproque n'est pas vraie. L'objet de travail n'est matière première que lorsqu'il a déjà subi une modification par l'intermédiaire du travail.

À l'exception de l'industrie extractive qui trouve directement dans la nature

son objet de travail : les mines, la chasse, la pêche, toutes les branches de l'industrie traitent un objet qui est de la matière première, c'est-à-dire un objet de travail déjà filtré par le travail, donc un produit du travail.

Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'ouvrier glisse entre lui et l'objet de travail et qui lui sert pour diriger son activité sur cet objet. Il utilise les propriétés mécaniques, physiques et chimiques des choses, pour les faire agir sur d'autres choses comme forces, conformément à son but.

Dans le procès de travail, l'activité de l'homme réalise donc, par les moyens de travail, une modification, voulue d'avance, de l'objet du travail. Le procès s'éteint dans le produit. Ce produit est une valeur d'usage. Le travail s'est combiné avec son objet. Il s'est matérialisé dans un objet travaillé. L'ouvrier a tissé, et le produit est un tissu.

Si l'on considère tout le procès du point de vue du résultat, c'est-à-dire du produit, les moyens de travail et l'objet du travail apparaissent tous deux comme des moyens de production et le travail lui-même comme du travail productif.

Une valeur d'usage apparaît comme matière première, moyen de travail ou produit, suivant la fonction déterminée qui lui revient dans le procès de travail, suivant la place qu'elle y occupe.

Le capitaliste achète sur le marché des marchandises tous les facteurs nécessaires à son procès de travail : les facteurs matériels ou moyens de production, le facteur personnel ou force de travail. Il s'apprête donc à consommer la marchandise achetée, la force de travail, c'est-à-dire qu'il fait consommer par le détenteur de la force de travail, par l'ouvrier et le travail de celui-ci, les moyens de production.

Le procès de travail, en tant que procès de consommation de la force de travail par le capitaliste, présente deux phénomènes particuliers.

L'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste à qui son travail appartient.

En outre, le produit est la propriété du capitaliste et non pas du producteur direct, l'ouvrier. En achetant cette force de travail, le capitaliste a incorporé le travail même, comme une sorte de ferment vivant, aux éléments morts qui lui appartiennent également et qui doivent concourir à la formation du produit. À son point de vue, le procès de travail n'est que la consommation de la marchandise achetée par lui, la force de travail ; mais il ne peut la consommer qu'en y ajoutant des moyens de production.

Le capitaliste veut produire non pas seulement une valeur d'usage, mais une marchandise, non pas seulement une valeur d'usage, mais une valeur d'échange, non pas une simple valeur d'échange, mais une plus-value.

De même que la marchandise est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, de même son procès de production doit être à la fois procès de travail et procès de formation de valeur.

Si le procès de formation de valeur ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par le nouvel équivalent, il est simplement procès de production de valeur ; mais, s'il se prolonge au-delà de ce point, il devient procès de production de plus-value.

La valeur journalière de la force de travail était de 3 sh. parce que les moyens de subsistance journellement nécessaires à la production de la force de travail

coûtent une demi-journée de travail. La valeur de la force de travail et sa mise en valeur dans le procès de travail sont donc des grandeurs différentes. En achetant la force de travail, le capitaliste avait en vue cette différence de valeur. La propriété utile de la force de travail de faire du fil ou des bottes n'était qu'une condition *sine qua non*, parce qu'il faut que du travail humain soit dépensé sous une forme utile pour qu'il y ait création de valeur. Ce qui fut décisif, ce fut la valeur d'usage spécifique de cette marchandise d'être source de valeur, et de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. Voilà le service spécifique que le capitaliste attend d'elle. En cela, il se conforme aux lois éternelles de l'échange des marchandises. En effet, le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur d'échange et en aliène la valeur d'usage. Il ne saurait se procurer la première sans se défaire de la seconde. La valeur d'usage de la force de travail, le travail même, n'appartient pas davantage à son vendeur que la valeur d'usage de l'huile vendue n'appartient au marchand d'huile. Le possesseur d'argent a payé la valeur journalière de la force de travail ; l'usage lui en appartient donc durant la journée entière. Que la conservation journalière de la force de travail ne coûte qu'une demi-journée de travail bien que la force de travail agisse la journée entière, que par suite la valeur créée par son utilisation durant une journée entière soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulière pour l'acheteur, mais nullement une injustice à l'égard du vendeur.

C'est pourquoi l'ouvrier trouve à l'atelier les moyens de production nécessaires à un procès de travail non pas de six, mais de douze heures. Comme acheteur, le capitaliste a payé chaque marchandise à sa valeur, le coton aussi bien que les broches et la force de travail. On a échangé équivalent contre équivalent. Il a fait ensuite ce que fait tout acheteur de marchandises : il en a consommé la valeur d'usage. Le procès de consommation de la force de travail, qui est en même temps procès de production de la marchandise, a donné comme résultat un produit. Le capitaliste retourne alors sur le marché et vend de la marchandise après en avoir acheté. Il retire néanmoins de la circulation 3 sh. de plus qu'il n'y a mis primitivement. Toute cette opération, la conversion de son argent en capital, se passe dans la sphère de la circulation et ne s'y passe pas. Elle s'y passe, parce qu'elle a comme condition l'achat de la force de travail sur le marché ; et elle ne s'y passe pas, parce qu'elle ne fait que préparer le procès de mise en valeur qui s'accomplit dans la sphère de production. En transformant l'argent en marchandises qui servent à former la matière d'un nouveau produit et qui sont les facteurs du procès de travail, en infusant à la matérialité inerte la force de travail vivante, le capitaliste transforme en capital la valeur, le travail mort, passé, matérialisé ; il en fait une valeur productive de valeur.

Si nous comparons ensuite le procès de formation de valeur et le procès de travail, nous voyons que ce dernier consiste dans le travail utile qui produit des valeurs d'usage. Le mouvement est ici considéré au point de vue qualitatif. Dans le procès de formation de valeur, le même procès de travail ne se présente qu'au point de vue quantitatif. Il ne s'agit plus que du temps dont le travail a besoin pour son opération, ou de la durée pendant laquelle la force de travail est dépensée de façon utile. Les marchandises qui entrent dans le procès de travail ne

comptent plus comme facteurs matériels, déterminés quant à leur fonction, de la force de travail agissant dans un but déterminé, mais comme quantités déterminées de travail matérialisé. Qu'il soit contenu dans les moyens de production ou ajouté par la force de travail, le travail ne compte plus que d'après sa durée.

Il ne compte pourtant que dans la mesure où le temps employé à la production de la valeur d'usage est socialement nécessaire. Pour cela, différentes conditions doivent être remplies. Il faut d'abord que la force de travail fonctionne dans des conditions normales. Si, dans une société donnée, la machine à filer est le moyen de travail généralement employé pour le filage, il ne faut pas réduire l'ouvrier à un simple rouet. Au lieu de coton de qualité normale, il ne faut pas lui donner de la pacotille qui casse à tout instant. Mais le caractère normal des facteurs matériels du travail ne dépend pas de l'ouvrier, mais du capitaliste. Une autre condition est constituée par le caractère normal de la force de travail. Il faut que, dans la spécialité où elle est employée, elle possède le degré général moyen d'habileté, d'adresse, de rapidité, et soit dépensée suivant la mesure moyenne habituelle d'effort et le degré moyen ordinaire d'intensité. Le capitaliste y veille. Il a acheté la force de travail pour un laps de temps déterminé. Il tient à ne pas être frustré de ce qui lui revient ; il ne veut pas être volé. Enfin, il ne doit y avoir aucune consommation injustifiée de matière première ni de moyens de travail.

Comme unité du procès de travail et du procès de formation de valeur, le procès de production est procès de production de marchandises ; comme unité du procès de travail et du procès de production de plus-value, il est procès de production capitaliste, forme capitaliste de la production de marchandises.

Il est absolument indifférent, pour le procès de production de la plus-value, que le travail approprié par le capitaliste soit du travail social simple et moyen ou du travail compliqué, d'un poids spécifique supérieur. Le travail qui est considéré comme travail supérieur et compliqué, vis-à-vis du travail social moyen, est la manifestation d'une force de travail où entrent des frais plus élevés de formation, dont la production coûte donc plus de temps de travail et qui a donc une valeur plus grande que la force de travail simple. Si la valeur de cette force est supérieure, elle se manifeste par un travail supérieur et se matérialise par conséquent, dans les mêmes laps de temps, dans des valeurs proportionnellement supérieures.

La plus-value ne résulte que d'un surplus quantitatif de travail, de la durée prolongée du même procès de travail.

### 6. Capital constant et capital variable

Les différents facteurs du procès de travail prennent une part différente à la formation de la valeur des produits. L'ouvrier ajoute à l'objet du travail une valeur nouvelle, en y ajoutant une quantité déterminée de travail, abstraction faite du contenu déterminé, du but et du caractère technique de son travail. D'autre part, nous retrouvons la valeur des moyens de production consommés, sous forme d'éléments constitutifs de la valeur du produit, par exemple, dans la

valeur du fil, la valeur du coton et des broches. La valeur des moyens de production est donc conservée par le transfert qui s'en fait au produit. Ce transfert a lieu pendant que les moyens de production, dans le procès de travail, se transforment en produit. Il a comme intermédiaire le travail. Mais comment ?

Mais, comme cette addition et ce maintien sont deux résultats tout à fait différents, que l'ouvrier produit en même temps, bien qu'il ne fasse qu'un seul et même travail, cet effet double ne peut s'expliquer que par un caractère double du travail, qui, dans le même temps, doit, par une propriété, créer de la valeur et, par une autre, conserver ou transférer de la valeur.

En vertu de sa propriété générale abstraite de dépense d'une force de travail humaine, le travail du fileur ajoute une valeur nouvelle aux valeurs du coton et des broches ; et, en vertu de sa propriété concrète, particulière et utile de procès de filage, il transmet au produit la valeur de ces moyens de production et la conserve ainsi dans le produit. De là, l'aspect double de son résultat pour un même laps de temps.

Les conditions de production restant les mêmes, l'ouvrier conserve d'autant plus de valeur qu'il en ajoute davantage ; et il ne conserve pas davantage de valeur parce qu'il en ajoute davantage, mais parce qu'il l'ajoute dans des conditions invariables et indépendantes de son propre travail.

Au point de vue relatif, on peut dire que les valeurs anciennes conservées par l'ouvrier sont toujours en raison directe de la valeur nouvelle qu'il ajoute.

Dans le procès de travail, la valeur ne passe du moyen de production au produit qu'autant que le moyen de production, en même temps que sa propre valeur d'usage, perd également sa valeur d'échange ; il ne fait que transmettre au produit la valeur qu'il perd en tant que moyen de production. Le maximum de valeur que les moyens de production puissent perdre dans le procès de travail est évidemment limité par la grandeur de valeur primitive qu'ils possédaient au moment de leur entrée dans le procès de travail, ou par le temps de travail nécessaire à leur propre production. Les moyens de production ne peuvent donc pas ajouter au produit plus de valeur qu'ils n'en possèdent indépendamment du procès de travail auquel ils servent.

Le même moyen de production compte dans le même procès de production soit en totalité, soit en partie seulement, suivant qu'il est élément de l'un ou de l'autre des deux procès. Inversement, un moyen de production peut entrer en totalité dans le procès de formation de valeur et partiellement dans le procès de travail.

La valeur des moyens de production réapparaît donc dans la valeur du produit, mais, à vrai dire, elle n'est pas reproduite. Ce qui est produit, c'est la nouvelle valeur d'usage dans laquelle réapparaît l'ancienne.

L'excédent de la valeur totale du produit sur la somme des valeurs de ses éléments constitutifs est l'excédent du capital accru sur le capital primitivement avancé. D'une part les moyens de production, la force de travail d'autre part, ne sont que les diverses formes d'existence revêtues par la valeur-capital initiale en se dépouillant de sa forme argent pour devenir les facteurs du procès de travail.

La partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, en matières auxiliaires et en moyens de travail, ne modifie donc pas sa grandeur de valeur dans le procès de travail. Je l'appelle donc partie

constante du capital, ou, plus simplement, capital constant.

Par contre, la partie du capital transformée en force de travail change de valeur dans le procès de production. Elle reproduit son propre équivalent et un excédent, une plus-value qui peut elle-même varier et être plus ou moins grande. De grandeur constante, cette partie se transforme constamment en grandeur variable. Je l'appelle donc partie variable du capital, ou, plus simplement, capital variable.

Les mêmes éléments du capital qui, au point de vue du procès de travail, se distinguent comme facteurs objectifs et facteurs subjectifs, comme moyens de production et force de travail, se distinguent, au point de vue de la formation de la plus-value, en capital constant et capital variable.

## 7. Le taux de la plus-value

La plus-value que le capital avancé C a engendrée dans le procès de production, ou l'augmentation de valeur de la valeur-capital avancée, se présente d'abord comme l'excédent de la valeur du produit sur la valeur globale de ses éléments producteurs.

Nous avons vu que, pendant une période du procès de travail, l'ouvrier ne produit que la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire la valeur des subsistances qui lui sont nécessaires. Et, comme il produit dans un milieu qui repose sur la division sociale du travail, il ne produit pas ses subsistances directement, mais sous forme d'une marchandise particulière, le fil par exemple ; en d'autres termes, il produit une valeur égale à la valeur de ses moyens de subsistance ou à l'argent avec lequel il les achète. La partie de sa journée de travail qu'il emploie à cet effet est plus ou moins grande, suivant la valeur des moyens de subsistance qu'en règle générale il lui faut chaque jour, c'est-à-dire suivant le temps de travail qu'il faut en moyenne chaque jour pour leur production. J'appelle donc temps de travail nécessaire la portion de journée de travail pendant laquelle s'opère cette reproduction, et travail nécessaire le travail dépensé pendant ce temps : nécessaires pour l'ouvrier, parce qu'indépendants de la forme sociale de son travail ; nécessaires pour le capital et le monde capitaliste, parce que ceux-ci ont pour base l'existence permanente de l'ouvrier.

La deuxième période du procès de travail, que l'ouvrier prolonge au-delà des limites du travail nécessaire, lui coûte, il est vrai, du travail ou une dépense de force de travail, mais ne forme point de valeur à lui destinée. Elle forme de la plus-value qui a pour le capitaliste tout le charme d'une création sortant du néant. Cette portion de la journée de travail, je l'appelle temps de travail supplémentaire, et travail supplémentaire le travail dépensé. S'il importe, pour que nous puissions comprendre la valeur en général, de n'y voir que du temps de travail figé, du travail simplement réalisé, il n'importe pas moins, pour la connaissance de la plus-value, de n'y voir que du travail supplémentaire réalisé. L'esclavage et le salariat ne se distinguent, en tant que formes sociales économiques, que par le mode suivant lequel le travail supplémentaire est extorqué au producteur direct, à l'ouvrier.

La valeur de cette force de travail déterminant la portion nécessaire de la

journée de travail ; la plus-value étant, de son côté, déterminée par la portion supplémentaire de la journée de travail, nous avons : la plus-value est au capital variable comme le travail supplémentaire est au travail nécessaire, et le taux de la plus-value :

$$\frac{p}{v} = \frac{travail\ supplémentaire}{travail\ nécessaire}$$

Les deux proportions expriment le même rapport sous une forme différente, comme travail réalisé ou comme travail en mouvement.

Le taux de la plus-value est donc l'expression exacte pour le degré d'exploitation de la force de travail par le capital ou de l'ouvrier par le capitaliste.

Pour calculer le taux de la plus-value, la méthode est donc celle-ci : Nous prenons toute la valeur du produit et nous posons que la valeur du capital constant qui ne fait qu'y réapparaître est égale à zéro. La somme de valeur qui reste est la seule valeur réellement créée dans le procès de formation de la marchandise. Si la plus-value est donnée, nous la retranchons de la somme de valeur pour trouver le capital variable ; nous faisons le contraire quand, le capital variable étant donné, nous cherchons la plus-value. Si tous deux sont donnés, il ne reste plus à effectuer que l'opération finale et à calculer $\frac{p}{v}$, c'est-à-dire le rapport de la plus-value au capital variable.

Un exemple nous montre comment le capitaliste transforme son argent en capital. Le travail nécessaire de son ouvrier était de 6 heures, de même que le travail supplémentaire ; le degré d'exploitation de la force de travail était donc de 100 %.

Le produit de la journée de 12 heures, ce sont 20 livres de fil d'une valeur de 30 sh. Pas moins des 8/10 de cette valeur (24 sh.) sont formés par la valeur, qui ne fait que réapparaître, des moyens de production consommés (20 livres de coton à 20 sh ; broches, etc., à 4 sh.) et se composent de capital constant. Les 2/10 restants sont la valeur nouvelle de 6 sh. née pendant le procès de filage : la première moitié remplace le capital variable, c'est-à-dire la valeur journalière avancée de la force de travail, la seconde forme une plus-value de 3 sh. La valeur totale des 20 livres de fil se compose donc comme suit :

$$\frac{c}{24\ sh.} + \frac{v}{3\ sh.} + \frac{p}{3\ sh.}$$

Cette valeur totale se présentant dans le produit total de 20 livres de fil, il faut que les divers éléments de la valeur puissent être représentés en parties proportionnelles du produit.

Puisque 12 heures de travail de l'ouvrier se matérialisent en 6 sh., la valeur du fil, c'est-à-dire 30 sh., réalise 60 heures de travail. Elles existent en 20 livres de fil, dont les 8/10 ou 16 livres représentent 48 heures de travail écoulées avant le procès de filage, c'est-à-dire le travail matérialisé dans les moyens de production du fil, tandis que 2/10 ou 4 livres représentent les 12 heures de travail dépensées

dans le procès même de filage.

Nous avons vu plus haut que la valeur du fil est égale à la somme de la valeur nouvelle créée dans sa production, augmentée de la valeur préexistant déjà dans ses moyens de production. Nous venons de voir que les éléments, différents d'après leurs fonctions ou leur concept, de la valeur du produit peuvent être représentés dans des parties proportionnelles du produit lui-même.

Cette décomposition du produit, du résultat du procès de production, en trois quantités : une première, qui ne représente que le travail contenu dans les moyens de production, ou la partie constante du capital ; une seconde, qui ne représente que le travail nécessaire ajouté dans le procès de production, ou la partie variable du capital ; une dernière, enfin, qui ne représente que le travail supplémentaire ajouté dans ce même procès, ou la plus-value, est aussi simple qu'importante, comme le montrera plus tard son application à des problèmes complexes non encore résolus.

Nous appelons produit net la partie du produit qui représente la plus-value. Et, de même que la production de plus-value est le but déterminant de la production capitaliste, de même le degré de la richesse se mesure non point d'après la grandeur absolue du produit, mais d'après la grandeur relative du produit net.

## 8. La journée de travail

La somme du travail nécessaire et du travail supplémentaire, des parties de temps pendant lesquelles l'ouvrier produit l'équivalent de sa force de travail et la plus-value, constitue la grandeur absolue de son temps de travail, la journée de travail.

La journée de travail est donc une grandeur variable. Une de ses parties est, il est vrai, déterminée par le temps de travail exigé pour la reproduction constante de l'ouvrier lui-même, mais la grandeur totale varie suivant la longueur ou la durée du travail supplémentaire. La journée de travail est donc déterminable, mais essentiellement indéterminée.

Il est impossible de déterminer la limite minima.

Par contre, la journée de travail a une limite maxima. Elle ne peut se prolonger au-delà d'une certaine limite.

Un homme ne peut, pendant un jour naturel de 24 heures, dépenser qu'une quantité déterminée de force vitale. La force a besoin de se reposer, de dormir pendant une partie du jour ; pendant une autre partie, il faut à l'homme satisfaire d'autres besoins physiques. En dehors de cette limite purement physique, la prolongation de la journée de travail se heurte à des limites morales. L'ouvrier doit disposer d'un certain temps pour la satisfaction de certains besoins intellectuels et sociaux, dont le nombre et l'étendue sont déterminés par l'état général de la civilisation. La journée de travail varie donc dans des limites physiques et sociales. Toutes deux sont très élastiques et laissent la plus grande latitude.

Le capitaliste a acheté la force de travail à sa valeur journalière. La valeur d'usage de cette force lui appartient durant une journée de travail. Il a donc acquis le droit d'utiliser le travail de l'ouvrier durant une journée de travail. Mais

qu'est-ce qu'une journée de travail ? Le capitaliste envisage à sa façon cette limite nécessaire de la journée de travail. Comme capitaliste, il n'est que du capital personnifié. Il a pour âme l'âme du capital. Or, le capital n'a qu'un seul instinct, celui de s'accroître, de créer de la plus-value, d'absorber par sa partie constante, c'est-à-dire les moyens de production, la plus grande quantité possible de travail supplémentaire. Le capital est du capital mort qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant du travail vivant : plus il en suce, et plus il est vivant. Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille est le temps pendant lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il a achetée. Si l'ouvrier consomme à son propre profit du temps disponible, il vole le capitaliste.

Le capitaliste en appelle donc à la loi de l'échange des marchandises. Comme tout acheteur, il essaie de tirer le plus d'utilité possible de la valeur d'usage de sa marchandise. Mais voici que s'élève la voix de l'ouvrier : « La marchandise que je t'ai vendue se distingue de la foule des autres marchandises en ce que son usage crée de la valeur, et même une valeur supérieure à son prix d'achat. C'est du reste pour cela que tu l'as achetée. Ce que tu regardes comme accroissement de ton capital, je le regarde, moi, comme dépense supplémentaire de ma force de travail. Sur le marché, nous ne connaissons tous deux qu'une loi, celle de l'échange des marchandises. Et la consommation de la marchandise n'appartient pas au vendeur qui l'aliène, mais à l'acheteur qui l'acquiert. C'est donc à toi qu'appartient l'usage de ma force de travail journalière. Mais il faut que, moyennant le prix de vente quotidien, je puisse la reproduire chaque jour et la revendre. Bien ! Je tiens donc à gérer, en administrateur sage et économe, la seule fortune que je possède, ma force de travail, et à ne pas la gaspiller au petit bonheur. Je me réserve donc de n'en transformer chaque jour en action, en mouvement, en travail, que la quantité compatible avec sa durée normale et son développement régulier. En prolongeant outre mesure la journée de travail, tu peux, dans une seule journée, réaliser une plus grande somme de ma force de travail que je ne puis en remplacer en trois journées. Ce que tu gagnes en travail, je le perds en substance de travail. Il y a une grande différence entre utiliser ma force de travail et m'en dépouiller complètement. Si la période moyenne pendant laquelle peut vivre un ouvrier moyen fournissant une somme de travail raisonnable est de 30 ans, la valeur de ma force de travail que tu me paies un $\frac{1}{365 \times 30}$ jour dans l'autre est égale à ou 1/10 950 de sa valeur totale. Mais si tu la consommes en 10 ans, tu ne me paies cependant chaque jour que le 1/10 950 de sa valeur totale au lieu de 1/3 650 ; tu ne me donnes donc que le tiers de ce qui me revient et tu me voles chaque jour les deux tiers de la valeur de ma marchandise. Tu me paies une journée, alors que tu m'en prends trois. C'est contraire à notre contrat et à la loi de l'échange des marchandises. Je réclame donc une journée de travail de longueur normale ; je la réclame sans m'adresser à ton cœur. Qu'importe ! La chose que tu représentes vis-à-vis de moi n'a pas de cœur. »

On le voit : à part ces limites très élastiques, la nature même de l'échange des marchandises ne fournit pas de limites de la journée de travail, pas de limites, par conséquent, du travail supplémentaire. Le capitaliste use de son droit

d'acheteur, quand il prolonge la journée de travail le plus possible et d'une seule essaie d'en faire deux. D'autre part, la nature spécifique de la marchandise vendue implique, pour l'acheteur, une limitation de son droit de consommation, et l'ouvrier use de son droit de vendeur, quand il veut limiter la journée de travail à une durée normale déterminée. Il y a donc antinomie, le droit se heurte au droit, légitimé de chaque côté par la loi de l'échange des marchandises. Et c'est ainsi que, dans l'histoire de la production capitaliste, la lutte pour la fixation normale de la journée de travail n'est que la lutte pour la limitation de la journée de travail ; et les deux antagonistes sont le capitaliste total, c'est-à-dire la classe capitaliste, et l'ouvrier total, c'est-à-dire la classe ouvrière.

Ce n'est pas le capital qui a inventé le travail supplémentaire. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, l'ouvrier, qu'il soit libre ou esclave, est obligé d'ajouter au temps de travail nécessaire à sa propre conservation un temps de travail supplémentaire, pour produire les moyens de subsistance dont a besoin le propriétaire des moyens de production. Peu importe que ce propriétaire soit citoyen athénien, théocrate étrusque, citoyen romain, baron normand, esclavagiste américain, boyard valaque, seigneur foncier moderne ou capitaliste. C'est pourquoi nous sommes frappés d'horreur en constatant que, dans l'Antiquité, le sur-travail domine, dès qu'il s'agit de se procurer la valeur d'échange sous sa forme spécifique de monnaie, par l'extraction de l'or et de l'argent. Tuer l'ouvrier par le travail forcé, telle est la forme officielle du sur-travail.

Dès que des peuples, dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés dans les transactions mondiales dominées par le mode de production capitaliste, et que la vente de leurs produits à l'étranger devient leur préoccupation principale, les horreurs barbares de l'esclavage, du servage, etc., se complètent par les horreurs civilisées du surtravail. C'est pour cette raison que, dans le sud des États-Unis, le travail des nègres conserva un certain caractère patriarcal, tant que la production envisagea surtout les besoins personnels immédiats. Mais, à mesure que l'exportation du coton devint l'intérêt vital des États sudistes, le surmenage des nègres et même l'usure de leur vie par sept années de travail devinrent des facteurs d'un système calculé et calculateur.

Rien ne caractérise mieux cet état de choses que les appellations inventées par les ouvriers : plein temps pour le travail des adultes, demi-temps pour le travail de 6 heures par jour que les enfants de moins de 13 ans sont autorisés à fournir. L'ouvrier n'est plus que du temps de travail personnifié. Toutes les différences individuelles se résolvent en plein temps et demi-temps.

La production capitaliste a donc la tendance naturelle de s'approprier le même travail durant les 24 heures de la journée.

Qu'est-ce qu'une journée de travail ? Quelle est la durée de temps pendant laquelle le capital est en droit de consommer la force de travail dont il paie la valeur d'un jour ? Jusqu'à quel point la journée de travail peut-elle être prolongée au-delà du temps nécessaire à la reproduction de la force de travail ? On connaît la réponse du capital à ces questions : la journée de travail compte

24 heures, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuserait absolument la reprise de son service. Il va de soi que, par définition, l'ouvrier n'est, toute sa vie durant, que force de travail, que naturellement et légalement tout son temps disponible est du temps de travail et appartient donc au capital, qui en a besoin pour sa propre mise en valeur. Quant à donner du travail pour le développement du corps et de l'esprit, pour l'accomplissement des fonctions et des relations sociales, pour le libre jeu des forces physiques et intellectuelles, même pour la célébration du dimanche, et cela dans ce pays des sanctificateurs du dimanche, il n'y faut pas songer. Dans sa passion aveugle et effrénée, sa soif inextinguible de travail supplémentaire, le capital dépasse, non pas seulement les limites morales, mais encore les limites extrêmes et purement physiques de la journée de travail. Il usurpe le temps qui devrait être réservé pour la croissance, le développement et la saine conservation du corps. Il accapare le temps exigé pour emmagasiner l'air pur et la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et, si possible, l'incorpore au procès de production : en tant que simple moyen de production, l'ouvrier se voit ajouter de la nourriture, tout comme la chaudière se voit ajouter du charbon et la machine du suif ou de l'huile. Quant au sommeil normal, indispensable pour acquérir, renouveler, rafraîchir la force vitale, il le réduit à un certain nombre d'heures d'engourdissement, juste ce qu'il faut pour ranimer un organisme absolument épuisé. Ce n'est pas la conservation normale de la force de travail qui détermine la limite de la journée de travail ; c'est au contraire le maximum de dépense journalière de la force de travail qui, si pénible et si violente que puisse être cette dépense, détermine la limite du repos accordé à l'ouvrier. Le capital ne se soucie pas du temps que durera la force de travail. Ce qui l'intéresse, c'est uniquement le maximum de force de travail qu'il est possible de réaliser dans une journée. Il atteint son but en diminuant le temps pendant lequel peut durer la force de travail, semblable à l'agriculteur vorace qui augmente le rendement du sol en le dépouillant de sa fertilité. Ainsi la production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail supplémentaire, n'amène donc pas seulement, par la prolongation de la journée de travail, le dépérissement de la force de travail humaine, en la privant de ses conditions normales de développement et d'activité morale et matérielle ; elle amène l'épuisement prématuré et la mort de la force de travail ; elle ne prolonge d'une certaine durée le temps productif de l'ouvrier qu'en abrégeant la vie de ce même ouvrier.

Il a fallu des siècles pour que, par suite du développement du mode de production capitaliste, l'ouvrier libre consentît de son plein gré, c'est-à-dire fût obligé par la société, à vendre, pour le prix de ses moyens de subsistance habituels, tout son temps de vie active, voire toute sa capacité de travail, et à donner son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Il est donc naturel que la prolongation de la journée de travail, que du milieu du XIVe à la fin du XVIIe siècle, le capital cherche, avec l'aide de l'État, à imposer aux ouvriers adultes, corresponde à peu de chose près à la limitation du temps de travail que dans la seconde moitié du XIXe siècle l'État impose çà et là aux patrons, dans le but de les empêcher de transformer en capital le sang des enfants.

La fixation d'une journée de travail normale est le résultat d'une lutte de plusieurs siècles entre le capitaliste et l'ouvrier.

Le premier statut des laboureurs, sous Édouard III, en 1349, trouva son prétexte immédiat (non point sa cause) dans la grande peste qui décima la population, à tel point qu'un écrivain tory a pu dire : « La difficulté de trouver des ouvriers à des prix raisonnables devient vraiment intolérable. » Des lois coercitives fixèrent donc des salaires raisonnables et la durée de la journée de travail.

Il avait donc fallu au capital des siècles de lutte pour prolonger la journée de travail jusqu'à sa limite normale maxima, et même jusqu'aux limites naturelles de la journée de 12 heures. Mais il se produisit alors, depuis la naissance de la grande industrie dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, une précipitation violente, démesurée, semblable à une avalanche. Toutes les barrières établies par les mœurs et la nature, l'âge et le sexe, la nuit et le jour, furent renversées. C'étaient les orgies du capital.

Mais dès que la classe ouvrière, qui s'était laissé duper par le tohu-bohu de la production, eut quelque peu repris ses sens, la résistance s'organisa, d'abord en Angleterre, le berceau même de la grande industrie. Pendant trente ans, les concessions arrachées au patronat restèrent purement nominales. De 1802 à 1833, le Parlement vota trois lois sur le travail, mais eut toujours la malice de ne pas accorder un centime pour en assurer l'exécution obligatoire par la création des fonctionnaires nécessaires. Aussi demeurèrent-elles lettre morte. « Le fait est qu'avant la loi de 1833 les enfants et les adolescents des deux sexes étaient attelés au travail toute la nuit, tout le jour, parfois nuit et jour, suivant le bon plaisir de l'employeur. »

Ce n'est que depuis le Factory Act de 1833, qui s'applique aux filatures de coton, de laine, de lin et de soie, que l'industrie moderne connaît la journée de travail normale. Rien ne caractérise mieux l'esprit du capital que l'histoire de la législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864.

La loi de 1833 déclare que « la journée ordinaire de travail dans les fabriques doit commencer à 6 heures du matin et se terminer à 8 heures 1/2 du soir ; que dans ces limites, c'est-à-dire dans cette période de 15 heures, il est légal d'employer à n'importe quel moment de la journée de jeunes personnes de 13 à 18 ans, mais à la condition que la même jeune personne ne travaille pas plus de 12 heures dans la même journée, exception faite de certains cas spéciaux déterminés ».

Les législateurs pensaient tellement peu à limiter la liberté du capital dans l'exploitation de la force de travail des adultes, ou ce qu'ils appelaient la liberté de travail, qu'ils imaginèrent un système particulier pour prévenir une conséquence tellement monstrueuse du Factory Act. « Le grand vice du système des fabriques tel qu'il est organisé à l'heure actuelle, lisons-nous dans le premier rapport du Conseil central de la commission du 25 juin 1833, consiste en ce que, par nécessité, il faut étendre le travail des enfants à la longueur extrême de la journée de travail des adultes. Le seul remède à ce mal, si nous ne voulons pas provoquer un mal plus grand encore en limitant le travail des adultes, ce serait d'employer les enfants en séries doubles. » Sous le nom de système à relais (le

mot « relais » désigne en anglais aussi bien qu'en français le changement des chevaux de poste aux diverses stations), on mit en pratique ce beau plan : de 5 heures 1/2 du matin à 1 heure 1/2 de l'après-midi, on faisait travailler une équipe d'enfants, et une autre équipe de 1 heure 1/2 à 8 heures 1/2 du soir.

Pour récompenser messieurs les fabricants d'avoir, durant les vingt-deux années écoulées, ignoré de la façon la plus éhontée toutes les lois publiées sur le travail des enfants, on leur dorait maintenant la pilule. Le Parlement décida qu'à partir du 1er mars 1834 aucun enfant de moins de 11 ans, à partir du 1er mars 1835 aucun enfant de moins de 12 ans, et à partir du 1er mars 1836 aucun enfant de moins de 13 ans, ne devait travailler plus de 8 heures par jour dans une fabrique.

Et le même Parlement « réformé » qui, par égard pour les fabricants, condamnait pour de longues années encore les enfants de moins de 13 ans à fournir 72 heures de travail par semaine dans l'enfer des fabriques, défendit au contraire, dans l'acte d'émancipation, où il continuait du reste à verser la liberté goutte à goutte, de faire travailler aucun esclave nègre plus de 45 heures par semaine.

Les années 1846-1847 font époque dans l'histoire économique de l'Angleterre. On abrogea les lois sur les céréales, on supprima les droits d'entrée sur le coton et autres matières premières, on fit du libre-échange la règle absolue de la législation ; en un mot, ce fut le commencement du fameux règne millénaire. D'autre part, ce fut dans ces mêmes années que le mouvement chartiste et l'agitation pour l'obtention de la journée de 10 heures atteignirent leur point culminant.

La loi des 10 heures entra en vigueur le 1er mai 1848.

Pour bien comprendre, il convient de ne pas oublier que les lois de 1833, 1844 et 1847 limitaient la journée de l'ouvrier mâle âgé de plus de 18 ans et que, depuis 1833, la période de 15 heures, allant de 5 heures 1/2 du matin à 8 heures 1/2 du soir, restait la journée légale, dans les limites de laquelle il fallait, dans les conditions prescrites, faire exécuter d'abord le travail de 12 heures, puis le travail de 10 heures, des adolescents et des femmes.

C'est dans les industries qui les premières furent radicalement transformées par l'eau, la vapeur et la mécanique, dans ces premières créations du mode de production moderne, les filatures et tissages de coton, de laine, de lin et de soie, que le capital peut satisfaire sa soif d'une prolongation, sans mesure ni égards, de la journée de travail. La modification matérielle du mode de production et la modification correspondante opérée dans les rapports sociaux des producteurs amènent d'abord des excès démesurés, puis, par opposition, le contrôle social qui limite, réglemente et uniformise légalement la journée de travail avec ses moments de repos. Durant la première moitié du XIXe siècle, ce contrôle n'apparaît donc que sous forme de lois d'exception.

La réglementation de la journée de travail est chose achevée dans certaines industries ; dans d'autres, la lutte se poursuit. Mais toute son histoire nous montre très nettement que, dès que la production capitaliste a atteint un certain degré de maturité, l'ouvrier isolé « libre », vendeur de sa force de travail, succombe sans résistance possible. L'établissement d'une journée de travail

normale est donc le résultat d'une longue guerre civile plus ou moins ouverte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Les ouvriers anglais furent les champions non seulement de leurs camarades nationaux, mais de toute la classe ouvrière moderne, de même que leurs théoriciens furent les premiers à s'attaquer à la théorie du capital.

Péniblement et lentement, la France emboîte le pas à l'Angleterre. Il faut la révolution de Février pour faire naître la loi des 12 heures, bien plus défectueuse que son modèle anglais. Néanmoins, la méthode révolutionnaire française fait valoir ses avantages particuliers.

Aux États-Unis, tout mouvement ouvrier indépendant resta paralysé, tant que l'esclavage souillait une partie de la République. L'ouvrier blanc ne saurait s'émanciper là où l'ouvrier noir est stigmatisé. Mais la mort de l'esclavage fit éclore une vie nouvelle. Le premier fruit de la guerre civile fut l'agitation des 8 heures qui, avec une rapidité foudroyante, se répandit de l'Atlantique au Pacifique, de la Nouvelle-Angleterre à la Californie.

Pour se défendre « contre le serpent de leurs souffrances », les ouvriers sont forcés de se grouper, de se constituer en classe et de se faire donner une loi qui, barrière sociale infranchissable, les empêche de se vendre librement au capital et de se vouer, eux et leurs descendants, à la mort et à l'esclavage. Le catalogue pompeux des inaliénables droits de l'homme est remplacé par une modeste grande charte, qui limite légalement la journée de travail.

## 9. Taux et masse de la plus-value

Il suffit de connaître le taux pour connaître en même temps la masse de plus-value que chaque ouvrier fournit au capitaliste dans un temps déterminé. Si le travail nécessaire est de 6 heures par jour et qu'il se trouve exprimé dans une quantité d'or de 3 sh. : un écu, l'écu est la valeur journalière d'une force de travail ou la valeur capital avancée pour l'achat d'une force de travail. Si, en outre, le taux de la plus-value est de 100 %, ce capital variable d'un écu produit une masse de plus-value d'un écu ; en d'autres termes, l'ouvrier fournit chaque jour une masse de 6 heures de sur-travail.

La masse de la plus-value produite est égale à la grandeur du capital variable avancé multipliée par le taux de la plus-value, ou est déterminée par le rapport composé du nombre de forces de travail simultanément exploitées par le même capitaliste et du degré d'exploitation de chaque force de travail.

Mais, dans la production d'une masse déterminée de plus-value, la diminution de l'un des facteurs peut être compensée par l'accroissement de l'autre.

La diminution du capital variable peut donc être compensée par un accroissement proportionnel du degré d'exploitation de la force de travail ; la diminution du nombre des ouvriers occupés peut être compensée par la prolongation proportionnelle de la journée de travail. Dans certaines limites, l'augmentation de travail que le capital peut obtenir devient donc indépendante de l'augmentation du nombre d'ouvriers. Inversement, la diminution du taux de la plus-value ne modifie pas la masse de la plus-value produite, s'il y a accroissement proportionnel de la grandeur du capital variable ou du nombre des

ouvriers employés.

Mais la compensation du nombre d'ouvriers ou de la grandeur du capital variable par l'augmentation du taux de la plus-value ou la prolongation de la journée de travail rencontre des limites infranchissables.

La limite absolue de la journée de travail moyenne, toujours, de par sa nature, inférieure à 24 heures, forme donc une limite absolue à la compensation du capital variable par l'augmentation du taux de la plus-value, ou du nombre d'ouvriers employés par l'accroissement du degré d'exploitation de la force de travail.

La valeur et le degré d'exploitation de la force étant donnés et supposés égaux, les masses de valeur et de plus-value produites par des capitaux différents sont en raison directe des grandeurs des parties variables de ces capitaux, c'est-à-dire de leurs parties converties en force de travail vivante.

Ce n'est pas une somme quelconque d'argent ou de valeur qui peut se transformer en capital, mais un minimum d'argent ou de valeur d'échange doit se trouver entre les mains d'un propriétaire déterminé d'argent ou de marchandise. Ce minimum de capital variable est le prix de revient d'une force de travail individuelle employée toute l'année et tous les jours à la production de la plus-value. Si cet ouvrier était en possession de ses propres moyens de production et qu'il se contentât de vivre en ouvrier, il lui suffirait de travailler 8 heures par jour, c'est-à-dire le temps nécessaire à la production de ses moyens de subsistance. Il ne lui faudrait donc également des moyens de production que pour 8 heures de travail. Le capitaliste, au contraire, qui lui impose 4 heures de travail supplémentaire en sus de ces 8 heures, a besoin d'une somme d'argent additionnelle pour pouvoir fournir les moyens de production en surplus. Mais, d'après notre hypothèse, il devrait déjà employer deux ouvriers pour pouvoir vivre en ouvrier de la plus-value qu'il empoche chaque jour, c'est-à-dire satisfaire ses besoins indispensables. Dans ce cas, le but de sa production serait uniquement de se procurer des moyens de subsistance, et non pas d'acquérir des richesses ; or l'acquisition de richesses est impliquée dans la production capitaliste. Pour pouvoir vivre, ne fût-ce que deux fois aussi bien qu'un ouvrier ordinaire, et transformer en capital la moitié de la plus-value produite, il lui faudrait multiplier huit fois et le nombre des ouvriers et le minimum du capital avancé. Il est évident qu'il peut lui-même, tout comme son ouvrier, intervenir par son travail personnel dans le procès de production ; mais alors il n'est plus qu'un être intermédiaire entre le capitaliste et l'ouvrier, un « petit patron ». Parvenue à un certain degré de développement, la production capitaliste exige que le capitaliste puisse consacrer à l'appropriation et par suite au contrôle du travail d'autrui, ainsi qu'à la vente des produits de ce travail, tout le temps pendant lequel il fonctionne comme capitaliste, c'est-à-dire comme capital personnifié.

Dans le procès de production, le capital a fini par avoir la haute main sur le travail. Le capitaliste veille à ce que l'ouvrier fasse son travail comme il faut, avec l'intensité voulue.

Le capital est, en outre, devenu un rapport coercitif, qui force la classe ouvrière à faire plus de travail que n'en exige le cercle restreint de ses besoins personnels. Comme producteur d'activité étrangère, comme accapareur de la force de travail

et exploiteur du travail supplémentaire, il dépasse en énergie, en excès, en efficacité, tous les anciens systèmes de production basés sur le travail forcé direct.

Ce n'est plus l'ouvrier qui emploie les moyens de production, ce sont ceux-ci qui emploient celui-là. Au lieu d'être consommés par lui comme éléments matériels de son activité productive, ils le consomment lui-même comme le ferment de leur propre procès vital. Et ce procès vital du capital n'est en somme que le mouvement du capital en tant que valeur créant de la plus-value.

# Section IV

# La production de la plus-value relative

## 10. L'idée de la plus-value relative

Dans la production de la plus-value sous la forme considérée jusqu'ici, nous supposions un mode de production donné. Mais, pour qu'il y ait production de plus-value par transformation du travail nécessaire en sur-travail, il ne suffit nullement que le capital s'empare du procès de travail tel qu'il le rencontre sur son chemin et se contente d'en prolonger la durée. Il lui faut bouleverser les conditions techniques et sociales du procès de travail, c'est-à-dire le mode de production lui-même, afin d'accroître la force productive du travail, diminuer par là même la valeur de la force de travail et raccourcir la portée de la journée de travail nécessaire à la reproduction de cette valeur.

J'appelle plus-value absolue la plus-value produite par la prolongation de la journée de travail ; quant à la plus-value qui résulte du raccourcissement du temps de travail nécessaire et de la modification correspondante dans le rapport de grandeur des deux parties constitutives de la journée de travail, je l'appelle plus-value relative.

Dans la production capitaliste, l'économie de travail obtenue par le développement de la force productive du travail ne poursuit donc nullement une diminution quelconque de la journée de travail. Elle ne vise qu'à diminuer le temps de travail nécessaire à la production d'une quantité déterminée de marchandises.

Le capitaliste qui emploie le mode de production perfectionné s'approprie donc pour le sur-travail une plus grande partie de la journée de travail que les autres capitalistes de la même spécialité. Mais, d'autre part, cette plus-value extra disparaît dès que le nouveau mode de production se généralise et qu'il n'y a plus de différence entre la valeur individuelle et la valeur sociale des marchandises en question.

La loi qui détermine la valeur par le temps de travail force le capitaliste en possession de la nouvelle méthode à vendre sa marchandise au-dessous de sa valeur sociale ; devenue loi coercitive de la concurrence, elle pousse les autres producteurs à introduire chez eux la nouvelle méthode.

Pour qu'il y ait baisse de la valeur de la force de travail, il faut que l'accroissement de la force productive intéresse des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail et appartiennent, par

conséquent, au cercle des moyens habituels nécessaires à la vie ou puissent les remplacer.

La valeur des marchandises est en raison inverse de la force productive du travail. Il en est de même de la valeur de la force de travail, puisqu'elle est déterminée par la valeur des marchandises. Par contre, la plus-value relative est en raison directe de la force productive du travail.

La baisse de prix d'une marchandise ne déprécie la valeur de la force de travail que dans la mesure suivant laquelle cette marchandise entre dans la production de la force de travail.

## 11. La coopération

La collaboration d'une foule d'ouvriers, travaillant en même temps et dans le même lieu (ou, si l'on veut, sur le même champ de travail), sous les ordres du même capitaliste et en vue de la production de la même espèce de marchandise, constitue le point de départ historique et formel de la production capitaliste.

On appelle coopération cette forme de travail où beaucoup d'ouvriers travaillent côte à côte et ensemble, d'après un plan général, dans le même procès de production ou dans des procès différents, mais connexes.

Dans toute branche d'industrie, l'ouvrier individuel, Pierre ou Paul, diffère plus ou moins de l'ouvrier moyen. Ces divergences individuelles, qu'en mathématiques on appellerait des erreurs, se compensent et disparaissent dès que l'on réunit un certain nombre d'ouvriers.

Même si le mode de travail reste le même, l'emploi simultané d'un grand nombre d'ouvriers amène une révolution dans les conditions matérielles du procès de travail. Les bâtiments où beaucoup d'ouvriers sont réunis, les entrepôts pour les matières premières, etc., les récipients, les instruments, les appareils, etc., qui servent à plusieurs simultanément ou alternativement, bref, une partie des moyens de production est maintenant utilisée en commun dans le procès de travail. D'une part, la valeur d'échange des marchandises, et par suite des moyens de production, ne subit aucune augmentation du fait d'une exploitation plus intense de leur valeur d'usage. D'autre part, c'est sur une plus grande échelle que les moyens de production sont utilisés en commun. Une pièce où 20 tisserands travaillent avec 20 métiers doit être plus spacieuse que la chambre d'un tisserand indépendant qui n'occupe que 2 compagnons. Mais la construction d'un atelier pour 20 personnes demande moins de travail que celle de 10 ateliers dont chacun ne recevrait que 2 ouvriers. La valeur des moyens de production concentrés en masse et communs ne croît pas proportionnellement à leur étendue et à leur effet utile. Des moyens de production utilisés en commun cèdent à chaque produit isolé de moindres éléments de valeur, en partie parce que, par comparaison avec les moyens de production isolés, ils entrent dans le procès de production avec une valeur absolue plus grande, mais, à considérer leur champ d'action, avec une valeur relative moindre. Il y a donc diminution dans la valeur d'un élément du capital constant, et par conséquent diminution de la valeur totale de la marchandise, proportionnellement à la grandeur de l'élément considéré. L'effet est le même que si les moyens de production de la

marchandise avaient été fabriqués à meilleur marché.

De même que la force offensive d'un escadron de cavalerie ou la force défensive d'un régiment d'infanterie diffère essentiellement de la somme des forces offensives ou défensives déployées par chaque cavalier ou chaque fantassin, de même la somme des forces mécaniques d'ouvriers isolés diffère de la force sociale qui se développe quand beaucoup de bras collaborent simultanément à la même opération indivise.

Il ne s'agit pas ici de l'accroissement de la force productive individuelle par la coopération, mais de la création d'une force productive fonctionnant essentiellement comme force collective.

Sans même tenir compte de la nouvelle puissance de force qui résulte de la fusion en une force collective de beaucoup de forces isolées, il suffit, dans la plupart des travaux productifs, du simple contact social pour provoquer une émulation, une excitation des esprits animaux, qui accroissent la capacité productive individuelle, à tel point que 12 personnes, fournissant ensemble et simultanément une journée de travail de 144 heures, produisent beaucoup plus que 12 ouvriers isolés travaillant chacun 12 heures ou qu'un seul ouvrier travaillant 12 jours consécutifs. Cela vient de ce que l'homme est par nature sinon un animal politique, comme le dit Aristote, du moins un animal social.

Bien que de nombreux ouvriers exécutent simultanément et ensemble le même travail ou un travail analogue, le travail individuel de chaque ouvrier peut cependant, en tant que partie du travail total, représenter différentes phases du procès de travail que, par suite de la coopération, l'objet du travail parcourt plus rapidement. Quand les maçons forment la chaîne pour faire passer des pierres du pied d'un échafaudage à son sommet, chacun d'eux exécute la même besogne, et cependant les opérations particulières constituent des parties continues d'une manœuvre d'ensemble, des phases spéciales que chaque pierre doit parcourir dans le procès de travail et grâce à quoi les 24 bras de l'ouvrier total les font passer plus vite que ne le feraient les deux bras d'un seul ouvrier montant et descendant l'échafaudage. L'objet du travail parcourt en moins de temps le même espace. Il se fait d'autres combinaisons de travail quand, par exemple, un ouvrage est commencé de plusieurs côtés à la fois, bien que tous fassent la même besogne ou une besogne analogue.

Lorsque le procès de travail est compliqué, la seule masse des collaborateurs permet de répartir les différentes opérations entre différentes mains, de les faire par conséquent en même temps et d'abréger ainsi le temps de travail nécessaire à la confection du produit total.

D'une part, la coopération permet d'étendre en surface la sphère du travail. Aussi certains travaux la réclament-ils à cause de leur extension même. Tels sont le dessèchement, l'irrigation, la construction de digues, de canaux, de routes, de chemins de fer. D'autre part, tout en augmentant la production, elle permet de localiser le procès de travail sur un espace moindre, et permet de supprimer une masse de faux frais.

Le nombre des ouvriers coopérants, ou l'échelle de la coopération, dépend donc en premier lieu de la grandeur du capital que chaque capitaliste peut consacrer à l'achat de la force de travail, c'est-à-dire de la proportion dans laquelle chaque

capitaliste dispose des moyens de subsistance de nombreux ouvriers. Il en est du capital constant comme du capital variable. La dépense pour matières premières est 30 fois plus forte chez le capitaliste qui occupe 300 ouvriers que pour chacun des 30 capitalistes qui n'occupent chacun que 10 ouvriers. La valeur et la masse des moyens de travail utilisés en commun n'augmentent pas dans les mêmes proportions que le nombre des ouvriers employés, mais elles augmentent considérablement. La concentration de grandes masses de moyens de production entre les mains de quelques capitalistes est donc la condition matérielle de la coopération entre des ouvriers salariés, et l'étendue de la coopération ou l'échelle de la production dépend de l'étendue de la concentration.

Sur le champ de la production, les ordres du capitaliste sont tout aussi indispensables que ceux du général sur le champ de bataille.

Exécuté sur une grande échelle, tout travail directement social ou collectif exige plus ou moins une direction qui harmonise les activités individuelles et exécute les fonctions générales résultant du mouvement du corps productif total se différenciant du mouvement de ses organes indépendants. Un seul violoniste se dirige lui-même, un orchestre a besoin d'un chef. Cette fonction de direction, de surveillance et de médiation revient au capital, dès que le travail qui lui est subordonné devient coopératif. En tant que fonction spécifique du capital, la fonction de direction acquiert des caractères spéciaux.

En collaborant avec d'autres à la réalisation d'un but déterminé, l'ouvrier se débarrasse des limites posées à son individualité et développe sa puissance générique.

Au point de vue idéal, l'enchaînement de leurs travaux leur apparaît sous forme de plan, mais dans la pratique, c'est l'autorité du capitaliste, la puissance d'une volonté étrangère qui subordonne leur activité à son but.

À mesure que les ouvriers simultanément occupés augmentent de nombre, leur résistance s'accroît, entraînant nécessairement l'accroissement de la pression capitaliste en vue de maîtriser cette résistance. La direction exercée par le capitaliste n'est pas simplement une fonction spéciale qui lui revient et découle de la nature même du procès de travail social, mais elle est encore une fonction d'exploitation d'un procès de travail social ; elle a donc pour condition l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière exploitée.

Si, par son fond, la direction capitaliste est double, parce que tel est le caractère du procès de travail à diriger, elle est, quant à la forme, despotique. Dès que son capital atteint cette grandeur minima qui est le véritable début de la production capitaliste, de même il s'en remet maintenant, pour la surveillance immédiate et constante des ouvriers isolés ou des groupes d'ouvriers, à une espèce particulière de salariés. Tout comme une armée, une masse d'ouvriers travaillant ensemble a besoin d'officiers supérieurs (dirigeants) et de sous-officiers (surveillants, contremaîtres) qui, pendant le procès de travail, commandent au nom du capital.

Le capitaliste n'est pas capitaliste parce qu'il est directeur industriel, mais il devient chef industriel parce qu'il est capitaliste. Le commandement suprême dans l'industrie devient l'attribut du capital, comme au temps de la féodalité le commandement suprême à la guerre et dans les tribunaux était l'attribut du

propriétaire foncier.

La force productive que l'ouvrier développe comme ouvrier social est donc force productive du capital. La force productive sociale du travail se développe gratuitement, dès que les ouvriers sont placés en de certaines conditions ; or, le capital les y place. Comme la force productive sociale du travail ne coûte rien au capital et n'est, d'autre part, développée par l'ouvrier que lorsque son travail appartient au capital, elle apparaît comme force productive naturelle et immanente au capital.

La coopération dans le procès de travail, telle que nous la voyons dominer, dans les débuts de la civilisation, repose d'une part sur la propriété en commun des conditions de la production, et d'autre part sur ce fait que le simple individu reste aussi intimement rattaché à sa tribu ou à sa communauté que l'abeille à sa ruche. Par ces deux caractères, elle se distingue de la coopération capitaliste. L'emploi sporadique, sur une grande échelle, de la coopération dans le monde antique, le Moyen Âge et les colonies modernes repose sur des rapports immédiats de domination et de servitude, la plupart du temps sur l'esclavage. La forme capitaliste, au contraire, suppose de prime abord l'existence d'un salarié libre, qui vend sa force de travail au capital. Mais, historiquement, elle se développe par opposition avec l'agriculture et l'exercice indépendant des métiers, que ceux-ci possèdent ou non la forme corporative. Quand on établit un rapprochement, la coopération capitaliste n'apparaît pas comme une forme particulière de la coopération ; c'est au contraire la coopération qui se révèle comme une forme historique, particulière et spécifiquement caractéristique du mode de production capitaliste.

La coopération est la première modification que subisse le véritable procès de travail par sa subordination au capital. Cette modification s'opère naturellement. Sa condition, l'emploi simultané de nombreux salariés dans le même procès de travail, forme le point de départ de la production capitaliste.

## 12. Division du travail et manufacture

La coopération qui est fondée sur la division du travail acquiert sa forme classique dans la manufacture. Elle prédomine, en tant que forme caractéristique du procès de production capitaliste, pendant la période manufacturière proprement dite qui va, *grosso modo*, du milieu du XVI^e^ siècle jusqu'au dernier tiers du XVIII^e^.

La manufacture a une origine double. Des ouvriers exerçant des métiers différents et indépendants, qui doivent intervenir à tour de rôle dans la production d'un objet, sont rassemblés dans un seul atelier sous le commandement du même capitaliste.

Comme exemple, prenons donc la montre. Œuvre individuelle d'un artisan, la montre devient par la suite le produit social d'une foule d'ouvriers parcellaires. Quelques parties seulement passent par différentes mains, et tous ces « membres épars » ne s'assemblent qu'entre les mains de celui qui en fait finalement un tout mécanique.

Mais la manufacture peut avoir une origine tout opposée. Un grand nombre d'ouvriers fabriquant les mêmes objets ou des objets similaires sont occupés simultanément par le même capital dans le même atelier. On répartit donc le travail. Les différentes opérations ne sont plus effectuées successivement par le même ouvrier dans le même ordre ; elles sont dissociées les unes des autres, isolées, juxtaposées dans l'espace, assignées séparément à tel ou tel ouvrier et exécutées simultanément par l'ensemble des coopérateurs. La marchandise n'est plus le produit individuel d'un ouvrier indépendant qui accomplit des besognes diverses ; elle devient le produit social d'une réunion d'ouvriers, dont chacun ne fait continuellement qu'une seule et même opération partielle.

Cette forme parfaite produit des objets qui parcourent des phases de production connexes, toute une série de procès gradués, comme par exemple lorsque, dans la manufacture d'aiguilles, le fil de métal passe entre les mains de 72 ou même 92 ouvriers parcellaires spécialisés.

L'origine de la manufacture, sa naissance du métier, est donc double. D'une part, elle procède de la combinaison de métiers différents et indépendants que l'on désagrège et spécialise jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que des opérations partielles complémentaires dans le procès de production d'une seule et même marchandise. D'autre part, elle procède de la coopération d'ouvriers similaires, décompose le même métier individuel en ses différentes opérations particulières, puis isole et individualise celles-ci jusqu'au point où chacune d'elles devient fonction exclusive d'un ouvrier particulier. D'une part, la manufacture introduit donc la division du travail dans un procès de production et la développe de plus en plus ; d'autre part, elle combine des métiers précédemment distincts. Mais, quel que soit le point de départ spécial, la forme finale est toujours la même : un mécanisme de production dont les organes sont des hommes.

Composée ou simple, l'opération reste professionnelle et dépend par conséquent de la force, de l'adresse, de la rapidité, de la sûreté de main de chaque ouvrier dans le maniement de son instrument. Le métier reste la base. Cette base technique étroite exclut toute analyse vraiment scientifique du procès de production, puisque chaque procès partiel que le produit parcourt doit être réalisable comme travail professionnel partiel. C'est précisément parce que l'habileté professionnelle reste ainsi le fondement du procès de production que chaque ouvrier est exclusivement approprié à une fonction partielle et que sa force de travail devient pour toujours l'organe de cette fonction partielle.

Il est d'abord évident qu'un ouvrier qui, durant toute sa vie, exécute une seule et même opération simple transforme son corps tout entier en l'organe automatique et spécial de cette opération, qu'il accomplit en moins de temps que l'ouvrier qui fait alternativement toute une série d'opérations. Or, l'ouvrier collectif, qui forme le mécanisme vivant de la manufacture, se compose uniquement de tels ouvriers parcellaires spécialisés. Comparativement au métier autonome, il y a donc davantage de production en moins de temps ; la force productive du travail est augmentée.

De plus, la méthode du travail divisé se perfectionne, une fois que celui-ci est devenu fonction exclusive d'une seule personne. La répétition continuelle de ce

même acte limité et la concentration de l'attention sur cet acte limité apprennent, comme l'on sait, à l'ouvrier à obtenir l'effet utile voulu avec un minimum d'effort. Et, comme toujours des générations différentes d'ouvriers vivent et coopèrent simultanément dans les mêmes manufactures, les procédés techniques acquis de la sorte se multiplient et se transmettent. La manufacture produit en effet la virtuosité de l'ouvrier de détail, en reproduisant à l'atelier et en poussant systématiquement à l'extrême la division naturelle des métiers qu'elle a trouvée dans la société. D'autre part, en transformant le travail parcellé en vocation absolue d'un homme, elle répond au penchant des sociétés antiques qui tendaient à rendre les métiers héréditaires, à les pétrifier en castes ou à les ossifier en corporations, quand par hasard des conditions historiques déterminées produisaient une variabilité de l'individu, contraire au système des classes.

Un ouvrier qui exécute successivement les différents procès partiels de la production d'un objet est forcé de changer tantôt de place, tantôt d'instrument. Le passage d'une opération à une autre interrompt le cours de son travail et forme en quelque sorte des pores dans sa journée de travail. Ces pores se condensent, dès qu'il consacre toute la journée à la même opération continue, ou disparaissent au fur et à mesure que diminuent les changements d'opération. L'accroissement de la productivité est dû, soit à la dépense croissante de force de travail en un temps donné, par suite d'une intensité croissante du travail, soit à une diminution dans la dépense improductive de la force de travail.

La productivité du travail ne dépend pas seulement de la virtuosité de l'ouvrier, mais encore de la perfection de ses instruments. Il faut modifier les outils qui servaient jusque-là à des buts différents. Le sens de leur modification de forme résulte de la connaissance expérimentale des difficultés particulières que rencontre la forme non modifiée. La manufacture est caractérisée par la différenciation des outils, grâce à laquelle des outils de même espèce prennent des formes déterminées pour des usages spéciaux, et par la spécialisation de ces mêmes outils, grâce à laquelle chaque outil particulier ne donne tout son effet qu'entre les mains d'ouvriers parcellaires spécialisés.

En tant qu'elle combine des métiers primitivement dispersés, une telle manufacture diminue la séparation locale entre les phases spéciales de production de l'objet. Elle raccourcit le temps nécessaire pour passer d'un stade à l'autre, ainsi que le travail exigé par ces passages. Par comparaison avec le métier, il y a gain de force productive. D'autre part, le principe particulier de la division du travail exige l'isolement des diverses phases de production et leur indépendance réciproque en tant que travaux partiels professionnels. Pour que la connexion entre les fonctions isolées soit établie et maintenue, il faut que l'objet à fabriquer passe continuellement d'une main dans l'autre, d'un procès à l'autre. Au point de vue de la grande industrie, il y a là une infériorité caractéristique, coûteuse, immanente au principe même de la manufacture.

Comme le produit partiel de chaque ouvrier parcellaire n'est en même temps qu'un degré particulier de développement du même objet, il s'ensuit que chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers fournit à l'autre la matière première. Le résultat du travail de l'un sert de point de départ au travail de l'autre. Un ouvrier occupe donc directement l'autre. C'est l'expérience qui fixe le temps de travail nécessaire

à l'obtention de l'effet utile envisagé dans chaque procès partiel, et le mécanisme total de la manufacture est fondé sur la supposition qu'un résultat donné est atteint dans un temps donné. Ce n'est qu'à cette condition que les divers procès de travail qui se complètent peuvent s'opérer de façon ininterrompue, dans le même temps et le même lieu.

Cette dépendance immédiate des travaux et par suite des ouvriers oblige chacun à ne consacrer à sa fonction que le temps nécessaire et l'on réalise ainsi une continuité, une uniformité, une régularité, un ordre et surtout une intensité de travail supérieurs à ce qui s'obtient dans les métiers indépendants ou même dans la coopération simple. Dans la production de marchandises en général, la concurrence impose l'obligation de ne consacrer à chaque marchandise que le temps socialement nécessaire à sa production ; chaque producteur doit en effet, à parler superficiellement, vendre la marchandise à son prix marchand. Dans la manufacture, le procès de production a donc comme loi technique de produire dans un temps donné une quantité déterminée de marchandises.

La division manufacturière du travail simplifie donc et multiplie les organes qualitativement différents de l'ouvrier collectif social ; mais elle crée, en outre, un rapport mathématique fixe, pour déterminer l'étendue quantitative de ces organes, c'est-à dire le nombre relatif ou la grandeur relative des groupes d'ouvriers dans chaque fonction particulière. En même temps que le groupement qualitatif, elle développe la règle relative à la quantité, la proportionnalité du procès de travail social.

La période manufacturière, qui ne tarde pas à poser comme principe évident la diminution du temps de travail nécessaire à la production des marchandises, développe quand même çà et là l'usage des machines, surtout pour certains procès simples et initiaux, qu'il faut exécuter en grand et avec déploiement de beaucoup de force. Mais en général la machine joue le rôle secondaire qu'Adam Smith lui assigne à côté de la division du travail.

Le mécanisme spécifique de la période manufacturière, c'est l'ouvrier collectif lui-même, composé de beaucoup d'ouvriers parcellaires. Les différentes opérations, que le producteur d'une marchandise exécute alternativement et qui se fusionnent dans l'ensemble de son procès de travail, le sollicitent à des titres divers. Il lui faut déployer tantôt plus de force, tantôt plus d'habileté, tantôt plus d'attention ; or, le même individu ne possède pas toutes ces qualités au même degré. Une fois les différentes opérations séparées, isolées et rendues indépendantes, les ouvriers sont répartis, classés et groupés suivant leurs aptitudes particulières. Si leurs particularités naturelles constituent la base sur laquelle vient s'implanter la division du travail, la manufacture, quand elle est introduite, développe des forces de travail qui naturellement ne sont aptes qu'à des fonctions spéciales. L'ouvrier collectif possède alors toutes les capacités productives au même degré de virtuosité et les utilise en même temps de la façon la plus économique, en appliquant uniquement à leurs fonctions spécifiques tous ses organes, individualisés dans des ouvriers particuliers ou des groupes d'ouvriers. Plus l'ouvrier parcellaire est incomplet et même imparfait, plus il est parfait comme partie de l'ouvrier collectif. L'habitude d'une fonction unique le transforme en organe infaillible de cette fonction, tandis que la connexion du

mécanisme total le contraint à travailler avec la régularité d'une pièce de machine.

Les différentes fonctions de l'ouvrier collectif étant plus ou moins simples ou complexes, inférieures ou supérieures, ses organes, les forces de travail individuelles, exigent des degrés différents de développement, et possèdent donc des valeurs différentes. La manufacture développe donc une hiérarchie des forces de travail, à laquelle correspond une échelle des salaires.

Dans tout métier qu'elle englobe, la manufacture produit donc une classe d'ouvriers dits maladroits que le métier excluait impitoyablement. Après avoir, aux dépens de la capacité de travail tout entière, développé jusqu'à la virtuosité la spécialité particulière, elle se met à faire une spécialité du manque de tout développement. À côté de la gradation hiérarchique, nous avons alors la division des ouvriers en habiles et inhabiles. Pour les derniers, les frais d'apprentissage disparaissent ; pour les premiers, ils baissent.

La dépréciation relative de la force de travail, qui résulte de la disparition ou de la diminution des frais d'apprentissage, entraîne pour le capital un accroissement immédiat de la plus-value ; car tout ce qui réduit le temps nécessaire à la reproduction de la force de travail agrandit le domaine du sur-travail.

Le mécanisme social de production, composé de nombreux ouvriers parcellaires individuels, appartient au capitaliste. La force productive résultant de la combinaison des travaux apparaît donc comme force productive du capital.

À l'origine, l'ouvrier vend sa force de travail au capital, parce qu'il lui manque les moyens matériels nécessaires à la production d'une marchandise ; et, maintenant, sa force de travail individuelle refuse tout service à moins d'être vendue au capital. Elle ne fonctionne plus que dans un ensemble qui n'existe qu'après sa vente, dans l'atelier du capitaliste. Rendu incapable, de par sa condition naturelle, de faire quelque chose d'indépendant, l'ouvrier de manufacture ne développe plus d'activité productive que comme accessoire de l'atelier du capitaliste. De même que le peuple élu portait inscrit sur le front qu'il appartenait à Jéhovah, la division du travail imprime à l'ouvrier de manufacture un cachet qui le consacre propriété du capital.

L'ouvrier collectif et par conséquent le capital ne peuvent s'enrichir en force productive sociale que si l'ouvrier s'appauvrit en forces productives individuelles.

En fait, vers le milieu du XVIII^e siècle, certaines manufactures employaient pour quelques opérations simples, qui formaient des secrets de fabrique, de préférence des ouvriers à moitié idiots.

Un certain rabougrissement intellectuel et physique est inséparable même de la division du travail dans la société en général. Mais la période manufacturière, la première, fournit l'idée et la matière de la pathologie industrielle.

La division manufacturière du travail crée de nouvelles conditions de la domination du capital sur le travail. D'une part, elle apparaît donc comme progrès historique et facteur nécessaire de développement dans le procès de formation économique de la société ; mais, d'autre part, elle se révèle comme un moyen d'exploitation civilisée et raffinée.

La plainte contre l'indiscipline des ouvriers se continue ainsi durant toute la période manufacturière.

Le capital lutte constamment contre l'insubordination des ouvriers.

Le capital a vainement essayé d'accaparer tout le temps disponible de l'ouvrier de manufacture.

La manufacture ne pouvait ni s'emparer de toute la production sociale, ni la bouleverser de fond en comble. Comme œuvre d'art économique, elle s'élevait sur la large base des corps de métiers de la ville et de l'industrie domestique de la campagne. Sa propre base technique, toujours étroite, entra en conflit, dès que le développement fut arrivé à un certain degré, avec les besoins de production créés par la manufacture elle-même.

Une de ses créations les plus parfaites, ce fut l'atelier où se fabriquaient les instruments mêmes, surtout les appareils mécaniques compliqués déjà employés à cette époque.

L'atelier, produit de la division manufacturière du travail, produisit à son tour des machines.

## 13. Machinisme et grande industrie

Dans la manufacture, le point de départ de la révolution du mode de production est la force de travail ; dans la grande industrie, c'est le moyen de travail. Il faut donc rechercher d'abord comment le moyen de travail s'est transformé d'outil en machine, ou comment la machine se distingue de l'instrument de travail.

Tout mécanisme développé se compose de trois parties essentiellement différentes : le moteur, la transmission, la machine-outil. Le moteur agit comme force motrice de tout le mécanisme. Le mécanisme de transmission règle le mouvement, en modifie au besoin la forme, de perpendiculaire le rend circulaire, le distribue et le transmet aux machines-outils. C'est de la machine-outil que part la révolution industrielle du XVIIIe siècle. Et tous les jours, c'est encore la machine-outil qui forme le point de départ, quand le métier ou l'exploitation manufacturière se transforme en exploitation mécanique.

Examinons maintenant la machine-outil ou la véritable machine de travail. Nous y retrouvons au total, quoique bien souvent sous une forme très modifiée, les appareils et les instruments avec lesquels travaillent l'artisan et l'ouvrier de manufacture ; mais ce ne sont plus les instruments de l'homme, ce sont les outils d'un mécanisme, des outils mécaniques. Tantôt, toute la machine n'est qu'une édition mécanique plus ou moins modifiée de l'ancien instrument professionnel, comme c'est le cas pour le métier à tisser mécanique ; tantôt, les organes actifs, installés sur la charpente de la machine-outil, sont de vieilles connaissances : les fuseaux dans la machine à filer, les aiguilles dans les tricoteuses, les lames dans les scieries mécaniques, les couteaux dans les hachoirs. C'est jusque dans leur origine même que ces outils se distinguent du véritable corps de la machine. Pour la plupart, ils sont encore produits par le métier ou la manufacture, et ce n'est qu'ensuite qu'ils sont adaptés au corps de la machine qui, lui, est fourni par la

production mécanique. La machine-outil est donc un organisme qui, après avoir reçu le mouvement approprié, fait les opérations que l'ouvrier faisait auparavant avec des outils analogues. Que la force motrice provienne de l'homme ou d'une autre machine, cela ne change rien au fond de la chose.

Dès que le véritable outil a passé de l'homme à un mécanisme, la machine remplace le simple outil. La différence saute immédiatement aux yeux, quand bien même l'homme resterait le moteur initial. Le nombre des instruments avec lesquels il peut travailler en même temps est limité par le nombre de ses instruments naturels de production, ses propres organes corporels. En Allemagne, on essaya d'abord de faire manœuvrer deux rouets à la fois par un seul fileur travaillant en même temps des deux pieds et des deux mains. Mais ce travail était trop fatigant. Plus tard, on inventa un rouet à pédales muni de deux fuseaux ; mais les virtuoses capables de filer en même temps deux fils restèrent presque aussi rares que les hommes à deux têtes. La « Jenny », au contraire, file dès le premier jour avec 12 à 18 fuseaux, et la tricoteuse tricote avec plusieurs milliers d'aiguilles à la fois. Le nombre des outils avec lesquels cette machine-outil travaille simultanément est, de prime abord, émancipé de la limite organique qui restreint l'outil du simple ouvrier.

Pour que la machine puisse élargir son champ d'action et augmenter le nombre de ses outils travaillant à la fois, le mécanisme du mouvement doit être considérablement accru. Pour venir à bout de sa propre résistance, ce mécanisme réclame une force motrice supérieure à celle de l'homme.

Ce n'est qu'avec la seconde machine de Watt, dite à double effet, que l'on eut enfin un moteur produisant lui-même sa force motrice par la consommation du charbon et de l'eau, avec une puissance de force extrêmement soumise au contrôle de l'homme, mobile, moyen de locomotion, citadin et non pas campagnard comme la roue hydraulique, rendant possible la concentration de la production dans les villes au lieu de la disséminer, comme la roue hydraulique, à travers la campagne, universel dans son emploi technologique, presque entièrement indépendant des circonstances locales pour son lieu d'installation. Le grand génie de Watt se montra dans la spécification du brevet qu'il prit en avril 1784 ; il y décrivait sa machine à vapeur non point comme une invention à buts particuliers, mais comme l'agent général de la grande industrie.

Avec le nombre croissant des machines-outils qu'il actionne simultanément, le moteur s'amplifie et le mécanisme de transmission prend de vastes proportions. Deux cas peuvent alors se présenter : il y a coopération de beaucoup de machines du même genre, ou il y a un système de machines.

Dans le premier cas, tout le travail est fait par la même machine.

Peu importe qu'une telle machine soit la reproduction mécanique d'un outil plus complexe, ou la combinaison d'outils simples et différents ayant chacun un usage spécial dans la manufacture, dans la fabrique, nous voyons toujours réapparaître la coopération simple ; elle se montre d'abord dans l'agglomération locale de machines-outils fonctionnant simultanément.

Mais un véritable système de machines ne prend la place des machines indépendantes que lorsque l'objet de travail parcourt successivement une série continue de différents procès gradués, exécutés par une suite de machines-outils

différentes, mais se complétant réciproquement. Nous voyons réapparaître ici la coopération particulière à la manufacture et résultant de la division du travail ; mais c'est maintenant la combinaison de machines-outils parcellaires.

La machine-outil combinée, devenue un système articulé de différentes machines-outils isolées ou de divers groupes de ces machines-outils, est d'autant plus parfaite que son procès d'ensemble est plus continu, c'est-à-dire qu'il y a moins d'interruptions dans le passage de la matière première de la première phase à la dernière et que, par suite, le mécanisme intervient plus activement, au lieu de la main de l'homme, pour faire passer la matière première d'une phase à l'autre. Alors que, dans la manufacture, l'isolement des procès particuliers est un principe donné par la division même du travail, la fabrique développée a pour principe la continuité des procès particuliers.

Dès que la machine-outil peut exécuter, sans le secours de l'homme, tous les mouvements nécessaires au façonnage de la matière première et n'a plus besoin que d'un peu d'aide par-ci, par-là, nous avons un système automatique de machinisme.

En tant que système organisé de machines-outils qui ne reçoivent leur mouvement d'un automate central qu'au moyen du mécanisme de transmission, l'exploitation mécanique possède sa forme la plus développée. La machine isolée est ici remplacée par un monstre mécanique dont le corps remplit des bâtiments entiers, et dont la force démoniaque, dissimulée d'abord par les mouvements solennels et mesurés de ses membres gigantesques, fait explosion dans la sarabande folle de ses innombrables organes proprement dits.

De même que la machine isolée reste insignifiante tant qu'elle n'est actionnée que par les hommes ; de même que le système du machinisme ne put se développer librement qu'au moment où les forces motrices naturelles, l'animal, le vent et même l'eau, furent remplacées par la machine à vapeur, de même, la grande industrie se trouvait paralysée dans tout son développement tant que son moyen caractéristique de production, la machine elle-même, devait son existence à la force et à l'habileté d'un individu.

Le machinisme, à part certaines exceptions dont il sera question plus tard, ne fonctionne que par un travail directement socialisé ou commun. Le caractère coopératif du procès de travail devient donc maintenant une nécessité technique, imposée par la nature même du moyen de travail.

Semblable à tout autre élément du capital constant, le machinisme ne crée pas de valeur, mais transmet sa propre valeur au produit qu'il contribue à créer.

Une fois donnée la proportion suivant laquelle la machinerie transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette parcelle de valeur dépend de la machine. Moins celle-ci a coûté de travail, et moins elle ajoute de valeur au produit ; et moins elle cède de valeur, et plus elle est productive et plus son service se rapproche de celui des forces naturelles.

La productivité de la machine a donc pour mesure la force humaine qu'elle remplace.

Considérée exclusivement comme moyen de diminuer le prix du produit, la machinerie doit toujours – et c'est la seule limite qui lui soit imposée – exiger moins de travail pour sa construction qu'elle n'en remplace par son action. Pour

le capital, cette limite est cependant plus étroite. Il ne paie pas le travail, mais la valeur de la force de travail qu'il emploie. Pour lui, l'emploi de la machine est donc limité par la différence entre la valeur de la machine et la valeur de la force de travail que cette machine remplace.

En tant que la machinerie rend superflue la force musculaire, elle devient un moyen d'employer des ouvriers sans force musculaire ou d'un développement physique incomplet, mais d'une plus grande souplesse de membres. Faisons travailler les femmes et les enfants ! voilà ce que se dit le capital, quand il commença à se servir de machines. Ce puissant remplaçant du travail et des ouvriers devint ainsi le moyen d'augmenter le nombre des salariés en y englobant tous les membres de la famille ouvrière, sans distinction de sexe ni d'âge : tout le monde fut directement soumis au capital. Le travail forcé, au profit du capital, prit la place des jeux de l'enfance et même celle du travail libre, que l'ouvrier accomplissait pour sa famille dans le cercle domestique et dans les limites d'une saine moralité.

En jetant sur le marché du travail tous les membres de la famille, la machinerie répartit sur toute la famille la valeur de la force de travail de l'homme.

Pour faire vivre la famille, ces quatre personnes doivent donc fournir non seulement du travail, mais encore du sur-travail pour le capital. C'est ainsi que, de prime abord, la machinerie, en augmentant le matériel que le capital exploite surtout, c'est-à-dire le matériel humain, augmente en même temps le degré d'exploitation.

Autrefois, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait, en tant que personne libre, disposer librement. Aujourd'hui, il vend sa femme et ses enfants ; il devient marchand d'esclaves.

Suivant une enquête médicale officielle de 1861, le taux élevé de la mortalité, si nous ne tenons pas compte des conditions locales, est dû surtout à ce fait que les mères travaillent hors de chez elles et ne peuvent donc pas donner à leurs enfants les soins voulus, si même elles ne leur infligent pas de mauvais traitements ; les mères deviennent des étrangères pour leurs enfants, les laissent volontairement mourir de faim ou même les empoisonnent.

La révolution dans la culture du sol avait amené l'introduction du système industriel. « Des femmes mariées, travaillant en bandes avec des jeunes gens et des jeunes filles, sont, pour une somme déterminée, mises à la disposition du fermier par un homme, le chef de chantier, qui loue la bande tout entière. Ces bandes s'éloignent parfois à plusieurs milles de leurs villages ; soir et matin, on les rencontre sur les routes. Tous les phénomènes observés dans les districts industriels se reproduisent ici ; mais ce qui prédomine, ce sont les infanticides dissimulés et l'alimentation des enfants au moyen d'opiats. »

Le dépérissement moral des femmes et des enfants, résultant de l'exploitation de leur travail par le capital, a été décrit avec toute la précision voulue par Engels dans son ouvrage *Situation des classes ouvrières en Angleterre*, et par d'autres écrivains. Je n'ai donc pas à y revenir.

L'esprit de la production capitaliste se reflète très nettement dans la rédaction insuffisamment claire des articles de loi relatifs à cette éducation, dans le manque

de tout organisme administratif pouvant assurer l'efficacité de cette instruction obligatoire, dans l'opposition même des fabricants contre la loi et dans tous les subterfuges et faux-fuyants auxquels ils recouraient pour l'éluder.

Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail, c'est-à-dire d'abréger le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, elle devient, comme représentant du capital, et d'abord dans les industries dont elle s'est emparée immédiatement, le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle.

Or, la période de vie active de la machinerie est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou la durée journalière du procès de travail multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procédé se répète.

L'usure matérielle de la machine est double. Elle provient, d'une part, de l'usage : la machine s'use comme les pièces de monnaie en circulation. Elle provient, d'autre part, de l'inaction : la machine s'use comme une épée qui ne sert pas se rouille dans le fourreau.

À côté de l'usure matérielle, la machine subit en quelque sorte une usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange, à mesure que des machines du même type se construisent à moins de frais ou que d'autres machines perfectionnées lui font concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vigoureuse qu'elle puisse être, sa valeur n'a plus comme expression le temps de travail effectivement réalisé dans la machine, mais le temps nécessaire à sa propre reproduction ou à celle d'une machine meilleure. Plus est courte la période nécessaire à la reproduction de sa valeur totale, et moindre est le danger d'usure morale ; et plus la journée de travail est longue, et plus cette période est courte. Dès la première introduction de la machine dans quelque branche d'industrie, on voit se succéder coup sur coup de nouvelles méthodes en vue de la reproduire à meilleur marché, des perfectionnements qui intéressent non seulement des parties ou des appareils isolés, mais la construction entière. C'est donc dans la première période de son existence que la machine influe le plus fortement sur la prolongation de la journée de travail.

Le développement de la production mécanique donne, en effet, à une portion sans cesse croissante du capital une forme dans laquelle il peut toujours être mis en valeur, mais perd toute valeur d'usage ou d'échange, dès qu'il n'est plus en contact avec le travail vivant. La machine produit une plus-value relative, d'abord en dépréciant directement la force de travail et en la rendant meilleur marché par l'abaissement du prix des marchandises qui entrent dans sa reproduction, ensuite en transformant, dès sa première introduction sporadique, en travail multiplié le travail employé par le possesseur de machines, en élevant la valeur sociale du produit de la machine au-dessus de sa valeur individuelle et en permettant ainsi au capitaliste de remplacer la valeur journalière de la force de travail par une portion moindre du produit journalier. Pendant cette période de transition, où telle industrie mécanique reste une sorte de monopole, les bénéfices sont donc extraordinaires.

Avec la généralisation de la machinerie dans la même branche d'industrie, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. C'est l'application de la loi d'après laquelle la plus-value ne résulte pas des forces de

travail que le capitaliste remplace par des machines, mais des forces de travail qu'il y occupe.

Il est impossible, par exemple, d'extorquer à 2 ouvriers autant de plus-value qu'à 24. Si chacun des 24 ouvriers ne fournit pour 12 heures qu'une heure de sur-travail, ils fourniront ensemble 24 heures de sur-travail, tandis que le travail total des 2 ouvriers ne sera jamais que de 24 heures. L'application de la machinerie à la production de la plus-value comporte donc une contradiction immanente : des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, elle n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en réduisant l'autre, le nombre d'ouvriers.

Cette contradiction immanente apparaît dès que, par la généralisation de la machinerie dans une branche d'industrie, la valeur de la marchandise produite mécaniquement devient la valeur sociale régulatrice de toutes les marchandises de même espèce ; et c'est également cette contradiction qui pousse le capital, sans qu'il s'en rende compte, à la prolongation la plus extrême de la journée de travail, afin de compenser la diminution du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'augmentation non seulement du sur-travail relatif, mais encore du sur-travail absolu.

D'une part, l'emploi capitaliste de la machinerie crée donc de nouveaux et puissants motifs pour prolonger outre mesure la journée de travail ; il bouleverse le mode de travail et le caractère social de l'ouvrier de telle façon que toute résistance soit brisée. D'autre part, soit en embauchant des couches de la classe ouvrière jadis inaccessibles au capital, soit en libérant les ouvriers remplacés par la machine, il produit un excédent de population ouvrière qui est forcée d'accepter la loi dictée par le capital. De là, dans l'histoire de l'industrie moderne, ce phénomène curieux : la machine renverse toutes les barrières morales et naturelles de la journée de travail. De là, ce paradoxe économique : le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail se transforme dans le moyen le plus infaillible de rendre disponible pour la mise en valeur du capital tout le temps de l'ouvrier et de sa famille.

Il est évident qu'avec le progrès de l'industrie mécanique et l'expérience accumulée par toute une classe spéciale d'ouvriers, il dut y avoir accroissement de la vitesse et, par suite, de l'intensité du travail. C'est ainsi qu'en Angleterre, pendant un demi-siècle, la prolongation de la journée de travail et l'intensité croissante du travail de fabrique marchent de pair. On comprend cependant que, dans un travail où il ne s'agit pas de poussées passagères, mais d'une uniformité régulière se renouvelant tous les jours, il doive arriver un point de rencontre où l'extension de la journée de travail et l'intensité du travail s'excluent réciproquement, de sorte que la prolongation de la journée de travail ne puisse se faire qu'en diminuant l'intensité du travail, et qu'inversement l'accroissement de l'intensité entraîne forcément une diminution de la journée de travail.

Dès que le mécontentement croissant de la population ouvrière força l'État à raccourcir, par des mesures coercitives, le temps de travail et à imposer la journée normale d'abord à la fabrique proprement dite, à partir de ce moment donc où le capital se vit dans l'impossibilité d'augmenter la production de la plus-

value par la prolongation de la journée de travail, il se mit de toutes ses forces et en pleine connaissance de cause à produire de la plus-value relative, en accélérant le développement du système mécanique.

Il se produit en même temps une modification dans le caractère de la plus-value relative.

L'heure plus dense de la journée de 10 heures contient donc autant ou plus de travail, c'est-à-dire de force de travail dépensée, que l'heure plus poreuse de la journée de 12 heures. Son produit a donc autant ou plus de valeur que celui d'une heure de l'autre.

Mais comment ce travail est-il intensifié ?

Le premier effet du raccourcissement de la journée de travail repose sur cette loi évidente que la capacité d'action de la force de travail est en raison inverse du temps pendant lequel son action s'exerce. Dans certaines limites, on gagne donc en intensité ce que l'on perd en durée.

Dès que le raccourcissement de la journée de travail devient légal, la machine devient, entre les mains du capital, le moyen objectif et systématiquement employé d'extorquer plus de travail dans le même temps. Cela se fait de deux façons : en augmentant la vitesse des machines et en élargissant le champ de travail de chaque ouvrier chargé de surveiller un plus grand nombre de machines.

Il faut, en outre, perfectionner la construction des machines, soit afin d'exercer une plus grande pression sur l'ouvrier, soit pour accompagner l'intensification du travail, parce que la limite imposée à la journée de travail oblige le capitaliste à se montrer très économe dans les frais de production. Le perfectionnement de la machine à vapeur permet d'augmenter le nombre des coups de piston donnés à la minute et d'actionner, au moyen d'un même moteur, un mécanisme plus étendu, tout en dépensant moins de force et autant ou moins de charbon. Le perfectionnement du mécanisme de transmission diminue le frottement et, ce qui distingue si nettement la machinerie moderne de la machinerie ancienne, réduit le diamètre et le poids des grands et des petits arbres de couche à des dimensions toujours décroissantes. Enfin, les perfectionnements de la machinerie de travail en diminuant le volume tout en augmentant la rapidité et l'efficacité, comme dans le métier à tisser moderne, ou bien augmentent, en même temps que le corps de la machine, le volume et le nombre des outils qu'elle manie, comme dans le métier à filer, ou bien accroissent la mobilité de ces outils par d'insignifiantes modifications de détail.

En même temps que l'outil, la virtuosité de l'ouvrier dans son maniement passe de l'ouvrier à la machine. La capacité de travail de l'outil est émancipée des bornes personnelles de la force de travail humaine. De ce fait se trouve supprimée la base technique sur laquelle repose la division du travail dans la manufacture. Le classement hiérarchisé des ouvriers spécialistes, qui la caractérise, est remplacé, dans la fabrique automatique, par la tendance à égaliser et à niveler les travaux que doivent exécuter les aides de la machinerie ; les différences artificiellement créées entre les ouvriers parcellaires sont remplacées de façon prépondérante par les différences naturelles de l'âge et du sexe.

Au lieu d'être spécialisé, pour toute sa vie, dans le maniement d'un outil parcellaire, l'ouvrier le sera dans la conduite d'une machine parcellaire. On abuse de la machinerie pour faire de l'ouvrier, dès l'âge le plus tendre, un élément d'une machine parcellaire.

En même temps que le travail mécanique fatigue à l'extrême le système nerveux, il supprime le jeu varié des muscles et confisque toute libre activité physique et intellectuelle. Même la facilité plus grande du travail devient un moyen de torture, puisque la machine ne dispense pas l'ouvrier du travail, mais enlève à celui-ci son intérêt. Toute production capitaliste, en tant qu'elle crée non seulement de la valeur, mais encore de la plus-value, a ceci de particulier : l'ouvrier ne domine pas les conditions du travail, il est dominé par elles ; mais ce renversement des rôles ne devient réel et effectif au point de vue technique qu'avec l'emploi des machines. Transformé en automate, le moyen de travail, pendant le procès de travail, se dresse devant l'ouvrier sous forme de capital, de travail mort, qui domine et exploite la force de travail vivante.

Ce code, dans lequel le capital a formulé son pouvoir absolu sur les ouvriers, n'est que la caricature capitaliste de la réglementation sociale du procès de travail. Le code de punitions du surveillant a pris la place du fouet de l'ancien conducteur d'esclaves. Fourier a-t-il donc tort, en parlant des fabriques, de les appeler des bagnes modérés ?

La lutte entre le capitaliste et le salarié remonte à l'origine même du capital. Elle fait rage durant toute la période manufacturière. Mais ce n'est que depuis l'introduction du machinisme que l'ouvrier combat contre le moyen de travail, la forme matérielle d'existence du capital. Il se révolte contre cette forme déterminée du moyen de production, en tant qu'elle représente la base matérielle de la production capitaliste.

Dans presque toute l'Europe, il y eut, au XVII^e^ siècle, des révoltes ouvrières contre la machine à tisser les rubans et les galons. Vers la fin du premier tiers du XVII^e^ siècle, la populace détruisit une scierie à vent établie par un Hollandais dans la banlieue de Londres. Lorsque, en 1758, Evert construisit sa première tondeuse de laine, mue par l'eau, elle fut livrée au feu par les 100 000 ouvriers qu'elle privait de leur travail. La destruction en grand des machines dans les districts manufacturiers anglais – c'est ce qu'on appela le mouvement des luddites – fournit au gouvernement antijacobin d'un Sidmouth, d'un Castlereagh, le prétexte de violences profondément réactionnaires. Ce n'est qu'à la longue et par l'expérience que l'ouvrier apprend à faire le départ entre la machine et son emploi capitaliste, et dirige ses attaques non plus contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation.

Sous la forme machine, le moyen de travail devient aussitôt le concurrent de l'ouvrier.

Partout où la machine s'empare graduellement d'un champ de production, elle engendre la misère chronique dans la classe ouvrière qui lui fait concurrence. Quand la prise de possession est rapide, ses effets sont énormes et aigus.

Le moyen de travail tue l'ouvrier.

Mais, dans la grande industrie, le perfectionnement ininterrompu de la

machinerie et le développement du système automatique produisent des effets analogues.

Mais qui donc aurait pu pressentir en 1860, l'année de l'apogée de l'industrie cotonnière anglaise, les perfectionnements accélérés apportés à la machinerie et le déplacement correspondant du travail manuel qu'allaient provoquer les trois années suivantes sous l'aiguillon de la guerre de Sécession ?

De 1861 à 1868, le nombre des broches s'accrut de 1 612 541, tandis que le nombre des personnes employées baissa de 50 505.

Le machinisme devient l'arme de guerre la plus puissante en vue de réprimer les révoltes périodiques et les grèves des ouvriers dirigées contre l'autocratie du capital. La machine à vapeur fut dès le premier jour l'antagoniste de la « force humaine », permettant au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers, qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à ses débuts. On pourrait écrire toute une histoire des inventions faites depuis 1830 qui n'eurent pas d'autre but que de servir au capital de moyen de guerre contre les émeutes ouvrières.

Les contradictions et les antagonismes inséparables de l'emploi capitaliste des machines n'existent pas, parce qu'ils ne découlent pas des machines mêmes, mais de leur emploi capitaliste !

Si les ouvriers sont ainsi dépouillés de leurs moyens de subsistance, on ne saurait en rendre responsable la machine en elle-même.

À mesure que s'accroît la masse des matières premières, des produits demi-façonnés, des instruments de travail, etc., que le machinisme fournit avec un nombre relativement faible d'ouvriers, les industries qui travaillent sur ces matières premières et ces produits demi-façonnés se divisent à l'infini, et la variété des branches sociales de production augmente en conséquence. Le machinisme pousse donc la division sociale du travail beaucoup plus loin que ne l'a fait la manufacture, parce qu'il accroît davantage la force productive des industries dont il s'empare.

Le machinisme a pour premier résultat d'augmenter la plus-value ainsi que la masse des produits qui représentent cette plus-value, c'est-à-dire d'agrandir ces couches sociales en même temps que la substance dont se nourrissent la classe capitaliste et ses fidèles. L'augmentation de leur richesse, et la diminution relativement constante du nombre des ouvriers nécessaires à la production des moyens de subsistance de première nécessité, produisent, en même temps que de nouveaux besoins de luxe, de nouveaux moyens d'y satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en surplus et une partie plus considérable de ce surplus est reproduite et consommée sous des formes affinées et plus variées. La production de luxe s'accroît.

Enfin, l'accroissement extraordinaire de la force productive dans les sphères de la grande industrie, accompagnée d'une exploitation plus intensive et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer à des besognes improductives une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière et de reproduire, en masses de plus en plus compactes, les anciens esclaves domestiques.

L'augmentation des moyens de production et de subsistance, accompagnée

d'une diminution relative du nombre des ouvriers, amène l'extension du travail dans des branches d'industrie dont les produits, tels que canaux, entrepôts, tunnels, ponts, etc., n'auront de rendement que dans un avenir éloigné. Soit directement sur la base du machinisme, soit indirectement sur la base du bouleversement industriel général qui lui correspond, il se crée des branches toutes nouvelles de production et, par suite, de nouveaux champs de travail.

Tant que l'exploitation mécanique s'étend dans une branche d'industrie aux dépens des anciens métiers ou de la manufacture, ses succès sont aussi certains que le seraient ceux d'une armée pourvue de fusils à aiguille contre une armée d'arbalétriers. Cette première période, pendant laquelle la machine commence par conquérir son champ d'action, est d'une importance décisive, à cause des bénéfices extraordinaires qu'elle aide à produire.

Mais, dès que le système de fabrique a acquis une base assez large et un certain degré de maturité ; dès que sa base technique, la machinerie, est à son tour produite au moyen de machines ; dès que l'extraction du charbon et du fer a été bouleversée, ainsi que le travail des métaux et l'organisation des transports ; en un mot, dès que sont réalisées les conditions générales de production correspondant à la grande industrie, ce mode d'exploitation acquiert une élasticité, une capacité de s'étendre brusquement et par bonds, qui ne rencontrent d'autres limites que les matières premières et les débouchés. Le machinisme entraîne d'une part l'augmentation directe des matières premières, comme la machine à éplucher le coton a augmenté la production du coton. D'autre part, le bon marché du produit mécanique et la modification profonde des moyens de transport et de communication permettent de conquérir des marchés étrangers. Se trouvant constamment en surnombre dans les pays de grande industrie, les ouvriers en ont été réduits à émigrer en masse et à coloniser des pays étrangers, qui deviennent alors producteurs de matières premières pour la mère patrie ; c'est ainsi que l'Australie fournit de la laine à l'Angleterre. Il se crée ainsi une nouvelle division internationale du travail correspondant aux grands centres de l'exploitation mécanique : une partie du globe se transforme de préférence en champ de production agricole pour l'autre partie devenue champ de production industrielle. Cette révolution se rattache à des bouleversements dans l'agriculture, que ce n'est pas encore le moment d'exposer ici.

L'expansibilité énorme, mais saccadée, du système de fabrique et sa dépendance du marché mondial amènent nécessairement une production fébrile, suivie de l'encombrement des marchés, dont la contraction provoque la paralysie. La vie de l'industrie devient ainsi une succession de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'insécurité et l'instabilité, à quoi l'exploitation mécanique soumet l'occupation et par suite la situation même de l'ouvrier, deviennent l'état normal, grâce à ces variations périodiques du cycle industriel. Déduction faite des moments de prospérité, les capitalistes se disputent de la façon la plus âpre leur place individuelle sur le marché.

La modification qualitative dans l'industrie mécanique rejette constamment des ouvriers de la fabrique ou en défend l'accès au flot des nouveaux postulants, tandis que le développement purement quantitatif des fabriques absorbe, en

même temps que les ouvriers congédiés, de nouveaux contingents. Les ouvriers sont donc continuellement repoussés et attirés, ballottés de côté et d'autre.

Le développement du système de fabrique et la révolution qui l'accompagne dans l'agriculture amènent une extension de la production. Et cela s'applique non seulement à la production en grand, qu'elle emploie ou non des machines, mais encore à ce qu'on appelle l'industrie à domicile, qu'elle se pratique dans les habitations privées des ouvriers ou dans de petits ateliers. Cette moderne industrie à domicile n'a que le nom de commun avec l'ancienne, qui supposait le métier urbain indépendant, une exploitation agricole indépendante, et surtout une maison appartenant à la famille ouvrière. Elle est devenue de nos jours une succursale extérieure de la fabrique, de la manufacture ou du magasin. À côté des ouvriers de fabrique et de manufacture, ainsi que des artisans qu'il concentre en grandes masses dans les mêmes locaux où il les commande directement, le capital fait mouvoir, au moyen de fils invisibles, toute une armée supplémentaire d'ouvriers à domicile, disséminés dans les grandes villes et dans les campagnes.

L'économie des moyens de production, érigée pour la première fois en système par l'exploitation mécanique, et constituant, dès le premier jour, le gaspillage le plus effréné de la force de travail, est un vol commis aux dépens des conditions normales de la fonction de travail ; cette économie fait ressortir maintenant ses tendances antagoniques et meurtrières d'autant plus fortement que dans une branche d'industrie se trouvent développées la force productive sociale du travail et la base technique des procès de travail combinés.

En réglementant le travail dans les fabriques, les manufactures, etc., la législation de fabrique apparaît d'abord comme une immixtion dans les droits d'exploitation qui appartiennent au capital. Toute réglementation du travail à domicile semble au contraire un empiétement direct sur la puissance paternelle, et le Parlement anglais, dans la délicatesse de ses sentiments, affecta longtemps de reculer devant cette mesure. Mais la force des choses l'obligea finalement à reconnaître que la grande industrie dissout, en même temps que le fondement économique de la famille antique et du travail familial correspondant, toutes les anciennes relations familiales. Il fallut proclamer le droit des enfants.

La loi sur les fabriques ne fut d'abord qu'une loi d'exception s'appliquant aux filatures et aux tissages, ces premières formes de l'exploitation mécanique. Puis la nécessité s'imposa d'en faire une loi générale réglementant toute la production sociale, par suite même de l'évolution historique de la grande industrie.

Deux circonstances jouèrent un rôle décisif : des expériences répétées ont montré que le capital, soumis au contrôle de l'État sur quelques points, se dédommage sans mesure sur les autres points, et les capitalistes eux-mêmes n'ont pas cessé de réclamer à cor et à cri l'égalité des conditions de concurrence, c'est-à-dire l'établissement, pour l'exploitation du travail, de barrières égales pour tous.

Si la généralisation de la législation des fabriques est devenue inévitable en tant que moyen matériel et moral de protéger la classe ouvrière, elle généralise également et accélère, ainsi que nous l'avons indiqué déjà, la concentration du capital et l'hégémonie du régime de fabrique, en transformant les procès de

travail isolés et peu importants en procès de travail combinés s'exécutant sur une grande échelle sociale. Elle détruit toutes les formes anciennes ou transitoires qui servent encore parfois de paravent à la domination du capital et les remplace par une domination directe et ouverte. En même temps, elle généralise la lutte directe contre cette domination. Tandis qu'elle impose dans les ateliers individuels l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle augmente, par l'énorme émulation que la limitation et la réglementation de la journée de travail impriment à la technique, l'anarchie et les catastrophes dans la production capitaliste en général, l'intensité du travail et la concurrence entre la machinerie et l'ouvrier. En faisant disparaître les sphères de la petite industrie et du travail à domicile, elle anéantit les derniers refuges des ouvriers en surnombre et, par suite, la soupape de sûreté de tout le mécanisme social. En même temps que les conditions matérielles et la combinaison sociale du procès de production, elle mûrit les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste et, par conséquent, les éléments de formation d'une société nouvelle et les facteurs destructeurs de l'ancienne société.

Dans la sphère de l'agriculture, la grande industrie exerce une action d'autant plus révolutionnaire qu'elle détruit le pilier de l'ancienne société, le paysan, et le remplace par des salariés. Les besoins de révolution sociale et les contrastes de la campagne sont ainsi mis au même niveau que ceux de la ville.

L'exploitation la plus routinière et la plus irrationnelle est remplacée par l'application consciente, technique de la science.

Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste du mode de production apparaît à la fois comme le martyrologe des producteurs, le moyen de travail comme moyen de domination, d'exploitation et d'appauvrissement de la classe ouvrière, la combinaison sociale des procès de travail comme la suppression organisée de la vitalité individuelle, de la liberté et de l'indépendance de l'ouvrier. Disséminés sur de plus grandes étendues, les ouvriers agricoles ont moins de force de résistance ; concentrés, les ouvriers des villes en ont beaucoup plus. Tout comme dans l'industrie urbaine, l'augmentation de la force productive et le rendement supérieur du travail dans l'agriculture moderne ne s'obtiennent que par la dévastation et la destruction de la force de travail elle-même. Et tout progrès de l'agriculture capitaliste n'est pas simplement un progrès dans l'art de dépouiller l'ouvrier, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; et toute augmentation, dans un temps donné, de la fertilité de la terre constitue en même temps un progrès dans la ruine des sources permanentes de cette fertilité. Plus un pays, comme par exemple les États-Unis d'Amérique, a comme point de départ la grande industrie, et plus est rapide ce procès de destruction. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du mode de production capitaliste qu'en minant, en même temps, les sources vives de toute richesse : la terre et l'ouvrier.

# Section V

# Production de la plus-value absolue et de la plus-value relative

## 14. Plus-value absolue et plus-value relative

Avec le caractère coopératif du procès de travail s'élargit donc nécessairement le concept du travail productif, et celui du représentant de ce travail, l'ouvrier productif. Pour fournir un travail productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre : il suffit d'être un organe de l'ouvrier collectif, d'accomplir quelque fonction inférieure.

Mais, d'autre part, le concept du travail productif se rétrécit. Seul est productif l'ouvrier qui produit de la plus-value pour le capitaliste ou qui contribue à la mise en valeur du capital. La notion d'ouvrier productif ne renferme donc pas simplement un rapport entre l'activité et l'effet utile, entre l'ouvrier et le produit, mais encore un rapport spécifiquement social, d'origine historique, se rapportant à la production et qui fait de l'ouvrier le moyen direct de la mise en valeur du capital. La subordination réelle remplace la subordination formelle.

À un certain point de vue, la différence entre les plus-values, absolue et relative, apparaît comme illusoire. La plus-value relative est absolue, puisqu'elle exige la prolongation absolue de la journée de travail au-delà du temps nécessaire à l'existence de l'ouvrier. La plus-value absolue est relative, puisqu'elle exige un développement de la productivité du travail, lequel permet de réduire le temps de travail à une partie de la journée de travail. Mais, quand on envisage le mouvement de la plus-value, cette apparence d'identité disparaît. Aussitôt que le mode de production capitaliste se trouve établi et est devenu le mode général de production, la différence se fait sentir entre la plus-value absolue et la plus-value relative.

Supposons que la force de travail soit payée à sa valeur. Une alternative se présente : la force productive du travail et le degré normal de son intensité étant donnés, le taux de la plus-value ne peut être augmenté que par la prolongation absolue de la journée de travail ; ou bien, la limite de la journée de travail étant donnée, le taux de la plus-value ne peut être augmenté que par la modification quantitative relative de ses éléments constitutifs, c'est-à-dire du travail nécessaire et du sur-travail ; mais, dans ce cas, pour que le salaire ne soit pas inférieur à la valeur de la force de travail, il y aura forcément modification dans la productivité

ou l'intensité du travail.

Tout aussi bien que les forces sociales et historiquement développées, les forces productives naturelles apparaissent comme forces productives du capital, dont elles font partie intégrante.

Lorsque les conditions naturelles sont favorables, le sur-travail devient possible, mais sans qu'il y ait forcément réalisation, c'est-à-dire plus-value ou surproduit. Grâce à la diversité des conditions naturelles du travail, la quantité de travail nécessaire à la satisfaction des divers besoins varie suivant les pays ; par suite, les circonstances restant les mêmes pour le surplus, le temps de travail nécessaire sera différent. Les conditions naturelles ne peuvent qu'imposer des limites naturelles au sur-travail, en déterminant le point où peut commencer le travail pour autrui. Les progrès de l'industrie reculent de plus en plus cette limite.

## 15. Variation dans le rapport de grandeur entre le prix de la force de travail et la plus-value

Nous supposons que 1° les marchandises sont vendues à leur valeur, et que 2° le prix de la force de travail peut à l'occasion dépasser sa valeur, mais qu'il ne peut jamais descendre au-dessous.

Nous constatons ainsi que les grandeurs relatives du prix de la force de travail et de la plus-value dépendent de trois conditions : 1° la longueur de la journée de travail, ou la grandeur extensive du travail ; 2° l'intensité normale du travail, ou sa grandeur intensive, une somme déterminée de travail étant dépensée en un temps déterminé ; 3° enfin la force productive du travail, la même somme de travail fournissant, suivant le degré de développement des conditions de production, dans le même temps, une quantité plus ou moins grande de produit. Des combinaisons très différentes sont évidemment possibles.

Nous n'exposons ci-dessous que les combinaisons principales.

I. – La durée de la journée de travail et l'intensité du travail sont données. La force productive du travail est variable.

II. – La journée de travail est constante ainsi que la force productive du travail. L'intensité du travail est variable.

III. – La force productive et l'intensité du travail sont constantes. La journée de travail varie.

IV. – La durée, la force productive et l'intensité du travail varient en même temps.

## 16. Formules diverses pour le taux de la plus-value

Le taux de la plus-value est représenté par les formules suivantes :

$$\text{I.}\quad \frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}}\left(\frac{p}{v}\right)=\frac{\text{plus-value}}{\text{valeur de la force de travail}}$$
$$=\frac{\text{sur-travail}}{\text{travail nécessaire}}$$

Les deux premières formules expriment comme rapport des valeurs ce que la troisième exprime comme rapport des temps dans lesquels ces valeurs sont produites. Ces formules, complémentaires l'une de l'autre, ont un sens rigoureux. Elles figurent en fait dans l'économie politique classique, avec les formules dérivées suivantes :

$$\text{II.}\quad \frac{\text{sur-travail}}{\text{journée de travail}}=\frac{\text{plus-value}}{\text{valeur du produit}}=\frac{\text{surproduit}}{\text{produit total}}$$

Une seule et même proportion s'exprime ici tour à tour dans la formule des temps de travail, des valeurs où ces temps se réalisent, des produits où ces valeurs existent.

Dans toutes ces formules, le véritable degré d'exploitation du travail, ou le taux de la plus-value, est exprimé de façon inexacte. Soit une journée de travail de 12 heures. D'après ce que nous avons établi plus haut, le véritable degré d'exploitation du travail serait, dans notre exemple, représenté comme suit :

$$\frac{\text{6 heures de sur-travail}}{\text{6 heures de travail nécessaire}}$$
$$=\frac{\text{capital variable de 3 sh.}}{\text{plus-value de 3 sh.}}=100\ \%$$

Mais, d'après les formules II, nous avons :

$$\frac{\text{6 heures de sur-travail}}{\text{journée de travail de 12 heures}}$$
$$=\frac{\text{plus-value de 3 sh.}}{\text{produit de valeur de 6 sh.}}=50\ \%$$

Ces formules dérivées expriment en réalité la proportion suivant laquelle la journée de travail, ou son produit de valeur, se répartit entre le capitaliste et l'ouvrier. Si on les considère comme les expressions immédiates du degré de la mise en valeur du capital, on en arrive à cette loi erronée : Le sur-travail ou la plus-value ne peut jamais atteindre 100 %. Comme le sur-travail ne peut jamais former qu'une partie aliquote de la journée de travail, ou la plus-value une partie aliquote de la valeur produite, il s'ensuit que le sur-travail est forcément moindre que la journée de travail, ou la plus-value moindre que la valeur

produite. La proportion

$$\frac{\text{sur-travail}}{\text{journée de travail}} = \frac{\text{plus-value}}{\text{produit en valeur}}$$

ne peut donc jamais atteindre la limite $\frac{100}{100}$ ni *a fortiori* $\frac{100 + x}{100}$. Mais il n'en va pas de même pour le taux de la plus-value ou le véritable degré d'exploitation du travail.

Il est une troisième formule :

$$\text{III.} \quad \frac{\text{plus-value}}{\text{valeur de la force de travail}} = \frac{\text{sur-travail}}{\text{travail nécessaire}} = \frac{\text{travail non payé}}{\text{travail payé}}$$

Le malentendu que pourrait faire naître la formule $\frac{\text{travail non payé}}{\text{travail payé}}$, le capitaliste ayant l'air de payer le travail et non pas la force de travail, disparaît. Le capitaliste paie la valeur ou du moins le prix de la force de travail, et cet échange lui donne la libre disposition de la force vive de travail. En échange du prix, avancé par lui, de la force de travail, le capitaliste reçoit ainsi un produit d'égale valeur. Dans la période du sur-travail, au contraire, l'exploitation de la force de travail forme de la valeur pour le capitaliste, sans que celui-ci ait besoin de fournir en échange un équivalent. Ce rendement de la force de travail ne lui coûte rien. Dans ce sens, le sur-travail peut s'appeler du travail non payé.

Le capital n'est donc pas seulement, comme le dit Adam Smith, le pouvoir de disposer du travail d'autrui. C'est essentiellement le pouvoir de disposer du travail non payé. Toute plus-value, quelle que soit la forme sous laquelle elle se cristallise : profit, intérêt, rente, etc., n'est, d'après sa substance, que la réalisation d'un temps de travail non payé. La mystérieuse mise en valeur du capital se résume en somme dans le pouvoir de disposer d'une quantité déterminée de travail non payé fourni par autrui.

# Section VI

# Le salaire

## 17. Transformation de la valeur ou du prix de la force de travail en salaire

À la surface de la société bourgeoise, le salaire de l'ouvrier apparaît comme le prix du travail, une somme déterminée d'argent payée en échange d'une quantité déterminée de travail.

Ce que le capitaliste rencontre directement sur le marché, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que ce dernier vend, c'est sa force de travail. Dès qu'il a commencé à travailler, son travail ne lui appartient plus et il ne peut plus le vendre. Le travail est la substance et la mesure immanente des valeurs, mais n'a lui-même pas de valeur.

La forme du salaire fait donc disparaître absolument la division de la journée de travail en travail nécessaire et sur-travail, en travail payé ou non payé ! Tout travail apparaît comme travail payé.

Dans le système esclavagiste, au contraire, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance et où il travaille effectivement pour lui-même semble être consacrée à du travail pour le compte du maître. Tout le travail de l'esclave se présente comme travail non payé. Dans le salariat, c'est l'inverse : même le sur-travail ou travail non payé apparaît comme travail payé.

Mettons-nous au point de vue de l'ouvrier qui, pour un travail de 12 heures, reçoit la valeur d'un travail de 6 heures, soit 3 sh. : son travail de 12 heures sera vraiment pour lui le moyen d'achat des 3 sh. Que la valeur de sa force de travail varie avec la valeur de ses habituels moyens de subsistance et passe de 3 sh. à 4 ou 2 sh., ou que, la valeur de la force de travail restant la même, le prix en monte à 4 sh. ou tombe à 2 sh. par suite des fluctuations dans l'offre et la demande, l'ouvrier fournit toujours 12 heures de travail. Tout changement dans la grandeur de l'équivalent qu'il reçoit lui apparaît donc nécessairement comme un changement dans la valeur ou le prix de ses 12 heures de travail.

Prenons, d'autre part, le capitaliste. Ce qu'il veut, c'est le plus de travail possible pour le moins d'argent possible. Au point de vue pratique, une seule chose l'intéresse : la différence entre le prix de la force de travail et la valeur qu'elle produit en fonctionnant. Il essaie d'acheter toutes les marchandises au plus bas prix et déclare avoir réalisé un bénéfice quand, par duperie, il achète au-

dessous ou vend au-dessus de la valeur. Aussi n'arrive-t-il jamais à comprendre que, si la valeur du travail existait réellement et qu'il payât cette valeur, le capital n'existerait plus et que son argent ne pourrait plus se changer en capital.

## 18. Le salaire au temps

La vente de la force de travail se fait toujours pour un temps déterminé. La forme modifiée, directement représentative de la valeur journalière, hebdomadaire, etc., de la force de travail, est donc celle du salaire du temps ou salaire de la journée, etc.

La somme d'argent que l'ouvrier reçoit pour son travail journalier, hebdomadaire, etc., forme le montant de son salaire nominal ou estimé en valeur. Mais il est évident que, suivant la longueur de la journée de travail, donc suivant la quantité de travail fournie par jour, le salaire journalier, hebdomadaire, etc., peut représenter, pour la même somme de travail, un prix très différent ou des sommes d'argent très différentes. Quand il s'agit du salaire du temps, il faut donc distinguer de nouveau entre le montant total du salaire journalier, hebdomadaire, etc., et le prix du travail. Comment trouver ce prix, c'est-à-dire la valeur monétaire d'une somme de travail donnée ?

On trouve le prix moyen du travail en divisant la valeur journalière moyenne de la force de travail par le nombre d'heures de la journée moyenne. Le prix ainsi trouvé sert d'unité de mesure pour le prix du travail.

Le salaire journalier, hebdomadaire, etc., peut rester le même, bien que le prix du travail baisse constamment. Inversement, le salaire journalier ou hebdomadaire peut monter, bien que le prix du travail reste constant ou même diminue.

D'où cette loi générale : Étant donné la quantité de travail journalier ou hebdomadaire, etc., le salaire journalier ou hebdomadaire dépend du prix du travail, lequel varie lui-même, soit avec la valeur de la force de travail, soit avec les prix marchands différant de la valeur. Étant donné, par contre, le prix du travail, le salaire journalier ou hebdomadaire dépend de la quantité de travail journalier ou hebdomadaire.

Lorsque l'ouvrier est payé à l'heure et que le capitaliste a pris l'engagement de lui payer non pas un salaire journalier ou hebdomadaire, mais le nombre d'heures pendant lesquelles il lui plaît de l'employer, il peut l'occuper moins que le nombre d'heures qui ont servi de base à la fixation du salaire de l'heure ou de l'unité de mesure pour le prix du travail.

Le capitaliste peut extorquer à l'ouvrier une certaine quantité de sur-travail, sans lui laisser le temps de travail nécessaire à sa propre conservation. Il peut supprimer toute régularité dans l'occupation et, suivant ses aises, son bon plaisir et l'intérêt du moment, faire alterner le surmenage le plus monstrueux avec un chômage relatif ou total. Sous prétexte de payer le prix normal du travail, il peut prolonger la journée de travail de façon anormale, sans la moindre compensation pour l'ouvrier.

Avec l'augmentation du salaire journalier ou hebdomadaire, le prix du travail peut rester nominalement constant et descendre néanmoins au-dessous de son

niveau normal. C'est ce qui se produit chaque fois que, le prix du travail restant constant, ou encore celui de l'heure de travail, la journée est prolongée au-delà de sa durée habituelle.

Il est de notoriété publique que, dans toutes les industries, les salaires sont d'autant plus bas que la journée de travail est plus grande.

Mais les mêmes circonstances qui permettent au capitaliste de prolonger autant qu'il veut la journée de travail lui permettent d'abord et le forcent finalement de diminuer même nominalement le prix du travail, jusqu'à ce que baisse le prix total du nombre d'heures augmenté, et que baisse par conséquent le salaire journalier ou hebdomadaire.

Cette possibilité de disposer à leur gré de quantités anormales de travail non payé, supérieures au niveau social moyen, ne tarde pas à créer la concurrence entre les capitalistes. Le prix des marchandises se compose, en partie, du prix du travail.

## 19. Le salaire aux pièces

Le salaire aux pièces n'est qu'une transformation du salaire au temps.

Dans le salaire au temps, le travail se mesure d'après sa durée directe ; dans le salaire aux pièces, par la quantité de produits dans laquelle il se réalise en un temps donné.

Il ne s'agit pas de mesurer la valeur de la pièce par le temps de travail qui s'y trouve réalisé, mais de mesurer au contraire le temps dépensé par l'ouvrier par le nombre des pièces produites.

Le travail aux pièces fournit au capitaliste le moyen d'évaluer très exactement l'intensité du travail. Seul le temps de travail réalisé dans une quantité de marchandises déterminée d'avance suivant les données de l'expérience est considéré comme temps de travail socialement nécessaire et payé comme tel.

La quantité du travail est ici contrôlée par l'ouvrage même, qui doit être d'une réussite moyenne si l'on veut que le salaire aux pièces soit payé en entier. Dans cet ordre d'idées, le salaire aux pièces permet aux patrons de faire de fructueuses retenues de salaire et de se livrer à toutes sortes d'exactions.

La quantité et l'intensité du travail étant contrôlées ici par la forme du salaire, la surveillance devient en grande partie inutile. Aussi cette forme constitue-t-elle le fondement du travail à domicile dans la société moderne, ainsi que d'un système méthodique et gradué d'exploitation et d'oppression. Ce dernier système présente deux formes principales : l'introduction de parasites entre le capitaliste et le salarié, et le marchandage.

L'exploitation de l'ouvrier par le capital se réalise alors dans l'exploitation de l'ouvrier par l'ouvrier.

Avec le salaire au temps, le salaire est, à part quelques exceptions, le même pour les mêmes besognes ; avec le salaire aux pièces, au contraire, le prix du temps de travail est bien mesuré par une quantité donnée de produits, mais le salaire journalier ou hebdomadaire varie avec la différence individuelle des ouvriers, dont l'un ne fournit que le minimum en un temps déterminé, le second la moyenne, le troisième plus de la moyenne. Les recettes réelles sont donc très

variées, suivant l'habileté, la force, l'énergie, l'endurance des ouvriers individuels.

Mais le rapport général entre le capital et le travail salarié ne s'en trouve nullement modifié. D'abord, il y a compensation, au regard de l'ouvrage total, entre les différences individuelles ; dans un temps donné, l'ensemble des ouvriers fournit la production moyenne, et le salaire total est le salaire moyen de l'industrie en question. Ensuite, la proportion entre le salaire et la plus-value reste la même, puisque le salaire individuel de chaque ouvrier a comme correspondant la masse de plus-value produite par lui. Mais le salaire aux pièces laisse plus de latitude à l'individualité. Les ouvriers développent donc davantage leur individualité, leur sentiment de la liberté, leur indépendance, leur contrôle personnel, et se font réciproquement concurrence. Parce que les salaires individuels s'élèvent au-dessus du niveau moyen, ce niveau a une tendance à baisser.

Le salaire aux pièces est la forme de salaire la plus adéquate au mode de production capitaliste. Il joue surtout pendant la période manufacturière proprement dite. Dans cette période mouvementée de la grande industrie, de 1797 à 1815 surtout, on s'en sert pour prolonger le temps de travail et abaisser les salaires.

Dans les ateliers soumis à la loi sur les fabriques, le salaire aux pièces devient la règle générale, parce que le patron n'y peut augmenter la journée de travail qu'au point de vue de l'intensité.

## 20. Différence des salaires suivant les nations

Dans chaque pays, il existe une certaine intensité moyenne du travail au-dessous de laquelle le travail exige, pour la production de telle ou telle marchandise, plus que le temps socialement nécessaire et ne peut donc compter comme travail de qualité normale. Dans un pays donné, un degré d'intensité s'élevant au-dessus de la moyenne nationale peut modifier la mesure de la valeur par la simple durée du temps de travail. Il en va tout autrement sur le marché mondial, dont les divers pays ne forment que des parties intégrantes. L'intensité moyenne du travail varie de pays à pays, et elle est tantôt plus grande, tantôt plus petite. Ces moyennes nationales forment donc une gradation ayant pour unité de mesure l'unité moyenne du travail universel. Comparé au travail national moins intense, le travail national plus intense produit donc, dans le même espace de temps, plus de valeur qui s'exprime en plus d'argent.

La valeur relative en argent sera donc moindre chez la nation où le mode de production capitaliste est le plus développé. Il s'ensuit que le salaire nominal, l'équivalent en argent de la force de travail, y sera par conséquent plus élevé que chez une autre nation ; ce qui ne signifie nullement qu'il en soit de même du salaire réel, c'est-à-dire des moyens de subsistance mis à la disposition de l'ouvrier.

# Section VII

# Le procès d'accumulation du capital

La conversion d'une somme d'argent en moyens de production et force de travail, voilà le premier mouvement que parcourt la valeur destinée à fonctionner comme capital : il s'accomplit sur le marché, dans la sphère de la circulation. La deuxième phase du mouvement, le procès de production, est terminée dès que les moyens de production ont été transformés en marchandises, dont la valeur dépasse celle de leurs éléments constitutifs et renferme par conséquent le capital primitif avancé, plus une plus-value. Il faut ensuite qu'à leur tour ces marchandises soient jetées dans la sphère de la circulation. Il importe de les vendre, de réaliser leur valeur en argent, de transformer à nouveau cet argent en capital, et ainsi de suite. Ce mouvement circulaire constitue la circulation du capital.

## 21. La reproduction simple

Une société ne saurait pas plus cesser de consommer que de produire. Tout procès de production sociale est donc en même temps procès de reproduction.

Les conditions de la production sont également celles de la reproduction.

Si la production a la forme capitaliste, il en va de même de la reproduction. De même que, dans le mode de production capitaliste, le procès de travail apparaît uniquement comme un moyen de créer de la valeur, la reproduction ne semble qu'un moyen de reproduire en capital la valeur avancée. Le capitaliste ne conserve donc son masque économique caractéristique que parce que son argent fonctionne constamment comme capital.

La simple reproduction n'est que la répétition, à la même échelle, du procès de production.

Comme augmentation périodique de la valeur du capital ou comme fruit périodique de ce même capital en action, la plus-value prend la forme d'un revenu découlant du capital.

Le capital avancé, divisé par la plus-value consommée chaque année, donne le nombre d'années ou le nombre de périodes de reproduction au bout desquelles le capital primitivement avancé a été consommé par le capitaliste et a donc disparu. Après un certain nombre d'années, la valeur qui lui appartenait est devenue égale à la somme de la plus-value qu'il s'est appropriée, durant ces mêmes années, sans les remplacer par un équivalent, et la somme de valeur qu'il a consommée est

devenue égale à la valeur-capital primitive.

**Pour télécharger + de romans gratuitement --> www.bookys-gratuit.org**

La simple continuité du procès de production ou la simple reproduction transforme donc nécessairement tout capital, après plus ou moins de temps, en capital accumulé ou plus-value capitalisée. Si, dans les débuts du procès de production, ce capital appartient à son possesseur comme fruit de son propre travail, il deviendra tôt ou tard une valeur acquise sans équivalent, matérialisation monnayée ou non du travail étranger non payé.

Mais ce qui ne fut d'abord qu'un point de départ devient ensuite, grâce à la simple continuité du procès, grâce à la simple reproduction, le résultat propre, sans cesse reproduit à nouveau et perpétué, de la production capitaliste. D'une part, le procès de production transforme constamment la richesse matérielle en capital, en moyens d'enrichissement ou de jouissance au service du capitaliste. D'autre part, l'ouvrier sort toujours de ce procès comme il est entré – source personnelle de la richesse, mais dépouillé de tous les moyens de la réaliser à son profit.

L'ouvrier produit constamment la richesse objective comme capital, comme une puissance qui lui est étrangère, qui le domine et l'exploite, et le capitaliste, de son côté, produit constamment la force de travail comme une source de richesse, subjective, séparée de ses propres moyens de réalisation, abstraite, n'existant que dans la forme matérielle de l'ouvrier salarié.

La consommation du travailleur est double. Dans la production même, il consomme par son travail des moyens de production et les transforme en produits d'une valeur supérieure à la valeur du capital avancé. Voilà sa consommation productive. D'autre part, l'ouvrier emploie en moyens de subsistance l'argent payé en échange de sa force de travail. Voilà sa consommation individuelle. Ces deux espèces de consommation sont donc absolument différentes. Dans la première, l'ouvrier agit comme force motrice du capital et appartient au capitaliste ; dans la seconde, il s'appartient à lui-même et accomplit des fonctions vitales en dehors du procès de production. L'une a comme résultat la vie du capitaliste, l'autre la vie de l'ouvrier lui-même.

En convertissant une partie de son capital en force de travail, le capitaliste met en valeur son capital tout entier. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite à la fois de ce qu'il reçoit de l'ouvrier et de ce qu'il lui donne. Le capital est transformé en moyens de subsistance, dont la consommation sert à reproduire les muscles, les nerfs, les os et le cerveau d'ouvriers existants et à engendrer de nouveaux ouvriers.

La consommation individuelle de la classe ouvrière consiste donc dans la production et la reproduction du moyen de production le plus indispensable au capitaliste, de l'ouvrier lui-même.

La conservation et la reproduction constantes de la classe ouvrière restent les conditions permanentes de la reproduction du capital.

C'est pourquoi le capitaliste ne considère comme productive que cette partie de la consommation individuelle de l'ouvrier qui est nécessaire à la perpétuation de la classe ouvrière ; tout ce que l'ouvrier peut consommer en sus pour son propre plaisir est de la consommation improductive.

En effet, la consommation individuelle de l'ouvrier est improductive pour lui-même, car elle ne produit que l'individu nécessiteux ; elle est productive pour le capitaliste et pour l'État, car elle produit la force créatrice de richesse étrangère à l'ouvrier.

Au point de vue social, la classe ouvrière est par conséquent, même en dehors du procès de travail immédiat, un simple adjuvant du capital, tout comme n'importe quel autre instrument de travail. Et, dans certaines limites, sa consommation individuelle n'est elle-même qu'un facteur du procès de reproduction du capital.

C'étaient des chaînes qui attachaient l'esclave romain à son maître ; ce sont des fils invisibles qui relient le salarié à son patron.

La reproduction de la classe ouvrière implique également que l'habileté de l'ouvrier soit accumulée et transmise d'une génération à l'autre.

Par sa propre réalisation, le procès de production capitaliste reproduit donc la séparation entre la force de travail et les conditions de travail. Il produit et éternise ainsi les conditions d'exploitation de l'ouvrier. Il force constamment l'ouvrier à vendre sa force de travail pour vivre, et met constamment le capitaliste à même d'acheter cette force pour s'enrichir. Ce n'est plus le simple hasard qui, sur le marché des marchandises, fait se rencontrer le capitaliste et l'ouvrier comme acheteur et vendeur. C'est le double procès lui-même qui rejette toujours l'ouvrier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme sans cesse le produit de l'ouvrier en moyen d'achat entre les mains du capitaliste. En réalité, l'ouvrier appartient au capital avant de se vendre au capitaliste. Sa servitude économique a comme intermédiaire et comme voile le renouvellement périodique de sa propre vente, le changement de maître individuel et les fluctuations des prix du marché du travail.

Considéré comme une partie d'un tout, le procès de production capitaliste, en tant que procès de production, ne produit donc pas seulement des marchandises ni de la plus-value, il produit et reproduit le rapport capitaliste lui-même.

## 22. Conversion de la plus-value en capital

L'utilisation de la plus-value comme capital ou la retransformation de la plus-value en capital, voilà ce qui s'appelle accumulation du capital.

Pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit. Mais, à moins d'opérer des miracles, on ne peut transformer en capital que des choses qui soient utilisables dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, ou encore des choses dont l'ouvrier ait besoin pour vivre, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Par conséquent, il faut qu'une partie du sur-travail annuel ait été consacrée à créer des moyens supplémentaires de production et de subsistance, en excédent sur la quantité nécessaire au remplacement du capital avancé. En un mot : la plus-value n'est convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital.

Pour faire effectivement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail. À moins d'augmenter en extension et

en intensité l'exploitation des ouvriers déjà occupés, il faut engager de nouvelles forces additionnelles. Par son mécanisme même, la production capitaliste a résolu le problème : elle reproduit la classe ouvrière comme une classe dépendante du salaire et à qui le salaire assure la conservation et l'accroissement. Ces forces additionnelles que lui fournit tous les ans la classe ouvrière aux divers degrés d'âge, le capital n'a qu'à les incorporer aux moyens de production et la conversion de la plus-value en capital est effectuée.

C'est la vieille histoire : Abraham engendra Isaac, Isaac engendra Jacob, etc. Le capital primitif de 10 000 l. st. produit une plus-value de 2 000 l. st. qui est capitalisée. Ce nouveau capital produit une plus-value de 400 l. st. qui, capitalisée à son tour et convertie en second capital additionnel, produit une nouvelle plus-value de 80 l. st., etc.

À l'origine, le droit de propriété nous apparaissait comme fondé sur le travail personnel. Du moins, il nous fallait admettre cette hypothèse. En effet, les propriétaires qui se faisaient face avaient tous les mêmes droits ; l'un ne pouvait acquérir les marchandises de l'autre qu'en cédant les siennes, et celles-ci ne pouvaient provenir que du travail. Actuellement, la propriété nous apparaît chez le capitaliste comme le droit de s'approprier sans paiement le travail d'autrui ou le produit de ce travail ; chez l'ouvrier, comme l'impossibilité de s'approprier son propre produit. La séparation entre la propriété et le travail devient la conséquence nécessaire d'une loi qui semblait partir de leur identité.

Même dans la reproduction simple, tout capital avancé, qu'elle qu'en soit d'ailleurs l'origine, se transforme en capital accumulé ou plus-value capitalisée. Mais, dans le courant de la production, tout capital primitivement avancé n'est plus qu'une grandeur infinitésimale en face du capital directement accumulé, c'est-à-dire de la plus-value ou surproduit retransformé en capital et fonctionnant entre les mains de celui qui a accumulé cette plus-value ou entre les mains d'une autre personne.

Une partie de la plus-value est consommée par le capitaliste comme revenu, une autre partie est employée comme capital ou accumulée.

Pour une masse donnée de plus-value, l'une de ces parties sera d'autant plus grande que l'autre sera plus petite. La grandeur de l'accumulation sera déterminée par le rapport de cette division. Mais cette division est faite par le propriétaire de la plus-value, le capitaliste, qui l'effectue à son gré.

Le capitaliste n'a de valeur historique, de droit historique à l'existence qu'autant qu'il est du capital personnifié. Le capitaliste n'est respectable qu'en tant qu'il personnifie le capital. À ce titre, il partage avec le thésauriseur la passion absolue de s'enrichir.

Partisan fanatique de la mise en valeur de la valeur, il ne connaît pas d'égards et force les ouvriers à produire pour produire, à développer ainsi les forces productives de la société, à créer de nouvelles conditions matérielles de production, seules capables de constituer la base réelle d'une forme sociale supérieure.

L'accumulation, c'est la conquête du monde de la richesse sociale. En même temps que la masse du matériel humain exploité, elle étend la domination directe, et indirecte, du capitaliste.

Dans les débuts historiques du mode de production capitaliste – et tout parvenu capitaliste passe par cette phase –, la soif des richesses et l'avarice sont les passions dominantes. Mais le progrès de la production capitaliste ne crée pas seulement un monde de jouissances ; avec la spéculation et le système de crédit, il ouvre en outre mille sources d'enrichissement soudain. À un certain degré de développement, une certaine prodigalité conventionnelle, qui est à la fois étalage de richesse et par suite moyen de crédit, devient même une nécessité naturelle pour le malheureux capitaliste. Le luxe rentre dans les frais de représentation du capital. Et, bien que la prodigalité du capitaliste ne possède jamais ce caractère de bonne foi que l'on rencontre dans celle du seigneur féodal bon vivant ; bien qu'elle recèle toujours dans son tréfonds une avarice sordide et des calculs mesquins, elle augmente avec l'accumulation.

Les circonstances qui, indépendamment de la répartition proportionnelle de la plus-value en capital et revenu, déterminent l'étendue de l'accumulation sont : le degré d'exploitation de la force de travail ; la force productive du travail ; la différence croissante entre le capital employé et le capital consommé ; la grandeur du capital avancé.

En s'incorporant les deux producteurs primitifs de la richesse, la force de travail et la terre, le capital acquiert une force d'expansion qui lui permet d'étendre les éléments de son accumulation au-delà des limites que lui semble avoir fixées sa propre grandeur, c'est-à-dire la valeur et la masse des moyens de production déjà produits, dans lesquels il existe.

Un autre facteur important dans l'accumulation du capital, c'est le degré de productivité du travail social.

Le développement de la force productive du travail réagit également sur le capital primitif, c'est-à-dire sur le capital engagé déjà dans le procès de production. L'ancien capital est reproduit dans une forme plus productive. Toute introduction de meilleures méthodes influe donc à la fois sur le capital additionnel et sur le capital déjà en fonction. Tout progrès de la chimie ne multiplie pas seulement le nombre des matières utiles et les utilisations des anciennes matières, élargissant ainsi le domaine du capital accru ; il montre également comment on peut faire rentrer dans le cycle du procès de reproduction les résidus des procès de production et de consommation ; il crée donc, sans avance préalable de capital, une nouvelle matière exploitable par le capital. Tout comme une tension plus grande de la force de travail augmente l'exploitation de la richesse naturelle, la science et la technique forment une puissance expansive indépendante de la grandeur donnée du capital en fonction. Cette puissance réagit en même temps sur cette partie du capital primitif qui est entrée dans son stade de renouvellement. Et le capital incorpore gratuitement à sa nouvelle forme le progrès social accompli à son insu.

Au fur et à mesure que ses moyens de production gagnent en efficacité, en étendue et en valeur, le travail conserve donc et perpétue, sous une forme toujours nouvelle, une valeur-capital sans cesse croissante. Cette force naturelle de travail apparaît comme la force du capital de se conserver lui-même.

Il faut examiner la composition du capital à un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en capital constant et capital variable. Sous le rapport de la matière fonctionnant dans le procès de production, tout capital se décompose en moyens de production et en force de travail vivante. Je désigne la première composition sous le nom de composition-valeur et la seconde sous le nom de composition technique. Entre les deux, il y a d'étroits rapports réciproques. J'appelle composition organique du capital la composition-valeur, en tant que celle-ci n'est déterminée que par la composition technique dont elle reflète les modifications.

Les nombreux capitaux particuliers engagés dans une industrie déterminée diffèrent plus ou moins de composition. La moyenne de leurs compositions nous donne la composition du capital total de cette industrie. Enfin, la moyenne générale des compositions moyennes de toutes les branches d'industrie nous donne la composition du capital social d'un pays. C'est de cette dernière seule qu'il sera question ci-après.

L'accroissement du capital implique l'accroissement de sa partie variable, c'est-à-dire de la partie convertie en forme de travail. Une partie de la plus-value convertie en capital additionnel doit constamment être retransformée en capital variable ou fonds de travail additionnel. Supposons qu'une masse déterminée de moyens de production ou capital constant exige toujours la même quantité de force de travail pour être mise en mouvement : la demande de travail et le fonds de subsistance des ouvriers croîtront d'autant plus rapidement, proportionnellement au capital, que ce dernier croîtra plus rapidement. Il peut arriver que les besoins d'accumulation du capital soient supérieurs à l'accroissement de la force de travail ou du nombre des ouvriers, qu'on demande plus d'ouvriers qu'il ne s'en présente, et que les salaires montent.

De même que la reproduction simple reproduit constamment le même rapport capitaliste, d'une part des capitalistes et d'autre part des salariés, la reproduction sur une échelle progressive, ou l'accumulation, reproduit le rapport capitaliste sur une échelle progressive, d'une part des capitalistes plus gros ou plus nombreux, d'autre part plus de salariés. La reproduction de la force de travail, qui doit s'incorporer continuellement au capital comme moyen de mise en valeur, qui ne peut s'en détacher et dont la dépendance vis-à-vis du capital est simplement cachée par le changement des capitalistes individuels, constitue en réalité un facteur important dans la reproduction du capital. Accumulation du capital signifie donc accroissement du prolétariat.

Dans les conditions de l'accumulation que nous avons supposées et qui sont le plus favorables aux ouvriers, le rapport de dépendance revêt des formes supportables.

Sur leur propre surproduit sans cesse croissant et se transformant à doses de plus en plus élevées en capital additionnel, les ouvriers reçoivent une portion plus considérable sous forme de salaires, si bien qu'il leur est possible d'élargir le cercle de leurs jouissances, de mieux approvisionner leur fonds de consommation en vêtements, mobilier, etc., et de constituer un petit fonds de réserve en argent.

Mais le vêtement, la nourriture et le traitement ont beau être meilleurs et le pécule plus grand, l'état de dépendance et l'exploitation du salarié comme aussi de l'esclave n'en subsistent pas moins. L'augmentation du prix du travail par suite de l'accumulation du capital signifie simplement que l'étendue et le poids de la chaîne d'or, que le travailleur s'est forgée lui-même, permettent un peu plus de liberté.

Avec l'emploi des machines, il entre une plus grande quantité de matières premières et de matières accessoires dans le procès de travail. Voilà la conséquence de la productivité croissante du travail. Mais, d'autre part, la masse des machines employées, du bétail, des engrais chimiques, des conduites de drainage, etc., est la condition de la productivité croissante du travail. Même observation pour les bâtiments, les hauts fourneaux, les moyens de transport et autres moyens de production concentrés. Mais, condition et conséquence, la grandeur croissante des moyens de production, comparativement à la force de travail qui s'y incorpore, exprime la productivité croissante du travail. L'augmentation de cette dernière se manifeste donc dans la diminution de la somme de travail, proportionnellement à la masse des moyens de production qu'elle met en mouvement, ou encore dans la diminution quantitative de l'élément subjectif du procès de travail comparé avec ses éléments objectifs.

Cette modification de la composition technique du capital, l'accroissement de la masse des moyens de production, comparativement à la masse de la force de travail qui les vivifie, se reflète dans sa composition-valeur, dans l'accroissement de la partie constante de la valeur-capital au détriment de la partie variable.

Cette loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable se trouve confirmée à chaque pas par l'analyse comparée des prix des marchandises, que la comparaison se fasse entre différentes périodes économiques de la même nation ou entre différentes nations prises à la même époque. La grandeur relative de l'élément du prix, qui ne représente que la valeur des moyens de production consommés ou la partie constante du capital, sera en raison directe, et la grandeur relative de l'autre élément, qui paie le travail ou représente la partie variable du capital, sera d'ordinaire en raison inverse du progrès de l'accumulation.

La diminution de la partie variable du capital par rapport à la partie constante, ce changement dans la composition-valeur du capital, n'indique pourtant qu'approximativement le changement dans sa composition technique. Avec la productivité croissante du travail, les moyens de production qu'il consomme n'augmentent pas seulement quant à la masse, mais encore quant à la valeur comparée à la masse. Sa valeur augmente donc au sens absolu, mais non proportionnellement à l'étendue. L'augmentation de la différence entre le capital constant et le capital variable est donc bien moindre que celle de la différence entre la masse des moyens de production en quoi se trouve converti le capital constant, et la masse de la force de travail en quoi se trouve converti le capital variable. La première différence augmente en même temps que la seconde, mais à un degré moindre. D'ailleurs, le procès de l'accumulation, s'il diminue la grandeur relative de la partie variable du capital, n'exclut nullement

l'accroissement de sa grandeur absolue.

Tout capital individuel est une concentration plus ou moins grande de moyens de production, avec le commandement correspondant d'une armée plus ou moins grande d'ouvriers. Toute accumulation devient moyen d'une accumulation nouvelle. Elle en étend la concentration entre les mains de capitalistes individuels ; elle élargit donc la base de la production sur une grande échelle et des méthodes de production spécifiquement capitalistes. L'accroissement du capital social s'opère par l'accroissement de beaucoup de capitaux particuliers. Toutes les autres circonstances restant les mêmes, les capitaux particuliers et par suite la concentration des moyens de production augmentent dans le rapport suivant lequel ils forment des parties aliquotes du capital social total.

Si donc l'accumulation apparaît d'une part comme la concentration croissante des moyens de production et du commandement du travail, elle apparaît d'autre part sous forme de répulsion réciproque de beaucoup de capitaux individuels. À cette dispersion du capital social total en beaucoup de capitaux individuels s'oppose sa force d'attraction. Ce n'est plus une concentration simple, identique à l'accumulation. C'est la concentration de capitaux déjà formés, suppression de leur autonomie particulière, expropriation d'un capitaliste par un autre, transformation de beaucoup de petits en peu de gros capitaux. Ce procès se distingue du premier, en ce qu'il suppose simplement une répartition différente des capitaux existants et déjà en fonction, et que, par suite, son jeu n'est pas limité par l'accroissement absolu de la richesse sociale ou les bornes absolues de l'accumulation. Le capital s'accumule entre les mains d'un seul, parce qu'il échappe aux mains de beaucoup. C'est la centralisation proprement dite, par opposition à l'accumulation et à la concentration.

La centralisation des capitaux, ou le procès de l'attraction, s'intensifie avec le développement de l'accumulation et du mode de production spécifiquement capitaliste. De son côté, la centralisation devient un des grands leviers de ce développement. Elle abrège et accélère la transformation de procès de production disséminés en procès socialement combinés et s'effectuant sur une grande échelle.

L'extension croissante des capitaux individuels devient la base matérielle d'un bouleversement continu du mode de production. Constamment, le mode de production capitaliste conquiert des branches d'industrie qu'il ne possédait encore que partiellement ou pour la forme. Mais, sur le terrain où elle règne déjà, d'autres industries se constituent, qui lui sont naturellement sujettes. Enfin, dans les industries à exploitation capitaliste bien assise, la productivité du travail est pour ainsi dire cultivée en serre chaude. Dans tous les cas, le nombre des ouvriers diminue proportionnellement à la masse des moyens de production consommés. Une partie de plus en plus grande du capital est convertie en moyens de production, une partie de plus en plus faible en force de travail. En augmentant d'étendue, de concentration et d'efficacité technique, les moyens de production sont de moins en moins des moyens d'occupation de l'ouvrier. Une charrue à vapeur est un moyen de production bien plus efficace que la charrue ordinaire, mais le capital qui a servi à l'acheter procure beaucoup moins de travail à l'ouvrier que s'il avait été mis dans des charrues ordinaires. C'est précisément en ajoutant du capital nouveau au capital ancien qu'on peut élargir les conditions

matérielles du procès de production et les bouleverser au point de vue technique. Mais bientôt la composition différente et la transformation technique saisissent plus ou moins tout l'ancien capital, qui est arrivé à son terme de reproduction et est remplacé par du capital nouveau. Cette métamorphose dépend jusqu'à un certain degré, comme la centralisation, de l'accroissement absolu du capital social. Mais la centralisation, qui ne fait que répartir autrement du capital social existant et réunit en un capital nouveau unique beaucoup de capitaux anciens, agit comme un facteur puissant dans cette métamorphose du capital ancien.

Avec l'accumulation du capital produite par elle-même, la population ouvrière produit donc, dans des proportions sans cesse croissantes, les moyens de la surpopulation relative. C'est là une loi de population particulière au mode de production capitaliste.

Elle forme, pour l'industrie, une armée de réserve toujours disponible et dont le capital a l'entière propriété, comme s'il l'avait élevée à ses propres frais. Elle crée, pour les besoins variables du capital, un matériel humain, toujours prêt et indépendant des limites de la véritable augmentation de la population.

Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de production compliquée d'excès, de crises et de stagnations, repose sur la formation continuelle, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou de la surpopulation. De leur côté, les vicissitudes du cycle industriel recrutent la surpopulation, à la reproduction de laquelle elles concourent puissamment.

Toute la forme affectée par le mouvement de l'industrie moderne découle donc de la transformation continuelle d'une partie de la population ouvrière en travailleurs inoccupés ou mi-occupés.

La libération d'ouvriers s'opère donc plus rapidement que le bouleversement technique du procès de production, accéléré par le progrès de l'accumulation, et que la diminution proportionnelle correspondante de la partie variable du capital par rapport à la partie constante. Si les moyens de production, à mesure qu'ils augmentent en étendue et en efficacité, servent de moins en moins comme moyens d'occupation des ouvriers, ce rapport subit une nouvelle modification du fait que le capital, suivant que la force productive du travail s'accroît, augmente le travail plus rapidement que la demande de travailleurs. Le travail excessif des ouvriers occupés grossit les rangs de l'armée de réserve, tandis qu'inversement la pression de plus en plus grande exercée par l'armée de réserve sur les travailleurs effectifs, grâce à la concurrence, force ces derniers à travailler toujours davantage et à se soumettre aux exigences du capital. En condamnant une partie de la classe ouvrière à l'oisiveté forcée, par le travail excessif de l'autre partie, le capitaliste individuel a trouvé le moyen de s'enrichir, et la formation de l'armée de réserve industrielle se fait dans une mesure correspondant à l'accumulation sociale.

En somme, les mouvements généraux du salaire sont exclusivement réglés par l'extension et la contraction de l'armée de réserve industrielle, qui répondent aux changements de période du cycle industriel. Ils ne sont donc pas déterminés par le mouvement du chiffre absolu de la population ouvrière, mais par la proportion

variable suivant laquelle la classe ouvrière se répartit en armée active et en armée de réserve, par l'augmentation ou la diminution du chiffre relatif de la surpopulation et par la façon dont cette surpopulation est tantôt absorbée, tantôt libérée.

Dans les périodes de stagnation ou de prospérité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active des travailleurs et, dans les périodes de surproduction et de paroxysme, elle en modère les exigences. La surpopulation relative sert donc de pivot à la loi de la demande et de l'offre du travail. Elle force cette loi à se mouvoir dans les limites qui conviennent absolument au désir d'exploitation et de domination qui anime le capital.

La surpopulation relative revêt les nuances les plus diverses. Elle englobe tout ouvrier pendant le temps où il chôme ou ne travaille que partiellement. Les phases alternatives du cycle industriel la font apparaître, tantôt sous une forme aiguë, dans les crises, tantôt sous une forme chronique, dans les périodes de stagnation. Mais, en dehors de ces formes principales qui se renouvellent périodiquement, elle prend, de façon continue, les trois formes suivantes : la forme active, la forme latente, la forme stagnante.

Dans les fabriques proprement dites aussi bien que dans toutes les grandes manufactures où le machinisme joue un rôle, comme également là où se trouve simplement appliquée la division moderne du travail, on occupe en masse les ouvriers mâles, jusqu'à ce qu'ils aient passé l'âge de la jeunesse. À partir de ce moment, on ne peut plus en employer qu'un petit nombre dans la même industrie et l'on congédie régulièrement les autres.

Donc les générations ouvrières doivent se succéder rapidement.

Dès que la production capitaliste s'est emparée de l'agriculture, ou du moins suivant le degré de sa mainmise, l'accumulation du capital en fonction entraîne une diminution absolue dans la demande de population agricole, sans qu'il y ait, comme dans l'industrie non agricole, compensation par une plus grande attraction. Une partie de la population des campagnes est donc sur le point d'aller grossir les rangs du prolétariat urbain ou manufacturier. Cette source de la surpopulation relative ne tarit par suite jamais. Mais cet afflux vers la ville suppose à la campagne une surpopulation toujours latente. L'ouvrier agricole est donc réduit au salaire minimum et a toujours un pied dans le marécage du paupérisme.

La masse des naissances et des décès, comme aussi la grandeur absolue des familles, est en raison inverse du montant du salaire et par suite de la somme des moyens de subsistance dont disposent les diverses catégories de travailleurs. Cette loi de la société capitaliste serait considérée comme une insanité chez les sauvages. Elle rappelle la reproduction en masse de certaines espèces animales individuellement faibles et sans cesse pourchassées par l'homme.

Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative végète dans la sphère du paupérisme. Sans parler des vagabonds, des criminels et des prostituées, c'est-à-dire du véritable prolétariat des miséreux et de la racaille, cette couche sociale comprend trois catégories. D'abord, ceux qui sont capables de travailler. Puis les orphelins et les enfants assistés. Enfin, les individus déclassés, tarés ou incapables de travailler. Enfin, les victimes de l'industrie, les mutilés, les malades, les

veuves. Le paupérisme constitue l'hôtel des invalides de l'armée active des travailleurs et le poids mort de l'armée de réserve industrielle.

L'armée de réserve industrielle est d'autant plus grande que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement et par suite la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail sont plus considérables. Les causes qui développent la force expansive du capital développent également la force de travail disponible. La grandeur relative de l'armée de réserve industrielle croît donc avec les puissances de la richesse. Mais plus cette armée de réserve est nombreuse par rapport à l'armée active des travailleurs, et plus est grande la surpopulation consolidée, dont la misère est en raison inverse de son travail. Enfin, plus est grande la classe des malheureux de la classe ouvrière et l'armée de réserve industrielle, et plus est considérable le paupérisme officiel. Telle est la loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste.

À mesure que l'accumulation du capital s'opère, la situation de l'ouvrier, qu'il gagne peu ou beaucoup, ne peut donc qu'empirer. La loi enfin qui maintient toujours l'équilibre entre la surpopulation relative ou l'armée de réserve industrielle d'une part, l'étendue et l'énergie de l'accumulation d'autre part, attache l'ouvrier au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. Elle suppose une accumulation de misère correspondant à l'accumulation du capital. L'accumulation de la richesse à un pôle signifie donc l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale.

## 24. L'ACCUMULATION DITE PRIMITIVE

Nous avons vu comment l'argent se change en capital, comment le capital produit de la plus-value et comment la plus-value donne naissance à du capital additionnel. Mais l'accumulation du capital présuppose la plus-value, la plus-value la production capitaliste, et celle-ci la concentration entre les mains des producteurs de marchandises de masses considérables de capital ou de force de travail. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, d'où nous ne pouvons sortir qu'en présupposant, antérieurement à la production capitaliste, une accumulation primitive qui serait non pas le résultat, mais le point de départ du mode de production capitaliste.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit dans la pomme, et le péché tomba sur tout le genre humain.

Le procès qui crée le rapport capitaliste ne peut donc être que le procès qui établit une distinction entre l'ouvrier et ses moyens de travail, c'est-à-dire un procès qui, d'une part, transforme en capital les moyens sociaux de subsistance et de production, et, d'autre part, change les producteurs directs en salariés. L'accumulation dite primitive n'est donc que le procès historique distinguant le producteur des moyens de production. Il semble primitif, parce qu'il forme la préhistoire du capital et du mode de production capitaliste.

La structure économique de la société capitaliste est issue de la structure

économique de la société féodale. La dissolution de cette dernière a libéré les éléments constitutifs de la première. Le producteur direct, l'ouvrier, ne pouvait avoir la libre disposition de sa personne qu'après avoir cessé d'être attaché à la glèbe et d'appartenir comme serf à une autre personne. Pour pouvoir devenir libre vendeur de force de travail et porter sa marchandise partout où il s'offre un marché, il devait en outre être libéré de la domination des corporations, des règlements concernant les apprentis et les compagnons, de toutes les prescriptions qui gênent le travail. Le mouvement historique qui transforme les producteurs en salariés apparaît donc, d'une part, comme leur libération du servage et de la contrainte corporative ; les historiens bourgeois n'envisagent que ce côté. Mais, d'autre part, ces nouveaux affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence que leur offraient les vieilles institutions féodales. Et cette histoire de leur expropriation se trouve inscrite en lettres de sang et de feu dans les annales de l'humanité.

Les capitalistes industriels, ces nouveaux potentats, n'avaient pas simplement à supplanter les artisans des corporations, mais encore les seigneurs féodaux possesseurs des sources de la richesse. À ce point de vue, leur triomphe se présente donc comme le fruit d'une lutte victorieuse contre la puissance féodale et ses privilèges révoltants, comme aussi contre les corporations et les entraves qu'elles mettaient au libre développement de la production et à la libre exploitation de l'homme par l'homme. Mais les chevaliers de l'industrie ne parvinrent à supplanter les chevaliers de l'épée qu'en exploitant des événements dont ces derniers n'étaient pas du tout responsables.

Le point de départ de ce développement qui produit le salarié aussi bien que le capitaliste, ce fut l'asservissement du travailleur ; l'évolution, ce fut la transformation de cette servitude par la substitution de l'exploitation capitaliste à l'exploitation féodale. Nous n'avons pas besoin de remonter bien loin pour en comprendre la marche. Bien que les premiers débuts de la production capitaliste se manifestent déjà au XIVe et au XVe siècle, par-ci, par-là, dans certaines villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date en réalité que du XVIe siècle.

Dans l'histoire de l'accumulation primitive, tous les bouleversements font époque, qui servent de tremplin à la classe capitaliste en formation. Sont particulièrement importantes les époques où de grandes masses humaines sont soudain et violemment détachées de leurs moyens de subsistance et jetées sur le marché sous forme de prolétaires mis hors la loi. Tout le procès repose sur l'expropriation du producteur rural, du paysan. L'histoire de cette expropriation varie suivant les pays et les époques. C'est en Angleterre seulement qu'elle a revêtu la forme classique.

C'est dans le dernier tiers du XVe et dans les vingt premières années du XVIe siècle que nous trouvons les premiers symptômes de la révolution qui créa les fondements du mode de production capitaliste. Une masse de prolétaires sans feu ni lieu fut jetée sur le marché du travail par le licenciement des suites féodales ; le grand seigneur féodal créa un prolétariat bien plus nombreux, en expulsant de vive force les paysans des terres qu'ils possédaient au même titre féodal que lui-même, et en s'appropriant les biens communaux. L'impulsion

première fut donnée en Angleterre par l'essor des manufactures de laine en Flandre et la hausse du prix de la laine qui l'accompagnait. Sa devise fut donc : Transformation des terres cultivées en pâturages.

Au XVIe siècle, la Réforme et la confiscation énorme des biens ecclésiastiques qui la suivit vinrent donner une nouvelle et terrible impulsion à l'expropriation violente des masses populaires.

La propriété ecclésiastique protégeait, telle une fortification religieuse, l'antique système de la propriété foncière. Sa chute entraînait inévitablement celle de la seconde.

Sous la restauration des Stuart, les propriétaires fonciers réalisèrent légalement une usurpation, qui s'accomplit ensuite sur le continent sans autre forme de procès. Ils abolirent la constitution féodale, c'est-à-dire qu'ils se déchargèrent sur l'État de toutes les servitudes qui leur incombaient, « dédommagèrent » ce même État par des impôts à prélever sur les paysans et le reste du peuple, revendiquèrent comme propriété privée, au sens moderne du mot, des biens sur lesquels ils n'avaient que des droits féodaux, et octroyèrent finalement ces lois sur la résidence qui, avec les quelques variantes imposées par les circonstances, firent pour les cultivateurs anglais ce que les édits du Tartare Boris Godounov avaient fait pour les paysans russes.

La Glorieuse Révolution amena au pouvoir, avec Guillaume III d'Orange, les profiteurs nobles et capitalistes. Ils inaugurèrent l'ère nouvelle en exerçant en grand le vol des domaines de l'État. Les terres furent données, ou vendues à des prix dérisoires, ou même annexées à des propriétés privées par une usurpation directe. Tout cela se fit sans la moindre observation de la légalité. Ces biens de l'État, qu'on s'appropriait par fraude, constituent la base des grands domaines actuels de l'oligarchie anglaise.

La dernière grande opération dans l'expropriation des paysans, ce fut ce qu'on a dénommé « l'éclaircissement des biens-fonds », et qui consistait en réalité dans l'expulsion des habitants. Toutes les méthodes anglaises que nous avons considérées jusqu'ici reposaient sur le même principe.

Dans la haute Écosse, il s'agit de superficies aussi grandes que des duchés allemands. Une partie des pâturages est retransformée en réserve de chasse.

Le vol des biens ecclésiastiques, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, la mainmise sur les propriétés communales, la transformation usurpatrice, et effectuée sous un régime de terrorisme, des propriétés féodales et collectives des clans en propriétés privées modernes, voilà les douces méthodes de l'accumulation primitive. Elles préparèrent le terrain à l'agriculture capitaliste, incorporèrent le sol et la terre au capital et créèrent pour l'industrie des villes la possibilité de se procurer des ouvriers parmi ces prolétaires sans feu ni lieu.

Tous les gens chassés de leurs terres par la dissolution des suites seigneuriales ou l'expropriation violente et progressive, tous ces prolétaires sans feu ni lieu, ne pouvaient être absorbés par la manufacture naissante aussi vite qu'ils devenaient disponibles. D'autre part, brusquement arrachés à leur genre habituel d'existence, ils ne pouvaient, du jour au lendemain, s'accommoder à la discipline de leur situation nouvelle. Beaucoup d'entre eux se firent voleurs, brigands, vagabonds, les uns par tendance naturelle, les autres, et c'étaient les plus nombreux, par la

force des choses. C'est pourquoi, vers la fin du XVe et durant tout le XVIe siècle, il y eut dans toute l'Europe occidentale une législation sanguinaire contre le vagabondage. La législation les traita comme des criminels volontaires, supposant qu'il dépendait uniquement de leur bonne volonté de continuer à travailler dans des conditions qui n'existaient plus.

C'est ainsi que la population rurale, expropriée par la violence, chassée de ses terres et réduite à l'état de vagabondage, fut soumise, par des lois d'un terrorisme grotesque, au moyen du fouet, du fer rouge et de la torture, à une discipline indispensable au système du travail salarié.

La classe des salariés, qui prit naissance dans la seconde moitié du XIVe siècle, ne constituait alors, et même au siècle suivant, qu'une infime fraction du peuple, fortement protégée dans sa situation par la classe des paysans indépendants et l'organisation corporative des villes. L'élément variable du capital l'emportait de beaucoup sur l'élément constant. La demande de travail salarié augmenta donc rapidement avec toute accumulation du capital, tandis que l'offre de travail salarié ne suivait que lentement. Une grande partie de la production nationale, transformée dans la suite en fonds d'accumulation du capital, entrait alors encore dans le fonds de consommation du travailleur.

La législation sur le travail, visant dès le début l'exploitation de l'ouvrier dont elle ne cesse d'être l'ennemie, commence en Angleterre par le « Statute of Labourers » d'Édouard III, en 1349. En France, ce statut a comme pendant l'ordonnance de 1350, publiée au nom du roi Jean.

Il est interdit, sous peine de prison, de payer des salaires supérieurs au tarif statutaire ; mais ceux qui acceptent ces salaires sont punis plus sévèrement que ceux qui les donnent.

Du XIVe siècle à 1825, année où furent rapportées les lois sur la matière, les coalitions ouvrières étaient traitées comme de grands crimes.

En 1825, ces lois cruelles contre les coalitions tombèrent devant l'attitude menaçante du prolétariat ; mais elles ne tombèrent qu'en partie, et quelques beaux restes ne disparurent qu'en 1859.

Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa retirer aux ouvriers le droit d'association qu'ils venaient à peine de conquérir. Par décret du 14 juin 1791, elle déclara que toute coalition ouvrière était « un attentat contre la liberté et la Déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres et de la privation pour un an des droits civiques. La loi qui, pour faire plaisir aux capitalistes, confinait la concurrence entre le capital et le travail en de certaines limites, a survécu aux révolutions et aux changements de dynastie. La Terreur elle-même n'y toucha pas.

Quant à la genèse des fermiers, nous pouvons en quelque sorte la toucher du doigt, parce que l'évolution s'est faite lentement et s'est continuée pendant plusieurs siècles. En Angleterre, le premier spécimen du fermier est le bailli, serf lui-même. Sa situation est analogue à celle du *villicus* romain. Bientôt, il devient métayer et exploite « à moitié ». Il fournit une partie du capital, le landlord fournissant le reste. Tous deux se partagent les bénéfices dans des proportions fixées par contrat. En Angleterre, cette forme disparaît rapidement, pour faire place à celle du fermier proprement dit, qui fait valoir son propre capital en

employant des salariés et remet au landlord, à titre de fermage, une partie, en argent ou en nature, du surproduit. Au XVIe siècle intervient un facteur décisif.

L'accroissement incessant des prix de tous les produits agricoles augmentait le capital argent du fermier, sans travail spécial de sa part, alors qu'il payait son fermage à l'ancien taux de l'argent. Il s'enrichissait donc aux dépens de ses salariés et de son landlord.

L'expropriation et l'expulsion d'une partie de la population rurale rendent disponibles, en même temps que les ouvriers, les moyens de subsistance et de travail pour le capital industriel : elles créent le marché intérieur.

Jadis, la famille du paysan produisait et travaillait les moyens de subsistance et les matières premières, qu'ensuite elle consommait en majeure partie. Ces matières premières et ces moyens de subsistance sont, à l'heure qu'il est, devenus marchandises. La clientèle nombreuse et disséminée, qui avait comme condition toute une foule de petits producteurs travaillant à leur propre compte, se concentre en un grand marché approvisionné par le capital industriel. C'est ainsi que l'expropriation de paysans jadis établis à leur propre compte et leur détachement de leurs moyens de production s'accompagnent de l'anéantissement de l'industrie secondaire des campagnes : la manufacture et l'agriculture se séparent.

La genèse du capitaliste industriel ne se fit pas progressivement comme celle du fermier. Sans doute, beaucoup de petits patrons corporatifs, plus encore de petits artisans indépendants et même salariés, se transformèrent d'abord en petits capitalistes, et puis, par l'exploitation de plus en plus grande du travail salarié et l'accumulation correspondante, en capitalistes tout court. Mais cette progression excessivement lente ne répondait en aucune façon aux besoins commerciaux du nouveau marché mondial créé par les grandes découvertes et inventions du XVe siècle. Or, le Moyen Âge avait légué deux formes différentes de capital qui mûrissent dans les formations les plus diverses de la société économique : le capital usuraire et le capital commercial.

Le capital argent fut doublement gêné dans sa transformation en capital industriel : dans les campagnes, par la constitution féodale ; dans les villes, par l'organisation corporative. Ces entraves disparurent avec la dissolution des suites seigneuriales, avec l'expropriation et l'expulsion partielle des populations rurales. La nouvelle manufacture fut installée dans des ports maritimes d'exportation, ou sur des points de la pleine campagne situés hors du contrôle de l'ancien système urbain et de l'organisation corporative.

La découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique, l'extermination des populations indigènes, leur réduction en esclavage ou leur enfouissement dans les mines, la conquête et le début du pillage des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en un vaste enclos où les négriers faisaient la chasse aux Noirs, tout cela caractérise l'aube de l'ère de production capitaliste. Ces procédés idylliques sont des facteurs importants de l'accumulation primitive. Aussitôt après commence la guerre commerciale des grandes nations européennes, avec la Terre entière comme champ de bataille. Elle débute par la guerre des Pays-Bas contre l'Espagne, prend des proportions gigantesques dans la guerre de l'Angleterre

contre les Jacobins français, se prolonge dans les « guerres de l'opium » contre la Chine, etc. Les divers facteurs de l'accumulation primitive se répartissent plus ou moins, d'après l'ordre chronologique, sur l'Espagne, le Portugal, la France, l'Angleterre. En Angleterre, on les réunit, vers la fin du XVII^e siècle, en un système méthodique comprenant la colonisation, le régime de la dette publique, l'organisation moderne des finances et le protectionnisme.

Ces méthodes reposent en partie sur la simple force brutale, comme le système colonial ; toutes s'appuient sur la force de l'État, sur la force concentrée et organisée de la société, pour activer à l'extrême la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et abréger les phases de transition. La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. Elle-même est une puissance économique.

À propos du système chrétien de colonisation, voici ce que dit un homme qui s'est fait une spécialité du christianisme, W. Howitt : « Les actes de barbarie et les atrocités honteuses dont se sont rendues coupables les nations dites chrétiennes dans toutes les régions et contre tous les peuples qu'elles ont pu subjuguer n'ont eu de parallèle dans aucune autre ère de l'histoire universelle ni chez aucune race, si sauvage, si barbare, si impitoyable et si éhontée qu'elle fût. » L'histoire de la colonisation hollandaise au XVII^e siècle – la Hollande était le type de la nation capitaliste – « déroule un tableau incomparable de trahisons, de corruption, de meurtres et d'ignominie ».

La Compagnie anglaise des Indes orientales obtint, comme on le sait, non seulement le pouvoir politique aux Indes, mais encore le monopole exclusif du commerce du thé, du commerce chinois en général et du transport de toutes marchandises entre ces pays et l'Europe, et inversement. Mais le cabotage sur les côtes de l'Inde, la navigation entre les îles, et le commerce intérieur devinrent le monopole des fonctionnaires supérieurs de la Compagnie. Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel étaient des sources inépuisables de richesse. Les employés fixaient eux-mêmes les prix et, tout à leur aise, écorchaient les malheureux Hindous. Le gouverneur général prenait part à ce commerce privé. De grandes fortunes poussèrent en un seul jour comme les champignons, et l'accumulation primitive s'opéra sans que les intéressés eussent fait l'avance d'un seul shilling.

Le traitement des indigènes était naturellement le plus ignoble dans les plantations qui ne s'occupaient que d'exportation, comme dans les Indes occidentales, et dans les pays riches et très peuplés livrés à l'assassinat et au pillage, comme le Mexique et les Indes orientales. Mais, jusque dans les colonies proprement dites, le caractère chrétien de l'accumulation primitive resta fidèle à lui-même. Ces austères virtuoses du protestantisme, les puritains de la Nouvelle-Angleterre, accordaient en 1703, par décision spéciale de leur assemblée, une prime de 40 l. st. par scalp d'Indien ou par Peau-Rouge capturé. En 1720, la prime fut portée à 100 l. st. par scalp. En 1744, Massachusetts-Bay ayant déclaré rebelle une certaine tribu, les prix furent les suivants : pour le scalp d'un individu masculin de plus de 12 ans : 100 l. st. ; pour un prisonnier mâle : 105 l. st. ; pour une femme ou un enfant : 50 l. st. ; pour le scalp d'une femme ou d'un enfant : 50 l. st. Quelques années plus tard, ce système de colonisation fut expié par les descendants révoltés des pieux pèlerins : poussés et payés par les Anglais, les

Indiens les massacrèrent, et le Parlement anglais déclara que « les chiens policiers et la pratique du scalp étaient des moyens que Dieu et la nature avaient mis entre ses mains ».

Le régime colonial fit faire des progrès énormes au commerce et à la navigation. Les « sociétés à monopole », au dire de Luther, contribuèrent puissamment à la concentration du capital. Les manufactures, qui poussaient de toutes parts, trouvaient dans les colonies des débouchés et une accumulation intensifiée par le monopole du marché. Les richesses amassées hors d'Europe par le pillage, l'esclavage et le meurtre refluaient vers la métropole, où elles se transformaient en capital. La Hollande, qui fut la première à pratiquer le système colonial dans toute son étendue, se trouvait en 1648 à l'apogée de sa puissance commerciale. En 1648, la masse du peuple hollandais était, plus que n'importe où en Europe, surmenée, appauvrie, opprimée par la force brutale.

Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes de l'État, dont nous trouvons au Moyen Âge déjà les origines à Gênes et à Venise, prit possession de l'Europe entière pendant la période manufacturière. Le système colonial, avec son commerce maritime et ses guerres commerciales, lui servit de serre chaude. Il s'installa donc d'abord en Hollande. La dette publique, c'est-à-dire l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, donne son véritable caractère à l'ère capitaliste. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la possession totale des peuples modernes, c'est la dette publique.

La dette publique devient un des facteurs les plus énergiques de l'accumulation primitive. Comme par un coup de baguette magique, elle doue l'argent improductif de la puissance reproductrice et le transforme en capital, qu'il ait besoin de s'exposer aux dangers et aux efforts inséparables de tout placement industriel ou même usuraire.

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache bien des fois, chez tel ou tel peuple, une des ressources de l'accumulation primitive. C'est ainsi que les infamies du système de rapine en pratique à Venise forment une des bases occultes de la richesse capitaliste de la Hollande, à qui Venise en décadence prêta de grosses sommes d'argent. Les rapports entre la Hollande et l'Angleterre sont analogues. Dès le début du XVIII^e^ siècle, les manufactures hollandaises ont cessé d'occuper le premier rang, et ce pays n'a plus la prépondérance commerciale et industrielle. De 1701 à 1776, il prête surtout des capitaux énormes, spécialement à sa puissance concurrente, l'Angleterre.

Le système protectionniste fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier les ouvriers indépendants, de capitaliser les moyens nationaux de production et de subsistance, d'abréger par la force la transition de l'ancien mode de production au mode moderne. Les États européens se disputèrent le monopole de cette invention et, dès qu'ils se furent mis au service de producteurs de plus-value, ils ne se contentèrent plus de rançonner à cette fin leur propre peuple, soit indirectement par des tarifs protectionnistes, soit directement par des primes d'exportation.

Le système colonial, la dette publique, les impôts, le protectionnisme, les

guerres commerciales, etc., ces rejetons de la période manufacturière proprement dite prennent un développement extraordinaire pendant la première période de la grande industrie. Pour fêter la naissance de cette industrie, il y eut une espèce de massacre des innocents.

Maint capital qui se montre aujourd'hui aux États-Unis sans indication d'origine n'est que le résultat de la capitalisation du sang des enfants faite dans les fabriques anglaises.

Des work-houses paroissiaux de Londres, Birmingham, etc., des milliers de ces petites créatures abandonnées, de 7 à 14 ans, furent ainsi expédiées vers le nord. Le patron (le voleur d'enfants) avait l'habitude d'habiller et de nourrir ses apprentis et de les loger dans une maison spéciale près de la fabrique. Des surveillants avaient constamment l'œil sur eux durant leur travail. C'était l'intérêt de ces gardes-chiourme de surmener les enfants à l'extrême, parce que leur propre paie était proportionnée à la somme de produits qu'ils extorquaient aux enfants. La suite naturelle en était la cruauté… Dans beaucoup de districts, dans le Lancashire en particulier, on torturait de la façon la plus affreuse ces créatures innocentes, abandonnées de tout le monde et livrées au bon plaisir du patron. On les tuait par l'excès de travail ; on apportait la cruauté la plus raffinée à les fouetter, à les mettre aux fers, à les tourmenter ; souvent, il ne leur restait que la peau et les os, et cependant le fouet les maintenait au travail. Parfois même, on les poussait au suicide… Les belles et romantiques vallées du Derbyshire, du Nottinghamshire et du Lancashire, soustraites aux yeux du public, devinrent d'horribles solitudes où régnait la torture… parfois même le meurtre… Les profits des fabricants furent énormes. Leur appétit s'en accrut. Ils introduisirent le travail de nuit. Après avoir épuisé une équipe par le travail de jour, ils tenaient une autre équipe prête pour le travail de nuit ; l'équipe de jour allait occuper les lits que l'équipe de nuit venait à peine de quitter, et *vice versa*. La tradition populaire veut que, dans le Lancashire, les lits ne refroidissent jamais.

À quoi revient l'accumulation primitive du capital, c'est-à-dire sa genèse historique ? En tant qu'elle n'est pas la transformation directe d'esclaves et de serfs en salariés, par conséquent un simple changement de forme, elle ne signifie que l'expropriation du producteur immédiat, c'est-à-dire la dissolution de la propriété privée fondée sur le travail personnel.

Ce mode de production présuppose le morcellement du sol et des autres moyens de production. En même temps que la concentration de ces moyens, il exclut la coopération, la division du travail dans le même procès de production, la domination et la réglementation de la nature par l'homme, le libre développement des forces productives de la société. Parvenu à un certain degré de développement, il produit lui-même les moyens matériels de son propre anéantissement. À partir de ce moment, il s'agite, dans le sein de la société, des forces et des passions qui se sentent enchaînées par lui. Il faut qu'il soit anéanti, et il l'est effectivement. Cet anéantissement, le changement des moyens individuels et épars de production en moyens concentrés par la société ; la transformation de la petite propriété appartenant à beaucoup d'individus en propriété énorme de quelques-uns ; l'expropriation de la grande masse populaire

que l'on dépouille de ses terres, de ses moyens de subsistance et de ses instruments de travail ; cette terrible et difficile expropriation de la masse populaire forme la préhistoire du capital. Elle comprend toute une série de méthodes violentes, dont nous n'avons passé en revue que les plus importantes en tant que méthodes de l'accumulation primitive. L'expropriation des producteurs directs se fait avec le vandalisme le plus impitoyable et sous la poussée des passions les plus infâmes, les plus ignobles, les plus mesquines et les plus haineuses. La propriété privée, gagnée par le travail personnel, et que l'individu libre a créée en s'identifiant en quelque sorte avec les conditions de son travail, fait place à la propriété privée capitaliste, qui repose sur l'exploitation du travail d'autrui, qui n'a que l'apparence de la liberté.

Dès que ce procès de transformation a suffisamment décomposé, pour le fond aussi bien que pour la forme, la vieille société ; dès que les ouvriers ont été changés en prolétaires, et leurs conditions de travail en capital ; dès que le mode de production capitaliste se suffit à lui-même, la socialisation progressive du travail et la transformation consécutive de la terre et des autres moyens de production en moyens de production communs, parce que socialement exploités, et par suite l'expropriation des propriétaires privés, prennent une forme nouvelle. Cette expropriation s'opère par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Chaque capitaliste en tue beaucoup d'autres. Concurremment avec cette centralisation, ou l'expropriation de beaucoup de capitalistes par quelques-uns, se développent la forme coopérative, sur une échelle de plus en plus grande, du procès de travail, l'application raisonnée de la science à la technique, l'exploitation systématique du sol, la transformation des moyens particuliers de travail en moyens ne pouvant être utilisés qu'en commun, l'économie de tous les moyens de production par leur utilisation comme moyens de production d'un travail social combiné, l'entrée de tous les peuples dans le réseau du marché mondial, et par conséquent le caractère international du régime capitaliste. À mesure que diminue le nombre des grands capitalistes, qui accaparent et monopolisent tous les avantages de ce procès de transformation, on voit augmenter la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégénérescence, l'exploitation, mais également la révolte de la classe ouvrière qui grossit sans cesse et qui a été dressée, unie, organisée, par le mécanisme même du procès de production capitaliste. Le monopole du capital devient l'entrave du mode de production qui s'est développé avec lui et par lui. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne s'accommodent plus de leur enveloppe capitaliste et la font éclater. La dernière heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés à leur tour.

Le système d'appropriation capitaliste découlant du mode de production capitaliste, et par suite la propriété privée capitaliste, constituent la première négation de la propriété privée individuelle fondée sur le travail personnel. Mais, avec la fatalité d'un procès naturel, la production capitaliste engendre sa propre négation. C'est la négation de la négation. Elle rétablit, non la propriété privée, mais la propriété individuelle fondée sur les conquêtes de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession collective de la terre et des moyens de production

produits par le travail lui-même.

Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse populaire par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse populaire.

Première édition française : Corrêa, 1947
Édition originale : Longmans, Green and Co.,
New York (Collection Alfred O. Mendel), 1939

© Libella, Paris, 2019

Dans la même collection

*Virgile* par Jean Giono.
*Hugo* par Michel Butor.
*La Fontaine* par Jacques Réda.
*Descartes* par Paul Valéry.
*Pascal* par Michel Schneider.
*Tolstoï* par Stefan Zweig.
*Baudelaire* par Gérard Macé.
*Schopenhauer* par Thomas Mann.
*Stendhal* par Dominique Fernandez.
*Claudel* par Olivier Py.
*Flaubert* par Marie-Hélène Lafon.

La numérisation de cette œuvre
a été réalisée le 5 février 2019 par V. Fouillet
ISBN 9782283032978

L'édition papier de cette même œuvre
a été achevée d'imprimer en février 2019
par l'Imprimerie Floch à Mayenne
(ISBN 9782283032381)

Retrouvez toutes nos publications sur
www.buchetchastel.fr

BUCHET • CHASTEL